

DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE
ET MORALE
DU PERSONNEL INFÉRIEUR DES LYCÉES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Lundi 7 Juin 1909, à 1 heure

PAR

ROGER RABATÉ

Président : M. JAY, Professeur.

Suffragants { *MM. SOUCHON, Professeur.*
CAPITANT, Agrégé.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

—
1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MORALE DU PERSONNEL INFÉRIEUR DES LYCÉES

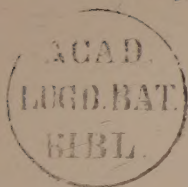
THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Lundi 7 Juin 1909, à 1 heure

PAR

ROGER RABATÉ



Président : M. JAY, Professeur.

Suffragants { *MM. SOUCHON, Professeur.*
CAPITANT, Agrégé.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREN ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison de L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

—
1909

*A Monsieur A. Morlet, chevalier de la légion d'honneur,
proviseur du lycée Michelet
Témoignage de gratitude et de respect*

CHAPITRE PREMIER

Le petit personnel des lycées **Causes particulières de protection**

Le monde du petit personnel des lycées est un monde peu connu, et je pourrais même ajouter, sans crainte de voir naître une contradiction, un monde totalement inconnu. On sait la vie, le travail, les traitements du personnel supérieur, que ce soit le personnel enseignant, économique ou administratif, mais on ignore tout du personnel inférieur. Evidemment, on n'est pas sans savoir que dans les lycées vivent et travaillent un certain nombre de personnes qui sont chargées de la bonne tenue et de la propreté de l'établissement ; mais c'est là tout ce que l'on peut dire sur elles, on ne les connaît pas. Seuls les économes des lycées peuvent nous renseigner sur ce personnel. Leur fonction qui est de veiller à la vie matérielle du lycée les obligent à le connaître ; ils peuvent ainsi se pénétrer du labeur, des désirs, des besoins de leurs subordonnés ; toutefois on peut redouter de voir le jugement de quelques-uns d'entre eux involontairement vicié, car ils ne les voient,

ne les apprécient, ne les jugent que dans les rapports de supérieurs à inférieurs, de maîtres à domestiques.

Bien des personnes cependant devraient avoir au moins une idée de leur travail, de leur vie. Ce sont les enfants, les jeunes gens, les hommes qui composent la classe dirigeante de la société, tous ceux-là qui ont passé une partie de leur jeunesse enfermés dans les établissements d'enseignement secondaire, collèges ou lycées. Pendant plusieurs années, ils ont vu ceux qui composent le petit personnel vaquer à leurs occupations ; ils ont été en contact perpétuel et forcé avec eux. A toute heure du jour, ils assistaient à leur travail. Malgré cela aucun d'eux ne serait capable de fournir des renseignements précis. Ils les ont vus, ils ne les ont pas connus. Et je suis persuadé que beaucoup d'entre eux me considéreraient avec étonnement si je m'avisais d'aller les questionner sur ceux qu'autrefois ils appelaient, en les accablant de tout le mépris qu'ils pouvaient avoir alors « les cuistres ». Pour ceux-là, le cuistre était un être dont on ne s'occupait que pour s'en moquer, pour en faire un objet de risée. Certes, tous n'agissaient pas ainsi, mais en général ils n'avaient aucune considération, aucune estime pour ceux qui les servaient tous les jours. Ceux-ci devaient se trouver très heureux lorsque les élèves agissaient comme s'ils n'existaient pas, car ils n'avaient aucune pitié à attendre de leur part. Pourtant ils en étaient digne de cette pitié ; leur vie n'était rien moins qu'agréable. Peu de

repos, beaucoup de travail, peu de salaire, telle était leur situation. On ne trouve rien qui aurait pu adoucir leur sort ; au contraire pour augmenter leurs misères, ils étaient souvent mal nourris et mal logés.

Heureusement le temps a apporté une amélioration à leur vie. Ils ne sont plus aussi malheureux ; ils ont peu à peu obtenu des garanties et certains avantages qui ont commencé une ère de relèvement matériel et moral nécessaire. De nos jours les enfants ne les considèrent déjà plus avec le dédain, le mépris profond d'autrefois. Ils n'en font plus un souffre-douleurs et ne voient plus en eux que des hommes travaillant pour gagner honnêtement leur vie. Mais ils ne les connaissent pas plus que leurs condisciples qui les ont précédés dans les mêmes classes et les mêmes dortoirs. Quand aux professeurs, ils en savent encore moins ; à ce point de vue, leur science se borne à savoir que leur classe doit être propre et aérée suivant les principes de l'hygiène. Parfois même ils se montrent d'une exigence qui n'a d'excuse que l'ignorance dans laquelle ils se trouvent du genre de vie de ce petit personnel.

Qu'est-ce donc exactement que ce petit personnel ? De qui se compose-t-il ? Que fait-il ? Il est difficile de donner une définition simple et claire. On court le risque soit d'y englober trop de monde, soit d'en écarter quelques personnes qui cependant en font partie. La première idée qui vient à l'esprit est de dire que toute personne qui travaille au lycée et qui ne fait

partie ni du personnel administratif, ni du personnel enseignant, ni du personnel économique, fait forcément partie du petit personnel. Or, comme on connaît très bien tous ceux qui composent les trois branches du personnel supérieur, par un raisonnement a contrario on pourrait en déduire facilement que telle ou telle personne fait partie du personnel inférieur. Malheureusement cette définition simple n'est pas exacte. Elle a justement le tort de comprendre beaucoup trop de monde. On trouve, en effet, dans les lycées des gens qui y travaillent tout le jour quelquefois pendant toute l'année et qui cependant n'en font pas partie ; ce sont, par exemple, des ouvriers que l'on paye à la journée ou à la tâche. Il peut arriver que leurs services soient nécessaires toute l'année, mais ils n'en restent pas moins des personnes étrangères au lycée, n'y venant que d'une façon accidentelle pour accomplir certains travaux particuliers.

On ne peut pas non plus s'attarder à cette définition très usitée : font partie du petit personnel des lycées toute personne figurant au budget sur l'état des gages. On n'a rien expliqué ainsi ; on ne nous dit pas quelles sont ces personnes et c'est justement ce qu'il importe de savoir. On pourrait arriver à une formule plus exacte en complétant cette définition par quelques mots.

Enfin il faut absolument écarter une troisième formule qui présente le grave inconvénient de ne pas englober tous les gens de service. Elle s'appuie sur le

fait que depuis 1907 ceux-ci ont droit à une retraite. La voici : tous ceux qui subissent sur leurs salaires une retenue de 4 % en vue de la retraite font partie du personnel inférieur des lycées. Cette définition a l'avantage d'écarter les fonctionnaires qui subissent la retenue du vingtième et non de 4 % sur leurs traitements et les ouvriers à la journée qui ne subissent aucune retenue, mais elle écarte aussi les gens de service stagiaires qui ne subissent pas de retenue et qui cependant font, sans aucun doute possible, partie du personnel inférieur des lycées.

Il me semble que l'on doive définir ce petit personnel de la façon suivante : Le petit personnel des lycées se compose de toute personne employée au lycée d'une façon permanente, y exerçant un travail touchant la vie matérielle du lycée, payée mensuellement d'après un salaire fixe calculé par année et figurant au budget sur l'état des gages. Cette formule est peut-être un peu longue et compliquée, mais elle m'a paru répondre aux diverses objections que l'on pouvait poser. Elle restreint le petit personnel à ce qu'il est réellement. Elle indique d'une façon claire et précise que les ouvriers, qui sont payés à la journée ou à la tâche et qui ne viennent ordinairement pas d'une façon permanente, n'y sont pas compris. Elle en exclue les professeurs et le personnel administratif dont les fonctions regardent la vie intellectuelle du lycée, et en écarte aussi le personnel économique qui s'occupe de la vie matérielle du lycée, mais n'est jamais inscrit sur les états de gages.

Ce personnel, ainsi défini, comprend un assez grand nombre de personnes dont le travail, le salaire diffèrent d'une façon sensible. Il ne forme pas un tout homogène, mais il peut être divisé et l'est réellement en plusieurs catégories. On s'est basé autant que possible pour ce classement sur la similitude de travail ou de salaire, mais il ne faut pas s'attendre à trouver une règle rigoureusement suivie. Ces divisions sont au nombre de trois ; elles ne sont pas fermées les unes aux autres ; on peut passer de l'une à l'autre, on n'en a pas fait des castes. Il y a une hiérarchie entre la première catégorie et les deux autres qui peuvent servir au recrutement de la première, sans en constituer le seul moyen, car leurs membres ne présentent pas toujours les qualités requises pour les emplois supérieurs qui composent cette première catégorie.

Ces trois divisions sont les suivantes : les Employés, les Agents, les Ouvriers. Les deux premières comportent un très grand nombre de gens de service et forment à elles seules presque tout le petit personnel. La catégorie des ouvriers ne comprend que quelques personnes. A côté de ces trois divisions il faut placer l'aide-de-laboratoire autrefois rangé parmi les agents. Tous ces gens de service sont placés sous l'autorité de l'économe de l'établissement où ils se trouvent et sont soumis, à part quelques légères exceptions, à une même réglementation, à quelque catégorie qu'ils appartiennent. Voyons dans chacune d'elles les personnes qui sont soumises à ces règles et qui par conséquent la composent,

Les Employés. — Avant de parler des employés, il convient de faire une remarque sur la terminologie en usage. Il arrive fréquemment que dans le langage courant on se serve de l'expression « employés de lycées » pour désigner l'ensemble des gens de service ; c'est une inexactitude qu'il importe d'éviter ; elle peut amener des équivoques, des confusions. Cette expression ne doit s'appliquer qu'à un groupe bien défini que nous allons étudier et non à tout le personnel inférieur. Nous ferons notre possible dans cet opuscule de n'en user que dans cette acception.

La catégorie des employés compose la classe supérieure du petit personnel des lycées ; ceux qui en font partie sont en général mieux rétribués que le reste des gens de service ; mais ils doivent posséder des qualités ou des connaissances plus nombreuses ou plus grandes que les agents et les ouvriers. Si l'on considère les fonctions des différents employés, on ne peut manquer de remarquer combien elles sont dissemblables les unes des autres ; elles n'ont qu'un trait commun, c'est qu'elles impliquent une responsabilité assez lourde de la part de ceux qui les exercent. Il n'existe aucune hiérarchie entre eux, ils ne relèvent que de leur économe et chacun sous cette autorité est maître dans sa sphère à l'exclusion des autres. Ils comprennent le chef des garçons, le dépensier, le chef de cuisine, le ou les concierges, puis deux dames employées, la maîtresse

lingère et l'infirmière qui ne suivent pas les règles ordinaires de recrutement.

Le chef des garçons a une fonction assez délicate et par-là même assez difficile à remplir à la satisfaction de tous ; il est l'intermédiaire entre l'économe et les garçons de salle ou de dortoir qu'il a sous ses ordres. Il n'est pas chargé de distribuer à ces agents leur travail qui est réglé par l'économe, mais il doit veiller à son exécution. Il doit constamment parcourir l'établissement pour se rendre compte si les garçons font ponctuellement et consciencieusement leur ouvrage ; sa fonction est facilitée par le fait que l'on sait d'avance à quelle heure doit s'accomplir chaque espèce de tâche. Il faut que par une observation faite à propos, il sache ranimer le zèle du personnel qu'il surveille. Il doit chaque jour faire un rapport à l'économe sur ce qui s'est passé la veille, et signaler, s'il y a lieu l'activité ou la nonchalance des garçons de salle ; mais il ne faut pas non plus que ces derniers le considèrent comme un ennemi. C'est la conciliation de ces deux devoirs en apparence contraires qui rend son emploi délicat, Il lui faut en outre être très actif ; levé le premier, il ne peut aller se reposer que le dernier, après s'être rendu compte que tout le travail est terminé. Enfin, pour avoir une autorité suffisante, il doit posséder des qualités de fermeté, de pondération, de sérieux sans lesquelles il ne remplirait qu'imparfaitement son emploi. Dans les lycées de faible importance, sa fonction est réunie à celle

du dépensier. Dans les autres, en plus de son service propre, il lui faut connaître aussi celui du dépensier car il est appelé à le remplacer toutes les fois que celui-ci sera absent et de nos jours, le fait se produit chaque semaine, depuis que la circulaire du 22 juillet 1907 a institué pour le petit personnel des lycées le repos hebdomadaire par roulement.

Le dépensier de son côté pour la même raison doit connaître le service du chef des garçons. Ses fonctions ordinaires diffèrent tout à fait de celles de ce dernier ; alors que celui-ci a un rôle très actif, qu'on le voit constamment circuler dans la maison, le dépensier au contraire est sédentaire par la nature même de ses fonctions (1). Il a un rôle très important et peut, plus que tout autre, mettre en jeu la responsabilité de l'économe ; aussi, dès le début, des circulaires intervinrent pour réduire au minimum cette responsabilité (2). Comme son titre l'indique, il est chargé de la dépense, et seulement de la dépense ; il a les clefs du fruitier, du légumier, bref du magasin et est responsable de tout ce qui s'y trouve ; rien n'en peut sortir qu'en passant par ses mains, de même rien ne peut y entrer sans qu'il le sache. Il s'occupe de la distribution des prestations de

1. Excepté, bien entendu, lorsqu'il les cumule avec celles du chef des garçons.

2. Statuts de 1814, de 1819 ; lettre ministérielle du 4 décembre 1841 ; arrêté du 30 mars 1863,

chauffage et d'éclairage aux fonctionnaires et aux agents, ainsi que de la réception des marchandises et doit seconder l'économe ou son fondé de pouvoir, le sous-économe, dans cette opération. Il doit enfin tenir le livre de crédence sur lequel il inscrit, au fur et à mesure qu'elles se produisent, les entrées et les sorties des marchandises. Ce livre, vérifié chaque jour, sert à contrôler ses opérations. Il lui est nécessaire d'avoir une bonne instruction primaire et cette condition empêche que bien souvent il ne soit choisi parmi le reste du personnel inférieur. Le choix du dépensier est chose sérieuse, car un bon dépensier peut rendre de grands services à la maison. Ses fonctions le mettent peu en rapport avec les autres membres du petit personnel excepté pourtant avec le chef de cuisine qui doit être en relations constantes avec lui à cause de son service même.

Le chef de cuisine, en effet, ne peut travailler sans son aide. Tout ce qui est nécessaire à son travail, il ne peut l'avoir que par l'intermédiaire du dépensier, que ce soit du bois, du charbon ou des denrées alimentaires. Il est inutile de dire en quoi consiste les occupations du chef de cuisine ; il s'occupe, sous la surveillance et la responsabilité de l'économe, de la préparation et de la répartition de la nourriture. Dans les lycées importants il est souvent secondé par des gens de service appelés aides-de-cuisine qui, comme nous le verrons, sont compris parmi les agents. Le chef de cuisine a,

avec le dépensier et le chef des garçons, un des emplois les mieux rétribués. Les autres employés, les concierges, touchent un salaire beaucoup moins élevé, mais la différence n'est qu'apparente ; il ne faut pas oublier que généralement ils ont le privilège de la vente de la confiserie et de la papeterie aux élèves. Grâce à ce petit commerce, il arrive fréquemment qu'en fin de compte ce soient eux qui gagnent le plus.

Le concierge, ou plutôt l'emploi de concierge, présente une particularité qui le distingue de tout le reste du personnel. Il faut que son titulaire soit marié, ou plus exactement qu'il ne soit pas seul. Il doit constamment être à son poste, c'est-à-dire dans la loge. Jamais, sous aucun prétexte, il ne peut la laisser sans gardien ; or son service le conduit souvent à s'absenter, soit qu'il guide un étranger dans l'établissement, soit qu'il aille porter le courrier, soit qu'il procède à la vente de sa confiserie, ou pour tout autre motif. Durant ses absences des personnes, des élèves pourraient entrer au lycée ou en sortir sans qu'on le sache, et c'est une chose que l'on doit éviter à tout prix. Mais il est impossible de distraire un agent de son service pour parer à ces sorties éventuelles ; c'est cette raison qui nécessite la présence d'un ménage dans cet emploi : la femme garde la loge durant les absences du mari. Outre leur rôle de gardiens, les concierges doivent tenir certains registres, entre autres le registre de la correspondance qui leur permet de se faire rembourser en fin de mois

les avances qu'ils ont faites au lycée pour l'affranchissement de la correspondance ; c'est pourquoi on réclame d'eux une assez bonne instruction primaire. Il leur faut également faire montre d'un certain vernis, avoir une bonne tenue et être très proprement vêtus. C'est à eux que s'adressent naturellement, en entrant au lycée, les parents des élèves ou les visiteurs, et l'impression produite serait très mauvaise s'ils étaient reçus par une personne peu complaisante et peu polie ; c'est là une considération importante dont il faut tenir compte. Depuis quelques années les femmes de concierges qui jusque là ne faisaient pas partie du petit personnel sont comprises parmi les employées et portent le titre d'aides-concierge (1). Elles augmentent ainsi le nombre des dames employées qui jusqu'à ce jour se réduisait aux titulaires des postes, de maîtresse-lingère et d'infirmière.

La maîtresse-lingère est chargée de l'entretien du linge des élèves et de celui du lycée ; elle veille à ce qu'il ne soit remis en service qu'en bon état. Elle tient un compte exact de tout ce qui rentre et sort de la lingerie et est responsable de tout ce qui s'y trouve. Pour accomplir son service, elle est souvent secondée par un plus ou moins grand nombre d'ouvrières qui travaillent à la journée et auxquelles elle distribue leur

1. Circulaire de 1904.

tâche ; en réalité, celles-ci comme toutes les personnes dont les fonctions touchent à la vie matérielle du lycée sont placées sous l'autorité de l'économe qui s'en décharge sur la lingère, sans, cependant, perdre son droit de surveillance.

L'infirmière s'occupe des soins à donner aux enfants malades ou souffrants ; elle est placée sous la surveillance du proviseur et sous l'autorité du médecin de l'établissement, dont elle doit suivre les recommandations, pour tout ce qui regarde les soins à donner aux élèves, l'hygiène et la tenue de l'infirmerie. Elle a la garde des médicaments et, seule, peut en disposer hors de la présence du docteur, sous la responsabilité du proviseur toutefois. Elle peut avoir des aides si l'importance du lycée l'exige, mais alors elle en est responsable. Enfin un garçon est mis à sa disposition pour tous les travaux un peu pénibles à exécuter.

Ces deux derniers emplois étaient tenus autrefois par des religieuses, et le sont encore dans certains lycées. C'est en 1867 que l'administration supérieure décida d'accorder, dans la mesure des besoins, ces postes aux mères, filles, sœurs de fonctionnaires morts prématurément, afin de leur donner ainsi le moyen de vivre honorablement quoique modestement. Ce recrutement assure donc pour ces deux postes un personnel plus instruit que les autres employés et le place par là même au-dessus d'eux.

Ces deux postes sont les derniers occupés par les

« Employés ». On a pu saisir l'importance des fonctions de ces derniers ; il est naturel dans ces conditions qu'ils jouissent d'un meilleur salaire que le reste du personnel inférieur auquel, nous allons le voir, il est beaucoup moins demandé. Il est presque inutile de répéter que ces divers employés n'agissent que sous la direction et la responsabilité de l'économe de l'établissement. Désormais les gens de service que nous allons étudier se trouvent plus ou moins placés sous l'autorité ou la surveillance de l'un quelconque des employés. Ce sont d'abord les Agents puis les Ouvriers.

Les Agents. — La catégorie des agents est certainement celle qui renferme le plus grand nombre d'individus ; les fonctions qu'ils ont à remplir sont assez semblables les unes aux autres. On ne rencontre pas de grandes différences comme pour celles exercées par les divers employés. Aussi peuvent-ils facilement changer de poste sans grands inconvénients. De même que pour les employés, on leur demande une instruction élémentaire, mais moins étendue. Ils reçoivent en général un salaire assez faible. C'est à eux que l'on songe ordinairement quand on se sert de l'expression de « garçons de lycée ». Le nombre des divers espèces d'agents varie suivant l'importance des lycées ; dans les établissements qui ont une faible population scolaire, un même agent a souvent deux fonctions à remplir ; mais on rencontre partout les garçons de salle ou de dortoir, le garçon de

bureau, le garçon d'infirmerie, le veilleur et l'aide de cuisine. Dans les grands lycées on trouve le garçon des maîtres, le garçon des cours et le lampiste.

Dans chaque lycée, il y a un certain nombre de garçons de salle, en général un par dortoir. Leur service consiste à nettoyer, entretenir et faire le dortoir tous les matins, c'est-à-dire le mettre en état de recevoir les élèves le soir ; ils doivent également brosser et ranger les effets des enfants. Ils ont aussi à faire la chambre du maître chargé de la surveillance du dortoir. Ceci ne représente qu'une partie de leur besogne ; le soin de nettoyer, aérer et laver les salles de classes et d'études leur incombe également. Enfin ils doivent servir au réfectoire ; ce sont eux qui mettent la table, apportent les plats, desservent et après le repas nettoient la salle et tout ce qui a servi ; en outre souvent le cuisinier réclame leur aide pour la préparation des légumes. Tel est grosso modo, leur genre de travail, auquel ressemble beaucoup celui des autres agents.

Nous voyons, en effet, le garçon de bureau avoir la charge au point de vue de la propreté, du cabinet et du salon du proviseur, ainsi que de l'antichambre et du bureau du secrétaire ; il est employé aussi à divers autres travaux déterminés avec soin par les règlements (1). Mais le reste de son service diffère de celui des garçons de salle.

1. Circulaire du 26 novembre 1906.

Il doit se trouver en permanence dans l'antichambre du cabinet du proviseur, à ses ordres, et rendre là les multiples services que l'on attend des garçons de bureau en général. Dans les petits lycées, c'est également lui qui s'occupe de la propreté de l'économat ; ce service est fait dans les établissements importants par un garçon dont le travail est analogue à celui du garçon de bureau. Cette place est en général très enviée par les autres agents. Il leur semble que l'on y est mieux considéré et que le service y est moins fatigant ; elle peut en effet présenter certains avantages, mais on ne doit pas oublier qu'elle demande des qualités de tact et surtout de discrétion qui ne sont pas réclamées des autres agents.

Parmi les places préférées par eux nous pouvons encore citer celle du garçon des maîtres ; il s'occupe du service de la table des fonctionnaires qui prennent leur repas au lycée, du nettoyage de leur réfectoire et du matériel. Mais son travail ne se borne pas là ; il doit balayer et aérer un certain nombre de salles comme les garçons de dortoir. Cette place lui procure certains avantages que ces derniers n'ont pas. On ne le trouve que dans les grands lycées ; il en est de même du garçon des cours chargé de ramasser les papiers, les morceaux de pain et en général tout ce que les élèves peuvent jeter dans les cours, bref de veiller à leur propreté ainsi qu'à celle des préaux y attendant. Dans les établissements de moindre importance ces services sont répartis entre

les agents que nous avons nommés ci-dessus et le garçon d'infirmérie.

Le travail de celui-ci consiste à tenir en état de propreté l'infirmérie et les locaux qui en dépendent. Placé sous les ordres directs de l'infirmière, il effectue en plus de son service de nettoyage les travaux trop fatiguants pour une femme. Sa chambre se trouve à l'infirmérie et est placée de façon à ce qu'il puisse être prévenu rapidement en cas de besoin.

Les agents, dont nous avons indiqué rapidement le genre de travail, avaient pour fonctions principales de s'occuper de la propreté des locaux ; ceux que nous allons voir maintenant s'en occupent également, toutefois leur véritable besogne est autre ; ce sont l'aide-de-cuisine, le veilleur et le lampiste.

Cet aide-de-cuisine est bien chargé du nettoyage de la cuisine, mais son rôle est surtout de seconder le chef dans la préparation des repas ; il lui faut autant que possible être capable de remplacer celui-ci s'il vient à s'absenter. Il est exclusivement attaché à la cuisine dont on ne doit pas le retirer pour le mettre à une autre besogne.

Quand au veilleur, il est évident qu'on ne saurait l'employer aux travaux de nettoyages qui se font le jour. Sa fonction qui l'oblige à dormir une partie de la journée le rend impropre à ces services, durant la nuit il est tenu de faire des tournées dans tout l'établissement pour s'assurer que rien d'anormal n'a lieu ; un certain

nombre de contrôleurs de ronde sont placés sur son parcours pour permettre la vérification de son travail. Très souvent il est aussi chargé des fonctions de lampiste et doit alors s'occuper des lampes et autres appareils d'éclairage en usage dans le lycée. Il termine la catégorie des agents. Nous entrons maintenant dans celle des ouvriers.

Les Ouvriers. — Nous devons remarquer qu'on ne les rencontre que dans les grands lycées. Ce sont le peintre, le plombier, le menuisier, etc., dont il est inutile d'indiquer le travail plus clairement que par leur titre. Dans les autres lycées ils sont remplacés par un agent appelé « factotum ». Il n'a qu'à changer d'outils et il est au choix de celui qui le commande, vitrier, plombier, serrurier, etc. Il fait tout, mais en général on ne peut lui demander quelque chose de trop difficile : il n'est bon que pour les petites réparations, les menus travaux courants ; cependant certains factotums peuvent avoir une connaissance approfondie d'un métier et pour cette partie au moins être capable d'aborder les ouvrages les plus délicats.

Il nous reste à dire quelques mots des aides-de-laboratoire. C'était autrefois des agents qui avaient dans leur service le nettoyage des salles de physique et de chimie, c'était de simple garçons de salle. Ils aidaient de temps en temps les professeurs à préparer les expériences ; peu à peu l'importance que prenaient les

travaux pratiques dans les cours écartèrent le garçon du service régulier et normal de la maison et il se trouve maintenant avoir une situation spéciale par rapport aux autres agents. Il ne peut être employé au service commun de l'établissement en dehors de ses fonctions propres et se rapproche des employés par son salaire sans cependant en faire partie. Il est chargé du nettoyage et de l'entretien des classes et cabinets de physique, chimie et histoire naturelle et de tous les instruments qui s'y trouvent ; enfin il doit aider les professeurs et les préparateurs dans toutes les expériences qu'ils entreprennent.

Nous connaissons maintenant le petit personnel ; nous savons quelles sont ses occupations. Elles diffèrent peu de ce qu'elles étaient autrefois ; le changement quand il y en a eu un, a consisté dans le fait qu'on a diminué le travail des gens de service, mais cette différence est la seule, leur genre de travail est aujourd'hui ce qu'il était il y a vingt ans, il y a quarante ans. Nous pouvons donc facilement nous rendre compte du travail du personnel inférieur à quelque époque que nous le prenions si nous savons ce qu'il est aujourd'hui.

Mais si nous savons quels sont les gens qui composent ce petit personnel, si nous n'ignorons rien de leurs occupations, il nous faut encore, pour les connaître complètement, apprendre quelles sont les conditions de leur vie, quels sont leurs salaires, en un mot quelle est la situation économique de cette classe de travailleurs

qui, quoique peu nombreuse et disséminée sur tout le sol de la France a réussi à acquérir et à gagner une protection nécessaire.

Les nombreuses améliorations, qui, dans ces dernières années, furent apportées à la situation du petit personnel, sont une preuve certaine de la nécessité de cette protection. Mais si elle n'a fait son apparition que bien tardivement en faveur des gens de service, si leur sort fut trop longtemps misérable, pouvons-nous dire maintenant qu'ils n'ont plus rien à désirer ? Avancer une pareille affirmation me semblerait chose hasardeuse. Il existe malheureusement encore des raisons pour continuer la protection, car leur situation n'est pas devenue telle qu'il n'y ait plus rien à faire à leur égard. Ces raisons sont les unes générales, ce sont celles que l'on rencontre dans toutes les classes de travailleurs ; les autres spéciales et par là-même applicables seulement au petit personnel des lycées.

On connaît les causes générales ; elles ont été très souvent rappelées. Elles dérivent toutes de ce principe que l'homme doit être capable de vivre par son travail. Chaque fois que l'on n'est pas en présence de ce fait, les causes de protection apparaissent. Il en est ainsi toutes les fois qu'il y a surmenage, toutes les fois que l'homme est obligé de travailler en nombre d'heures exagéré pour gagner son pain quotidien, toutes les fois qu'il ne peut pas nourrir et élever sa famille avec son seul salaire. Il serait désirable qu'à notre époque, tout

homme, travaillant consciencieusement, reçoit un salaire suffisant pour arriver à cette fin. C'est vers ce but que tendent les lois de protection ouvrière que la législation de tous les pays renferme maintenant. C'est là un idéal auquel on doit désirer parvenir mais dont l'état actuel de nos sociétés rend l'application à peu près impossible. Aussi nous nous contenterons de dire qu'une classe de travailleurs a droit à être protégée lorsque l'homme, aidé du salaire de la femme, ne peut pas nourrir et élever d'une façon convenable sa famille. Malheureusement on pourrait encore citer de nombreux exemples de personnes se trouvant dans cette malheureuse situation.

En est-il ainsi pour le petit personnel des lycées ? Nous le croyons en effet. Nous verrons que malgré les sérieuses améliorations apportées à leur sort, tout ce que l'on pouvait faire cependant n'a pas été fait. La durée de leurs journées de travail est encore trop longue. Levés de bonne heure, les gens de service ne peuvent songer à aller se reposer qu'assez tard. Le temps de présence au lycée est de 17 heures à peu près, évidemment coupées par quelques repos ; mais il n'en résulte pas moins que les nuits ne sont plus que de 6 à 7 heures, ce qui est trop court. Tous sont soumis à cette règle, les employés aussi bien que les ouvriers et les agents ; l'âge même ne peut y apporter une dérogation, le domestique âgé ne peut arriver plus tard ni partir plus tôt que ses collègues plus jeunes. Dans ces condi-

tions, les gens de service des lycées qui sont mariés ne peuvent que bien difficilement jouir de la vie de famille. Ce n'est pas le matin qu'ils peuvent en goûter les joies, dès cinq heures, quelquefois plus tôt, il faut qu'ils rejoignent leur poste ; ce n'est pas non plus le soir à dix heures quand ils regagnent leur foyer, et pas davantage pendant les quelques moments de repos qu'ils ont dans la journée, car la femme travaille de son côté. Mais ce grave inconvénient ne se fait sentir que sur une faible partie des membres du petit personnel ; pour beaucoup d'entre eux le salaire qu'ils reçoivent ne leur permet pas de se marier. Si néanmoins ils le font, leurs gages, augmentés de ce que gagne la femme, pourront peut-être leur assurer une vie convenable tant qu'ils n'auront pas d'enfants, mais s'ils en ont, ils sont condamnés à vivre dans la misère. Cette insuffisance de salaires ne se rencontre heureusement pas chez tous les gens de service, les employés, par exemple, y échappent, cependant quand bien même il n'y aurait qu'une infime partie d'entre les agents et les ouvriers qui en souffriraient, elle justifierait la nécessité de la protection ; à plus forte raison donc si le mal s'étend sur l'ensemble de ces derniers, qui, nous l'avons vu, forment la majorité du petit personnel.

Nous venons de relever chez le petit personnel des lycées les causes qui, seules, ont amené la création des lois protectrices des travailleurs dans tous les pays d'Europe. Si donc on a reconnu qu'elles étaient suffi-

santes pour motiver l'intervention de la loi en faveur des classes ouvrières, leur force ne doit pas être moindre lorsqu'il s'agit de ceux dont nous nous occupons. Ce que l'on ne saurait tolérer dans l'industrie ne pourrait l'être non plus chez les serviteurs à gages ; la question de justice et d'humanité qui a fait protéger les uns reste la même, quelque soit la catégorie de travailleurs. Par conséquent si l'étude de leur situation confirme l'exactitude de ces assertions, la nécessité d'une protection est démontrée par là-même et pour ces seules causes générales.

Lors même que ces causes n'existeraient pas, nous avons déclaré qu'il y avait des raisons spéciales de protection. Elles peuvent paraître aller tout d'abord à l'encontre de ce but, mais en réalité elles ont pour résultat de tendre à l'amélioration du sort du petit personnel, et c'est ce qui nous importe. Ce sont des raisons d'ordre moral, au moins tout aussi importantes que celles d'ordre matériel que nous avons rapidement énumérées. Elles résultent de ce fait que les gens de service vivent continuellement au milieu des élèves. Les directeurs des établissements d'enseignement devraient toujours les avoir présentes à la mémoire, toujours y songer, surtout si, comme c'est le cas pour l'Etat, on a de nombreuses maisons à diriger. Il ne faut pas oublier que si leur principal but est d'instruire les enfants qui leur sont confiés, ce n'est pas là le seul ; on doit apporter autant de soins à leur éducation qu'à

leur instruction. On ne doit pas se borner quand ils font le mal à réprimander les élèves. Il faut choisir avec soin toutes les personnes qui les entourent.

Le petit personnel, et en particulier, les agents se trouvent mêlés à leur vie de tous les jours ; leurs fonctions les obligent à être en contact perpétuel avec ces enfants. Non seulement ils vivent avec eux, mais en outre ils assistent aux actes les plus intimes de leur vie. Ils sont présents à leur lever, à leur coucher ; on les retrouve à leurs repas, à leurs bains. A tout instant les élèves les voient, les entendent. Il ne faut pas qu'ils aient devant les yeux des exemples de mauvaises manières. On est donc obligé de réclamer des agents, et du reste du petit personnel également, un ensemble de qualités qui ne sont pas nécessaires chez les ouvriers de l'industrie auxquels on ne demande en général que de savoir se servir de leurs outils. Certes on ne peut pas exiger d'eux qu'ils soient des professeurs de bon ton et de belles manières, ce n'est pas leur rôle et on ne les a pas choisis dans ce but ; mais on peut prétendre obtenir d'eux un minimum de politesse et de correction. Sans leur demander de parler un langage châtié, il leur faut bannir de leurs conversations tout propos ordurier ou malpropre ; toute expression de ce genre pourrait avoir une influence néfaste sur l'esprit des enfants et serait certainement bien vite recueillie par quelques-uns d'entre eux, et peut-être aussi répétée, ce qui ne saurait manquer d'amener des conséquences

désastreuses pour la bonne réputation du lycée à laquelle on doit veiller jalousement.

Ce n'est pas assez ; il leur faut également être complaisants et polis dans leurs relations journalières avec les élèves et les maîtres. Leur tenue doit être exempte de reproches, qu'ils soient dans l'établissement ou bien au dehors, et ils doivent toujours être très proprement vêtus. Ces conditions sont nécessaires surtout si l'on songe qu'un enfant peut se trouver avec un agent hors de la présence d'un maître, soit que la nécessité ait obligé de confier momentanément la garde de cet enfant à un simple domestique, soit ce qui est plus fréquent, que l'enfant le rencontre faisant son service dans un dortoir, une cour, une classe, bien que les règlements interdisent aux gens de service d'avoir des entretiens avec les élèves (1). Que d'occasions de prendre de mauvaises habitudes si le petit personnel ne présente pas les garanties désirables à ce point de vue.

Si l'on exige d'eux ces qualités, à plus forte raison exigera-t-on qu'ils soient absolument irréprochables au sujet des mœurs ; il est inutile d'insister sur la nécessité de cette condition. Il faut également qu'ils soient très honnêtes. Aussi l'administration des lycées est tenue de demander à toute personne qui postule un

1, Statuts du 4 septembre 1824,

emploi de fournir un extrait de son casier judiciaire absolument vierge. C'est une garantie de moralité et d'honnêteté. Cette dernière qualité doit être très grande, les tentations sont très nombreuses surtout chez les agents. Il leur serait très facile de commettre de menus larcins sans que personne s'en doute. Dans leur service, ils doivent broser et ranger les vêtements des élèves quand ceux-ci les quittent pour en prendre d'autres. Or il arrive souvent, très fréquemment même que des petits objets, quelques sous traînent dans les poches. De même dans le balayage des classes, des études, dans le nettoyage des cours, ils peuvent ramasser bien des choses. Qui les empêche de se les approprier. Ce leur est très facile ; leur honnêteté doit être d'autant plus grande que le peu de valeur de chaque chose en particulier peut faire disparaître l'idée de vol ; certaines gens qui considèrent comme très mal de voler n'hésiteront pas, par exemple, à garder un canif qui traîne, un porte-mine d'argent, quelques menues pièces de monnaie oubliées. Quant à l'idée de créer une surveillance efficace pour empêcher ces petits larcins il ne faut pas y songer. Le seul moyen serait d'exiger que les enfants enferment tout ce qui leur appartient, ne laissent rien traîner, n'oublient rien dans leurs poches en changeant de costumes, mais qui pourrait y songer ? Peut-être pourrait-on l'obtenir des élèves des classes supérieures, mais il est impossible de le demander aux petits. On voit donc que là encore il faut

pouvoir avoir toute confiance dans les gens qu'on emploie.

On réclame d'eux encore une qualité ; ils doivent faire montre d'une certaine instruction. Elle doit être assez étendue pour les employés, mais se réduit à moins pour les agents ; ils doivent savoir lire, écrire et compter. Ce n'est presque rien, mais malheureusement on trouve encore des ouvriers qui ne possèdent pas ces faibles connaissances.

Ainsi donc, parce que l'éducation ne doit pas être négligée dans les établissements d'enseignement, les membres du petit personnel, les agents comme les employés, auxquels on n'impose guère qu'une obligation pour leur admission dans les lycées, soit la présentation d'un extrait de leur casier judiciaire vierge, sont soumis à un certain nombre de conditions s'ils désirent y rester. Sans parler d'une aptitude reconnue à exécuter leur service, il leur faut présenter une très grande honnêteté, de la politesse et de la correction. Aussi a-t-on vu souvent et voit-on encore des gens de service qui exécutent très bien leur travail, mais que l'on est obligé de remercier parce qu'ils ne remplissent pas l'une des trois conditions. Il importe avant tout que les enfants n'aient pas de mauvais exemples devant eux. Ainsi il semble que ces raisons spéciales aillent à l'encontre de l'intérêt du petit personnel, car elles augmentent les causes de renvoi. Mais ce n'est qu'une apparence trompeuse ; car comment faire pour trouver

des personnes possédant les qualités requises et surtout comment les garder au service du lycée ? Deux maux existent actuellement, bien atténués d'ailleurs par les améliorations apportées à la situation des agents depuis quelques années. Il y a fort peu de demandes et de nombreux départs. Il faudrait pouvoir faire un choix sérieux et ensuite attacher à l'établissement les gens de service dont on est satisfait ; malheureusement c'est le contraire qui se produit. La perspective est encore peu brillante ; dans ces conditions, il ne se présente comme postulants à un emploi dans les lycées, que des gens sans métier défini, des « jacks of all trades » comme disent les Anglais, qui n'offrent pas de garanties. La plupart du temps, quand on les a acceptés, on est obligé de les renvoyer bientôt. Ou bien encore, les candidats sont des jeunes gens qui arrivent de la campagne et qui prennent le poste comme un pis-aller en attendant de partir pour une place mieux rétribuée. Dans tous les cas, ces changements continuels sont très mauvais pour le bon fonctionnement du service intérieur du lycée ; bien heureux encore lorsque le dommage s'arrête là, et qu'ils ne laissent pas après eux la mémoire d'expressions malsonnantes ou malsaines dans l'esprit des élèves, ce qui est la principale chose à éviter. Pour les supprimer ou du moins pour les réduire au plus petit nombre possible, il faudrait un choix très vaste et une situation qui retienne le petit personnel dans les lycées.

C'est en vue de ce résultat à atteindre que la protection est nécessaire, que les raisons spéciales interviennent en faveur des gens de service ; elles poussent en effet à améliorer leur sort. Le nombre des demandes s'accroîtra si, dès le début, la situation se présente sous un meilleur aspect ; le choix sera réparti sur plus de personnes ; les conditions d'admission pourront être plus sévères et par suite on verra diminuer le nombre de ces domestiques que l'on était obligé de prendre, faute de mieux et que l'on devait bientôt remercier. De plus, les améliorations écarteront l'intérêt, que les gens de service travailleurs et corrects ont à quitter le lycée, et feront cesser les départs. Mais doit-on espérer un pareil résultat ; il ne semble pas y avoir de doute à cet égard. Pour nous en convaincre, il n'y a qu'à examiner ce qui se passe dans les lycées depuis une dizaine d'années. Le petit personnel, qui jusque là se trouvait dépourvu de toute protection, a obtenu depuis certains droits, certaines garanties. Bientôt leur effet bienfaisant devint manifeste ; les changements ont diminué dans d'assez fortes proportions. S'il en est ainsi, si peu de temps après l'apparition de ces améliorations, ne peut-on légitimement espérer que ce résultat cherché pour nos raisons spéciales sera atteint quand d'une situation inférieure on en aura fait une enviable ? Il y a tout lieu de croire que le petit personnel des lycées se composera alors de gens sérieux et convenables, que les chances d'avoir des serviteurs grossiers et

malhonnêtes seront presque réduites à néant. Il n'y aurait presque plus à craindre alors que la présence de pareils éléments fût un danger permanent pour l'éducation des enfants, à cause des mauvaises manières qu'ils pourraient avoir. Enfin si le cas se présentait, le nombre des candidats permettrait le remplacement immédiat. Le but désiré serait donc atteint.

Bien plus, il est certain que ces serviteurs seraient dévoués à l'établissement, prendraient à cœur les intérêts de la maison ; bref, que d'une façon générale on serait satisfait de leurs services et que l'on pourrait avoir la plus grande confiance en eux. D'abord il est assez naturel qu'une personne qui travaille dans un établissement où elle a une situation suffisante, où elle trouve l'estime de ses chefs, soit heureuse de sa prospérité et y aide de tout son pouvoir. En outre, il y a un exemple frappant par sa similitude avec le cas qui nous intéresse ; il nous prouve ce qu'on peut attendre de l'amélioration du petit personnel. Nous voulons parler de ce qui s'est produit chez les répétiteurs de collège.

Autrefois, il n'y a guère de celà qu'une trentaine d'années, peut-être moins, la situation des répétiteurs de collège était des plus tristes. Je ne pense pas qu'il soit utile de dire en quoi consiste leur service. En plus de leur rôle de surveillance, ils doivent aider les élèves de leurs conseils, et au besoin pouvoir remplacer un professeur absent. Il leur faut donc et il leur fallait

alors également posséder des grades universitaires. Alors il n'y avait pas de nominations ministérielles ; des jeunes gens pourvus des diplômes requis se présentaient au principal qui les prenait à son service de la même façon que l'on engage un domestique. Ils n'avaient aucune garantie, restaient soumis entièrement à l'arbitraire du principal. Une fois engagés commençait la vie de tous les jours ou plutôt le martyre de ces jeunes gens. Ils étaient taillables et corvéables à merci. Pour la somme dérisoire de 400 francs par an et souvent moins, il leur fallait garder, jour et nuit, les élèves ; comme liberté ils avaient trois heures par jour, quelquefois, mais rarement quatre, d'ailleurs habilement entrecoupées par divers services qui ne leur laissaient chaque fois qu'une heure au plus. Si par hasard un professeur manquait, ils étaient pris vingt-quatre heures sur vingt-quatre. De liberté, il n'en était alors plus question. Naturellement on ne les payait pas pour ce service supplémentaire. En plus de leur maigre traitement ils avaient droit au logement et à la nourriture. Mais quel logement ! Quelle nourriture ! Une mansarde dans les combles pour tous les répétiteurs où ils grillaient l'été et gelaient l'hiver, car le charbon ne leur était accordé que très parcimonieusement, quand ils en obtenaient. Quant à la nourriture, il suffira de dire que bien des fois ils étaient obligés de distraire quelques sous de leur maigre traitement pour passer la journée sans souffrir de la faim. Encore s'ils avaient obtenu la

considération, l'estime à laquelle ils avaient bien droit, le mal eut été moindre ; mais, loin de là, ils étaient méprisés par le principal qui aurait dû les estimer, les soutenir et qui, au contraire, n'avait rien de plus pressé que de les jeter à la rue, de les sacrifier sur la plainte des élèves ou de leurs parents sans chercher à connaître le bien-fondé de ces plaintes ; ils étaient aussi méprisés des parents et des élèves qui ne voyaient en eux que des souffre-douleurs. C'était le malheureux « pion » élimé, maigre, hâve, écrasé par le travail incessant, l'énergie brisée par cette lutte de tous les jours où il sait qu'il aura toujours tort, quoi qu'il fasse. Que pouvait-on attendre d'un pareil état de choses ? Rien que ce qui s'est trouvé. En face de cette administration hostile, on voyait un personnel aigri, se réjouissant de tous les ennuis qui pouvaient arriver au principal, les suscitant au besoin, en état de guerre perpétuelle avec lui. Bien peu sont sortis de là par leur travail, il fallait pour cela une énergie et un courage peu ordinaires. Tout autre est le spectacle aujourd'hui. Un temps est venu où l'on s'est occupé de faire cesser cette vie de souffrance, de donner aux répétiteurs une vie normale. On leur a accordé des garanties de stabilité, un travail moins écrasant, un traitement plus élevé. Une révolution complète s'est opérée. Au lieu de ces pauvres êtres misérables, il y a maintenant une pléiade de gens sérieux, dévoués aux intérêts de l'établissement, préparant tous, grâce à la bienveillance de leurs principaux,

qui font tout ce qui est en leur pouvoir pour les y aider, soit une licence, soit d'autres examens. Ils sont estimés de leurs chefs, des parents et respectés des élèves. Il s'est produit là un changement complet pour le plus grand bien des enfants et des établissements eux-mêmes. Ce n'est plus le « pion », c'est le répétiteur, c'est le professeur-adjoint. Ce nouvel état de choses n'est dû qu'à la protection accordée à ces fonctionnaires ; dès que leur situation a été améliorée, le changement s'est produit de lui-même.

Eh bien ! avec le petit personnel des lycées ne peut-on pas espérer pareille chose. Ne doit-on pas s'attendre à un relèvement moral semblable si l'on fait pour lui ce qu'on a fait pour les répétiteurs, c'est-à-dire si on lui donne un salaire plus élevé, un travail moins long. Certes la situation actuelle des gens de service est moins mauvaise que celle des répétiteurs il y a une trentaine d'années, mais les améliorations sont d'une date si récente que les effets ne peuvent que se faire encore faiblement sentir ; cependant le résultat déjà obtenu semble engager à suivre cette voie. Continuons donc et dans quelques années, au lieu d'un personnel composé d'individus mal disposés, méfiants, cherchant à faire le moins de besogne possible, ne voyant dans ses chefs que des ennemis, les lycées seront servis par un ensemble de personnes confiantes dans la bienveillance de leurs supérieurs, très consciencieuses dans leur travail et dévouées aux intérêts de l'établissement où elles se trouvent.

Si quelquefois des doutes s'élèvent sur les résultats attendus en voyant l'état d'esprit de certains membres du petit personnel, il faut se dire que nous sommes en pleine phase de transition. On ne peut espérer qu'en un seul jour on passera de la défiance la plus absolue à la plus grande confiance parce que l'on vient d'accorder des garanties. Il faut du temps pour s'habituer à tout même au bonheur. Il y a plus, quand jusqu'ici des gens ont été soumis à un arbitraire sans bornes et que tout à coup, sur leur demande ils se trouvent arrachés à cet arbitraire, il peut s'en trouver parmi eux qui abusent de leur situation, qui peuvent se croire devenus les plus forts et alors se laissent aller à commettre des actions regrettables. C'est ce qui se passe actuellement dans le petit personnel. C'est ce qui surprend et inquiète beaucoup de personnes et leur fait se demander de bonne foi si l'on n'a pas eu tort de protéger de telles gens ; il n'y a pourtant qu'un phénomène naturel. On peut le regretter, essayer de le réduire le plus possible, mais on ne saurait s'en étonner. Oui, un certain nombre de gens de service croient que les avantages, les garanties qu'on leur a donnés, ont par la même occasion supprimé le respect qu'ils doivent à leurs supérieurs. Quelques-uns prennent tout juste un ton poli pour répondre et lorsqu'ils croient avoir une réclamation à faire, c'est la menace à la bouche qu'ils parlent. On comprend que l'administrateur qui se trouve en présence de tels serviteurs puisse avoir des

doutes sur l'efficacité des améliorations et dans ces conditions, même bien disposé au début, il sera bien vite excédé et n'acceptera peut-être que difficilement des demandes qu'il se fut empressé d'agréer si elles avaient été faites d'un ton de déférence. Il se crée ainsi une antipathie, un état de guerre, entre administrateurs, et gens de service préjudiciable aux intérêts de tous, du lycée et du petit personnel. Malheureusement pour beaucoup de personnes, principalement dans les classes inférieures de la société, on n'est pas ferme si l'on n'est pas impoli. C'est une grave erreur et il leur faudrait comprendre qu'ils auraient tout avantage à être corrects ; ils sont néfastes à leur cause. La plus grande partie d'entre eux le sait bien, mais peu osent le dire ; les violents en imposent toujours. Malgré tout la partie la plus intelligente des gens de service comprend que c'est son devoir de le faire et n'hésite pas à prodiguer ses conseils aux exaltés, quitte à s'entendre traiter de trembleurs et de lâches. Heureusement qu'elle est suivie par la généralité du petit personnel ; il a conscience des devoirs que l'on réclame de lui en compensation des droits qu'on lui donne. M. Lemauiot, le sympathique président de l'Association des Employés et Ouvriers des Lycées de France et des Colonies le disait lui-même : « Les garanties, les avantages que nous demandons ne vont pas sans contre-partie ; ils nous créeront des droits dont nous avons besoin dans l'état actuel de notre situation ; mais ils nous créeront

aussi des devoirs, nous le savons, nous ne l'oublierons pas. » Or ces devoirs, quels sont-ils ! N'est-ce pas le respect et la politesse envers les chefs ? Les gens de service comprennent que si on améliore considérablement leur situation, ils doivent, de leur côté, faire leur possible en rendant la tâche plus facile à leurs supérieurs et manifester leur reconnaissance par un service irréprochable ou tout au moins consciencieux. Il nous semble que c'est ainsi que l'on doit interpréter les paroles de M. Lemauviot exprimant en cette occasion l'opinion de la majorité des gens de service des lycées.

Ainsi il faut améliorer la situation du petit personnel, le protéger et ceci dans l'intérêt du lycée et dans l'intérêt des enfants. Si par là-dessus viennent s'ajouter les causes générales de protection de tous les travailleurs, il semble qu'on ne doit pas hésiter. Mais dans quelle mesure doit-on exercer cette protection, et comment doit-elle se produire, c'est ce que nous allons voir en étudiant la vie des gens de service. Nous examinerons leur situation depuis un certain nombre d'années en relevant tout ce qui a pu apporter une amélioration à leur sort. Enfin nous passerons en revue s'il y a lieu les réformes à faire pour leur donner une situation leur permettant de vivre d'une façon convenable et digne.

CHAPITRE II

Situation du petit personnel en 1860

Il est indispensable, pour faire une étude sérieuse de la situation actuelle du petit personnel et pour rechercher les améliorations qu'il convient d'y apporter, d'examiner avec soin ce qu'elle était et quelles ont été les réformes qui furent prises en sa faveur depuis une époque suffisamment lointaine. On ne saurait, en effet, avoir une idée exacte de la vie d'un groupement, d'une classe de travailleurs, si l'étude que l'on en fait ne porte que sur une époque déterminée de son existence, car ce n'est pas quelque chose d'immuable, mais au contraire c'est un être vivant, évoluant dans le temps. C'est pourquoi il est bon de connaître les différentes transformations qu'à pu subir un tel groupement si l'on veut apprécier sainement sa situation.

Nous commencerons donc d'assez bonne heure dès l'année 1860 et ceci pour plusieurs raisons. D'une part autant que l'on peut s'en rendre compte, la situation du petit personnel semble avoir peu changé dans la

période qui s'étend de la fondation des lycées à cette date ; c'étaient les mêmes règlements, les mêmes statuts qui le régissaient encore. D'autre part nous n'avons de renseignements précis sur lui qu'à partir de cette époque. Enfin on ne songeait alors, en aucune façon à protéger les travailleurs, et par suite les gens de service des lycées. Le mot d'ordre était celui que nous devons trouver vingt ans plus tard en Belgique quand un grand industriel, voulant expliquer ce qu'il entendait par la science industrielle, disait qu'elle consistait à obtenir d'un être humain la plus grande somme de travail possible en le rémunérant au taux le plus bas. (1)

C'est en 1864, en effet, qu'apparaît le premier pas bien timide encore dans la voie des améliorations apportées à la situation de la classe ouvrière. (2). La loi du 27 mai 1864 abrogeant les articles 414 et suivants du code sur les coalitions et les remplaçant par une rédaction nouvelle où ce mot n'entraînait pas supprimait le délit. La loi ne punissait plus que ceux qui par menaces, voies de faits, violences auraient amené une cessation concertée du travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires. Désormais la coalition

1. Monsieur Jay : Législation et Economie industrielles. Cours de doctorat 1907-1908.

2. Les lois de 1841 et 1848 protégeaient d'une façon plus réelle la classe ouvrière ; mais elles furent peu appliquées durant le 2^e Empire ; la loi de 1864 n'est donc qu'un réveil à l'idée de protection.

était libre. Cette loi peut donc être considérée comme la première manifestation de ce beau mouvement humanitaire qui s'est développé dans le dernier tiers du dix-neuvième siècle et a pris toute son extension dans les premières années du vingtième. Certes c'était bien peu de chose, et il faudra encore attendre assez longtemps avant de trouver un acte législatif impliquant d'une façon claire et précise l'idée de protection des ouvriers ; cependant ces dispositions sont les seuls signes indiquant qu'on allait de nouveau s'occuper de la classe ouvrière et dans son intérêt. Il existait bien une loi qui aurait pu adoucir la situation des travailleurs ; c'était la loi du 18 novembre 1814 prescrivant le repos du dimanche, mais cette loi était complètement tombée en désuétude. Il aurait pu être dangereux de la part d'un travailleur, isolé comme ils l'étaient alors, d'en réclamer l'application. Bien souvent sa réclamation aurait été suivie d'un renvoi immédiat. Il était encore préférable, dans ces conditions, de travailler le dimanche. D'ailleurs une loi subséquente de 1880 devait l'abroger d'une façon formelle.

C'est avant l'apparition de la loi de 1864, lors que personne ne songeait au sort des travailleurs, que nous nous placerons. Nous verrons qu'elle était l'existence de ceux qui nous intéressent, quels étaient leurs salaires, leur travail, bref les conditions de leur vie. Mais il n'est pas suffisant de connaître leur situation à un point de vue absolu, il faut pouvoir la comparer avec celle de la

classe ouvrière ; par une rapide analyse de la vie de cette dernière, nous verrons si elle était anormale ou du moins très différente de celle des ouvriers de l'industrie.

Quelle était donc la situation du petit personnel des lycées en 1860 ? Alors on ne désignait pas encore ceux qui en faisaient partie sous les dénominations d'employés, agents et ouvriers, comme on le fait aujourd'hui. On ne connaissait que les « domestiques des lycées » ainsi que nous l'indiquent les circulaires, instructions ou statuts qui s'occupent d'eux. Le chef de cuisine, le dépensier, la lingère, etc., étaient des domestiques aussi bien que les garçons de salle. Mais de même qu'aujourd'hui des différences essentielles existaient, et au point de vue du travail et au point de vue des gages entre ceux que la terminologie actuelle a séparés en deux catégories, les employés et les agents. Nous ne parlons pas des ouvriers qui avaient peu de représentants dans les lycées à cette époque. Cette dénomination de « domestiques » est bien alors le terme de la situation. Elle complique par elle-même la condition des membres du petit personnel. Ce sont des « domestiques », ils seront donc choisis comme eux, traités comme tels, et jouiront des garanties dont ceux-ci jouissent, c'est-à-dire qu'ils n'en auront aucune. La désignation fait image et nous donne une idée assez nette de ce qu'était leur situation.

On comprend sans peine comment devait s'opérer le recrutement de ces serviteurs : le chef de l'établissement les choisissait, comme il aurait pris un domestique pour

son compte ; les choses se passaient en effet, de cette façon. C'était le proviseur qui était chargé de pourvoir au remplacement des domestiques qui quittaient le lycée, accident fréquent alors. On ne réclamait d'eux aucune de ces conditions générales d'admissions, faute desquelles il est inutile aux postulants de se présenter. Tout le monde pouvait venir faire des offres de service ; le choix était laissé entièrement au bon sens et à la sagacité, du proviseur (1). C'était lui seul qui fixait les conditions nécessaires à l'acceptation ; il pouvait les faire varier à son gré, les rendre plus nombreuses ou au contraire les réduire à presque rien. Il en était seul responsable.

Si c'était lui, qui nommait les domestiques à leurs emplois, c'était également lui qui avait le droit et le pouvoir de les renvoyer ; mais à la différence de ce qui se passe ordinairement, où l'on voit le domestique sous l'autorité continuelle de celui qui le choisit et le renvoie, ici les relations du proviseur et des gens de services se bornaient à ces deux actes. Une fois choisi, le proviseur ne s'en occupait plus, le domestique passait sous l'autorité de l'économe. Désormais il n'avait plus de rapports qu'avec ce dernier ; c'était de lui qu'il recevait son travail ; c'était lui qui le surveillait, qui le payait. On pouvait craindre que, dans ces conditions, l'éco-

1. Gaillard : Comptabilités des lycées Impériaux et collèges communaux,

me eut des difficultés à se faire obéir par des hommes dont le choix et le maintien au lycée ne dépendaient pas de lui, et qui, par suite, se trouvaient presque entièrement hors de sa dépendance. Cela eut été d'autant plus regrettable qu'il était responsable, comme de nos jours, de la bonne tenue et de la propreté de l'établissement et que les négligences ou les fautes des gens de service, volontaires ou non, engageaient sa responsabilité. Pour remédier en partie à l'inconvénient de ce mode de nomination, on recommandait de prendre l'avis de l'économe (1). Ce n'était pas un droit ; le proviseur pouvait se dispenser de le lui demander ou bien même passer outre et malgré sa désapprobation faire entrer telle ou telle personne dans le petit personnel des lycées. On doit penser qu'elle vie peu agréable devait être celle des serviteurs pris dans de telles conditions : ou bien abandonnés par le proviseur après leur entrée, ils devaient s'attendre à être congédiés dans les plus brefs délais ou bien ils risquaient de se trouver en butte à une mauvaise volonté qui bientôt les amenait à s'en aller de leur plein gré. Mais d'une façon générale cette consultation avait lieu, il en résultait par suite plus de tranquillité et pour l'économe et pour les gens de services.

Un seul domestique échappait à la règle commune ; c'était le dépensier ; il était choisi directement par

1. Gaillard : Comptabilité des lycées impériaux, 1865.

l'économe qui le présentait à l'agrément du proviseur (1). Une fois agréé, il était dans son entière dépendance et pouvait être renvoyé par lui s'il jugeait cette mesure nécessaire. Cette particularité trouve son explication dans le rôle même du dépensier. Nous avons vu en quoi consiste son service de nos jours, il était le même alors, d'où nécessité de lui laisser les clefs du magasin et d'engager par là-même la responsabilité de l'économe; il était alors naturel de laisser à ce dernier le choix d'un domestique qui devait avoir toute sa confiance (2). Cette mesure prise uniquement dans un but de bonne administration se trouva ainsi profiter indirectement au dépensier; il trouva en elle une garantie de stabilité basée précisément sur cette liberté du choix concédée à l'économe.

Il est évident que le mode de nomination des gens de service par un autre que celui qui les surveille et s'occupe de leur travail est tout juste bon pour réduire à néant leur stabilité. Sous l'empire de cette réglementation, les proviseurs se montraient moins difficiles pour l'acceptation que les économistes qui avaient, on le comprend aisément, beaucoup à redouter de la présence de mauvais domestiques. Il devait en résulter un changement continuel dans le petit personnel, changement des plus préjudiciables pour la bonne tenue de la mai-

1. Statuts du 28 sept. 1814 et du 19 sept. 1819.

2. Lettre ministérielle du 4 décembre 1841 au recteur à Aix

son et pour les élèves. Cet état de choses était également néfaste à l'intérêt des domestiques que l'on n'accueillait plus qu'avec une très grande méfiance. Ces inconvénients d'ailleurs, ne tardèrent pas à devenir tels qu'il fallut songer à modifier le mode de recrutement. Aussi en 1863, l'administration supérieure décida d'étendre aux autres gens de service la règle appliquée pour la nomination du dépensier. Désormais toute personne faisant partie du petit personnel serait choisie par l'économe ; mais elle ne pourrait entrer en service qu'après avoir obtenu l'agrément du proviseur ; il est nécessaire, en effet, que celui-ci, chef responsable de la bonne administration du lycée, connaisse toutes les personnes qui y sont employées. Ainsi l'exception était devenue la règle. Cette réforme mettait les gens de service entièrement sous la dépendance de l'économe ; on pouvait espérer que les changements seraient moins fréquents. Prise purement dans un but de bonne administration comme la mesure qui concernait le dépensier, elle profitait entièrement au petit personnel, qui gagnait plus de sûreté dans sa situation (1).

Mais éette stabilité dont nous parlons consistait donc simplement dans le fait d'être choisis par ceux qui s'occupaient d'eux. Il faut convenir que, si c'était là toute celle dont ils jouissaient, elle se réduisait à bien

1. Arrêté du 30 Mars 1863, instruction du 9 avril 1863.

peu de chose. Ils n'avaient aucune garantie. Ils étaient traités comme des domestiques. De même que le maintien d'un serviteur dans une maison particulière ne dépend que du maître, de même l'économe était seul juge du renvoi ou du maintien des gens de service. Nul ne savait s'il pourrait rester même en faisant régulièrement son travail ; pour peu de chose, sans explication on pouvait lui donner congé. Bien plus les agents étaient quelquefois à la merci du chef des garçons. Il arrivait souvent que l'économe qui avait toute confiance en ce dernier, acceptait sans les contrôler ses rapports sur eux. La durée du service dans l'établissement n'était pas une garantie de stabilité. Evidemment le domestique qui était au lycée depuis de nombreuses années et dont on avait toujours eu à se louer avait des chances d'être maintenu dans son emploi, mais il n'existait aucun règlement lui donnant l'assurance qu'il ne serait pas privé de son poste un jour ou l'autre même s'il ne commettait aucune faute. L'âge pouvait être une cause de renvoi ; mais il convient de dire que souvent, cependant, de vieux domestiques étaient gardés par humanité et malgré leur âge dans les lycées où on les occupait à des travaux peu pénibles. La seule règle était la volonté de l'économe.

Il y a bien dans les statuts une disposition qui aurait pu donner une protection efficace aux gens de service ; l'économe ne pouvait de lui-même prononcer le renvoi des domestiques. Il devait faire au proviseur un rapport

verbal ou écrit sur les faits qui le nécessitaient. Ce n'était qu'après la lecture ou l'audition de ce rapport que le proviseur renvoyait du lycée le domestique incriminé (1). Si cette procédure avait été sérieusement suivie, si le chef de l'établissement avait examiné avec soin le rapport, appelé et interrogé l'inculpé au besoin, la stabilité du personnel aurait été grande ; bien des renvois injustifiés auraient pu être ainsi empêchés. On sait, en effet, que des personnes ordinairement justes et honnêtes se laissent malheureusement aller à commettre des abus quand elles ont un pouvoir sans limite et que leurs actes ne sont pas contrôlés ; et c'est ce qui se passait. Les économes étaient maîtres absolus de la destinée des domestiques ; les proviseurs le plus souvent ratifiaient leur décision sans l'examiner. Leur rôle en l'occurrence se bornait à faire un geste. Aussi cite-t-on des cas de renvoi vraiment extraordinaires : On aurait retiré son emploi à un garçon de salle parce qu'il déplaisait à la femme d'un économe ou d'un proviseur lorsqu'il était occupé dans les appartements particuliers de l'un d'eux ; or les règlements interdisaient d'une façon absolue de distraire de leur tâche ordinaire des domestiques du lycée pour les employer au service personnel des fonctionnaires (2). Toutefois, des faits de ce genre ne devaient pas se présenter fréquemment,

1. Gaillard. Comptabilité des lycées impériaux, 1865.

2. Lettre rectorale du 14 Juin 1853 ; Gaillard, livre cité (note.)

et, en somme, leur instabilité n'eut été que celle de n'importe quel serviteur si elle n'eut été augmentée par une circonstance particulière.

D'ordinaire les domestiques qui restent dans une même maison, demeurent sous l'autorité de la même personne. Il n'en est pas ainsi dans les lycées. Les économes changeaient assez souvent d'établissements ; il en résultait un grand inconvénient pour les domestiques ; considérés jusque là comme faisant consciencieusement leurs services, ils pouvaient ne pas plaire au nouvel arrivant et l'on devait craindre de voir celui-ci ordonner des changements dans le personnel. Le mal était aggravé par une coutume qui était celle de certains économes. Il arrivait quelquefois que ceux-ci satisfaits du service de certains domestiques dans le lycée qu'ils venaient de quitter, les emmenaient avec eux dans les établissements où ils allaient. Il fallait les employer ; comme d'ordinaire tous les postes se trouvent occupés, quelques-uns n'hésitaient pas à congédier les gens de service qui se trouvaient là pour y mettre à leur place leurs créatures. Par suite, de bons serviteurs pouvaient être brusquement remerciés simplement parce qu'on avait besoin de leur poste. On voit combien une telle pratique ajoutait à l'instabilité déjà grande du petit personnel. Chaque membre, qu'il soit jeune ou vieux, bon ou mauvais, avait à redouter le changement de l'économe, même s'il n'amenait pas de domestiques à sa suite.

Ainsi, non seulement, ces modestes travailleurs subissaient l'insécurité du lendemain, si terrible pour la plus grande partie de la classe ouvrière ; mais encore ce mal était augmenté pour eux par les changements fréquents des personnes dont ils dépendaient. Et à cette époque où l'on ne songeait pas à protéger les travailleurs, il ne faut pas espérer trouver des avantages à d'autres points de vue pour compenser cette plus grande instabilité ; les salaires étaient faibles, le travail long et pénible.

Nous avons vu en quoi consiste leur service actuellement. Sa nature était déjà la même en 1860, mais cela ne nous donne aucune idée du nombre d'heures demandées à chaque serviteur, si ce n'est peut-être pour ceux que, de nos jours, nous appelons agents. En effet, chargés de réveiller les maîtres des dortoirs, ils devaient le faire au moins une demie-heure avant le lever des élèves. Si ce lever avait lieu à cinq heures, ce qui était normal, ils étaient donc tenus de commencer leur journée à 4 heures 1/2 du matin. Comme d'autre part ils devaient nettoyer les réfectoires et laver tout ce qui avait servi au repas du soir, avant de pouvoir aller se coucher, ils ne pouvaient guère terminer leur ouvrage avant 9 heures 1/2 ou 10 heures. Comme aujourd'hui encore, la journée de travail se trouvait être de 17 heures. Naturellement sur ces 17 heures étaient pris le temps des repas que l'on peut estimer à une heure un quart ; mais c'était là à peu près tout le

temps de repos que les domestiques avaient alors. Toutefois il faut remarquer que l'habitude se répandait déjà de leur permettre de se reposer entre cinq heures et sept heures du soir ; il n'y avait là qu'une simple tolérance et non un droit. D'ailleurs il ne leur était permis de sortir que lorsque tout le travail était accompli et bien rares étaient ceux qui pouvaient jouir de cette faveur. En somme, sur une présence effective de dix-sept heures, il fallait compter au minimum quinze heures de travail réel. Cette longue journée n'était pas particulière seulement aux agents ; elle était celle de tout le petit personnel des lycées. Tout le monde également devait être debout dès quatre heures et demie du matin et ne pouvait aller se reposer avant dix heures du soir.

Et les gens de service des lycées ne devaient pas compter sur les dimanches pour se reposer ; ils ne connaissaient pas le repos dominical, ni même hebdomadaire. Il y avait bien repos pour les élèves et pour les professeurs, mais non pour les domestiques. Ce jour-là le service continuait à peu près normalement, car le lycée n'était pas désert ; il y restait encore ordinairement de nombreux élèves et pour eux, les domestiques, comme les répétiteurs, comme l'économe, devaient continuer à travailler.

Les dimanches n'apportaient donc aucune interruption à ces longues journées de travail, et dans le cours des nombreuses vacances que l'on accorde aux écoliers

on ne trouvait même pas quelques heures de repos pour les gens de service. On profitait de ces petites vacances pour accomplir des travaux de nettoyage général de la maison dont la présence des enfants rendait l'exécution impossible en temps normal. La totalité des gens de service était nécessaire pour en assurer l'achèvement avant le retour des élèves ; il eut semblé imprudent d'accorder dans ces conditions un congé à certains d'entre eux.

Toutefois la durée des grandes vacances pouvaient permettre de le faire. Durant ces deux mois pendant lesquels les lycées sont vides de leur population scolaire, on allait pouvoir enfin trouver du temps pour donner du repos au petit personnel ; et, en effet, on voyait des agents partir en congé, mais était-ce général ? Tous les domestiques avaient-ils ce congé nécessaire pour liquider ce surcroît de fatigue que ne peut apaiser une nuit de six ou sept heures ? Nous sommes obligés de reconnaître que non ; ce repos n'était accordé qu'à un nombre restreint de membres du petit personnel chaque année. Et, généralement un domestique ne pouvait compter l'obtenir que tous les deux ou trois ans ; car les congés n'étaient pas dûs, c'était une faveur que l'administration des lycées faisait aux gens de service qu'elle employait. C'était d'ailleurs de véritables vacances qu'on leur accordait, et non pas des jours de chômage où ils n'auraient pas été payés ; à la fin du mois ils recevaient leurs gages complets comme s'ils n'avaient jamais cessé de travailler.

Grâce à ces deux mois de vacance tous, même ceux qui restaient, jouissaient d'un certain avantage ; la journée était beaucoup moins longue et le travail lui-même moins pénible. On n'était plus bousculé par le temos. Les domestiques étaient alors occupés à laver et à nettoyer, tous les locaux ; souvent, ordinairement même, ils jouissaient des deux heures de liberté, de cinq heures à sept heures du soir, dont nous avons parlé. Mais le nettoyage de l'établissement ne pouvait durer les deux mois entiers, ; les gens de service étaient ensuite employés à des travaux de peinture, badigeonnage des murs, mise en état et divers autres ouvrages afin de ne pas rester complètement inoccupés durant le temps des vacances.

Ainsi ces travailleurs qui commençaient leur tâche à cinq heures du matin pour finir à dix heures du soir, n'avaient qu'un repos insuffisant. Pour amortir la fatigue occasionnée par ces trop longues journées, on ne leur accordait que dix ou douze jours par an ; or les hygiénistes déclarent que le repos hebdomadaire est une véritable nécessité au point de vue physique (1).

Donc, durant toute l'année, le petit personnel des lycées ne cessait pour ainsi dire pas de travailler ; ce travail était-il pénible ? Il semble d'après ce que nous avons dit de leurs fonctions, que le service de ceux que

1. M. Jay : Législation et Economie industrielles. Cours de doctorat, 1907-1908.

l'on appelle maintenant employés ne devait pas être très fatigant par lui-même, on ne pouvait guère lui reprocher que sa trop longue durée. En était-il de même pour les autres domestiques ? N'étaient-ils pas soumis à un travail excessif ? Il est difficile de donner une réponse générale ; si, dans certains lycées, l'ouvrage était réparti entre un assez grand nombre de personnes, il pouvait y en avoir d'autres où ce nombre était insuffisant, ce qui entraînait pour chaque domestique un surcroît de travail. On ne pouvait fixer un chiffre immuable de gens de service par établissement ; la disproportion entre la population des divers lycées, la disposition des bâtiments empêchait de le faire. Après avoir tenté de régler la composition du petit personnel d'après la quantité d'élèves, on en était venu à décider qu'il n'y aurait que le nombre de domestiques strictement nécessaires au service (1). On s'en remettait à la sagesse des économes et des proviseurs, tout en leur recommandant de s'appuyer sur les données des règlements. Cependant il était à craindre que l'on n'engageât trop peu de gens, car les anciennes circulaires préconisaient un domestique pour 25 ou 30 élèves (2) et plus tard un inspecteur général de l'économat déclarait que tout le personnel compris, il

1. Instruction du 1^{er} nov. 1812, art. 42, Gaillard, ouvrage cité.

2. Statuts de 1809 et 1814, Gaillard (note), ouvrage cité.

fallait un domestique pour 10 élèves (1). On peut croire que c'est ce qui arriva, car de nombreuses années après, alors que leur sort était déjà amélioré, M. Jules Gautier écrivait : « Jeunes ou vieux, nos lycées sont comme tout le monde, ils ne peuvent faire que les journées aient plus de vingt-quatre heures. Quelqu'activité qu'on y déploie, un homme ne saurait suffire où il en faut deux, etc.. » (2). N'est-ce pas là reconnaître que les gens de service ont un travail excessif. Il ne saurait y avoir de doute à cet égard. Si donc en 1893, alors que leur situation était déjà meilleure, on s'apercevait de cet inconvénient, que devait-il en être trente ans plus tôt ? La réponse est certaine, le travail du petit personnel était au moins aussi pénible.

Bien souvent le nombre des domestiques était encore réduit par un abus que les ordres supérieurs et la vigilance des inspecteurs n'avaient pas pu extirper. L'économe et le proviseur distraient chacun un domestique du service du lycée pour les employer à leur service personnel, pour leurs appartements particuliers (3). Cependant, il fallait que leur travail dans l'établissement fut fait, il augmentait alors celui des

1. Cantemerle : Comptabilité des lycées (1887), page 378, note.

2. Revue de l'Enseignement secondaire, année 1893, n° du 8 Juin.

3. Circulaire du 4 Janvier 1836 ; lettre rectorale au lycée, Corneille du 14 Janvier 1853,

autres gens de service qui pouvaient déjà à peine accomplir le leur.

Pour exécuter, durant de longues journées, ce travail fatigant, coupé par de très rares repos, ces gens de service étaient logés et nourris au lycée et recevaient en outre un certain salaire.

Tous les lycées alors logeaient leur petit personnel ; il n'y avait pas encore de lycées d'externes dont les domestiques reçoivent une indemnité de logement et trouvent, en dehors de l'établissement, un habitat à leur gré. Lorsqu'on construisait un établissement, on devait prévoir à côté de chaque dortoir, une chambre pour les garçons qui étaient chargés de leur entretien et dans les combles un certain nombre de salles pour les autres domestiques (1). A n'examiner que les règlements, leur situation, à ce point de vue, semblerait assez agréable ; non seulement ils étaient logés, mais encore leurs chambres étaient chauffées aux frais du lycée (2) ; ils devaient recevoir un certain nombre de stères de bois ou de kilogs de charbon à cette fin. Mais la réalité était loin d'être aussi riante ; les salles situées sous les combles étaient intenable à cause de la chaleur en été et vraiment glaciales en hiver ; la plupart du temps elles ne contenaient pas d'appareil de chauffage et quand par hasard il y avait un poêle ou une cheminée,

1. Gaillard, ouvrage cité ; statuts du 4 sept. 1821.

2. Arrêté du 22 Janvier 1851,

on oubliait de fournir les prestations. En outre, comme il y avait rarement le nombre de chambres suffisantes pour le petit personnel qui ne couchait pas près des dortoirs, il fallait partager chaque mansarde entre plusieurs domestiques, bien heureux quand ils n'étaient que deux ou trois à l'occuper. Souvent ils logeaient dans de véritables chambrées de sept ou huit, quelque-fois plus.

Les garçons de dortoir, qui avaient une chambre pour chacun d'eux, n'étaient guère mieux. Ils avaient le grand avantage d'être seuls, mais les locaux où ils couchaient, se trouvaient parfois si étroits que l'occupant avait tout juste la place des'y retourner. Certaines de ces chambres n'étaient éclairées que par une imposte placée au-dessus de la porte et ne prenaient l'air que sur le dortoir; d'autres paraît-il, se trouvaient placés entre deux portes et n'étaient, en somme, qu'un corridor. Seuls les concierges et quelques employés pouvaient jouir de logements convenables et chauffés; les autres gens de service, au contraire, qui représentent la majorité du petit personnel, étaient, ainsi que nous venons de le voir, logés dans de mauvaises conditions.

En plus de l'avantage qu'ils tiraient du fait de ne pas avoir à chercher une habitation, les domestiques étaient nourris par l'établissement qui les employait. Il n'y avait pas de règlement pour déterminer ce que devait recevoir chacun d'eux pour ses repas (1). Il était seule-

1. Excepté pour la lingère et l'infirmière; l'arrêté du 11 06-

ment déclaré que la desserte des élèves devait être mise à profit (1) ; mais on ne pouvait pas leur servir que cette desserte, c'est-à-dire les portions que les élèves laissaient dans les plats et que l'on rapportait à la cuisine. Il était naturel, en effet, de songer à les utiliser, mais il n'aurait pas fallu en faire la base principale de la nourriture du petit personnel ; car bien des fois elle se réduisait à presque rien. Leur nourriture était-elle suffisante ? Nous manquons de renseignements précis sur ce dernier point. Il semble toutefois qu'elle ne devait pas toujours être assez abondante, en effet, la première réclamation que les gens de service présentèrent quand ils commencèrent à faire entendre leur voix, fut pour demander l'allocation d'un minimum de viande à chaque repas (2).

Il nous reste maintenant à examiner leurs salaires. Puisque les domestiques avaient dans l'établissement le logement et la nourriture, il faut s'attendre à les voir ne toucher qu'une rémunération assez faible en argent. Il est juste, en effet, de comprendre ces avantages dans le total des gages qu'on leur donne, et, par suite, il faut les faire venir en décompte sur les sommes qu'ils pourraient recevoir. Ces sommes, d'ailleurs, variaient

tobre 1831 indiquait d'une façon formelle qu'elles devaient recevoir la même nourriture que les grands élèves.

1. Circulaire du 13 sept. 1853 ; arrêté du 1^{er} sept. 1853.

2. Circulaire du 4 Janvier 1895.

d'après l'importance de leurs fonctions et le temps qu'ils passaient dans le même établissement. Dans chaque catégorie néanmoins ils se trouvaient en général rétribués à un même taux de début. Il existait donc une uniformité dans les gages, uniformité qui d'ailleurs ne s'étendait pas à tous les lycées, mais était restreinte à chacun d'eux. Cependant ils ne s'écartaient guère d'un prix moyen pour les différentes espèces de gens de service. Dans les départements autres que celui de la Seine, ce salaire moyen pouvait être évalué à 200 francs ; de là il pouvait s'élever à 240 et même 260 francs (1). A Paris, après un court stage à 240 francs, les gens de service étaient payés 300 francs. C'était là ce que gagnait par an la plus nombreuse partie du petit personnel, ceux que nous appelons actuellement les « agents ». Au dessus d'eux existait une catégorie un peu mieux rémunérée, qui dans les départements recevait une somme de 300 francs par an. Enfin venaient ceux que nous appelons aujourd'hui les « employés », qui avaient un salaire variant entre 400 et 500 francs, et atteignait et même dépassait 600 francs à Paris.

Ainsi les gens de service avaient afin de pourvoir à leurs besoins autres que la nourriture et le logement, et pour essayer de se constituer un petit pécule en vue

1. Aux lycées de Brest et Besançon par exemple.

de leurs vieux jours une somme de vingt francs par mois dans les départements et de vingt-cinq à Paris, soit 70 ou 80 centimes par jour. C'est peu et il nous semble impossible qu'avec un tel salaire on puisse se tirer d'affaire. Cependant il faut remarquer que le coût de la vie était bien moins élevé alors que de nos jours. Mais si un domestique célibataire pouvait vivre avec de si modestes gages, il n'en était plus de même lorsqu'il désirait se marier. Malgré le gain de la femme, il était impossible de songer à nourrir et élever des enfants avec vingt francs par mois ; aussi le fait se présentait-il rarement, ou alors c'était l'obligation de quitter le lycée pour une place mieux rétribuée.

Quant aux employés, ils avaient au point de vue du salaire une situation suffisante ; ils recevaient, en effet, une somme de 45 francs par mois dans les départements et de 50 à Paris. Si l'on tient compte que les besoins primordiaux étaient alors moins nombreux (1) que de nos jours, il faut convenir qu'ils avaient une vie

1. « D'après l'enquête de l'Office du travail (1891-1893) la hausse du salaire réel ne permet que de satisfaire aux besoins primordiaux ; ces besoins se sont donc accrus..... »
... « Tout autre est la conclusion si l'on considère non plus la même consommation, mais la dépense nécessitée aux deux époques (1840-1890) par la satisfaction des besoins primordiaux et cela parce que les besoins primordiaux ont aussi augmenté..... »

M. Jay : Protection légale des travailleurs, 1904, p. 115, note.

agréable s'ils étaient célibataires et qu'ils pouvaient même songer à se marier. Toutefois une seule personne parmi la totalité des gens de service avait une situation vraiment convenable ; c'était le concierge, non pas que son salaire fut très fort, mais la vente de la confiserie et de la papeterie aux élèves lui donnait le moyen d'élever aisément sa famille. Malheureusement on pouvait dire qu'il était le seul dans ce cas.

Nous venons de voir séparément les éléments dont la réunion compose la situation du petit personnel des lycées ; si nous les résumons en quelques mots nous sommes en présence du tableau suivant : des travailleurs se trouvent soumis moyennant un salaire en général insuffisant à un travail sinon très pénible, du moins d'une longueur excessive. Leur sort est encore aggravé par ce fait qu'ils sont mal logés, ne reçoivent pas une nourriture assez abondante et qu'ils ignorent la douceur du repos puisque leurs nuits ne sont que de six heures et qu'ils travaillent à peu près sans interruption pendant les 365 jours de l'année. Enfin leur situation est très instable, ils ne sont pas sûrs du lendemain ; ils n'ont aucune garantie, aucun droit. C'est cette dernière condition jointe à ce fait qu'ils ne peuvent s'assurer une vieillesse exempte de soucis, à cause de la modicité de leurs salaires qui rend surtout leur existence misérable. Telle était vers 1860 la situation du petit personnel des lycées. Nous avons vu que les concierges et les employés faisaient exception pour le salaire, mais

ils ne différaient pas du reste des gens de service pour les garanties.

Dans de telles conditions on comprend aisément les changements fréquents qui se produisaient alors dans la composition de ce petit personnel, mais c'était surtout parmi les agents que le mal sévissait le plus gravement.

Il est inutile de s'étendre sur les conséquences d'une telle organisation, elles sont trop connues ; ce sont elles qui ont motivé l'intervention de la loi en faveur de la classe ouvrière. Nous les retrouvons toutes avec la catégorie de travailleurs qui nous occupent actuellement. C'est d'abord, s'ils sont mariés, avec ces salaires minimes, la nécessité du travail acharné de la femme, combien funeste et pour elle et pour les enfants, avant comme après l'accouchement. C'est la plus grande mortalité des enfants, c'est leur plus grande débilité faute de soins nécessaires. C'est aussi pour eux l'abandon moral dans leur jeune âge, et le travail prématuré si contraire à leur développement physique. C'est pour le père, comme aussi pour l'agent célibataire, un surmenage perpétuel nuisible à sa santé ; ce travail continu l'empêche de jouir de la vie de famille et lui permet encore moins de prendre part à la vie de la cité.

On ne saurait de nos jours admettre une situation qui entraînerait de telles conséquences, les lois protectrices, qui se sont développées depuis vingt ans, le prouvent clairement. Mais en était-il de même alors ?

Le sort des gens de service des lycées paraissait-il si malheureux, était-il anormal ? Il importe de le savoir. Il est évident que si l'on constate que les travailleurs de cette époque n'ont pas une situation supérieure à la leur, cela ne saurait la rendre moins lamentable, moins digne de pitié, mais on ne pourrait en accuser l'administration qui les emploie ; elle ne faisait que suivre les règles ordinaires. On ne peut lui faire un grief de ne pas avoir devancé son époque en ne protégeant pas les personnes à son service ; car alors bien peu de gens songeaient que les travailleurs ont tout autant droit à la vie heureuse que les autres membres de la société.

Toutefois avant d'examiner la situation de la classe ouvrière à cette époque, il est nécessaire de dire quelques mots sur la situation morale du petit personnel. Comme partout où la vie est très misérable, où le travail est excessif et les loisirs très rares, le niveau moral est bas. Il semble que ceux qui sont dans cette situation aient renoncé à toute vie humaine ; pour eux, penser, causer et lire deviennent des distractions inconnues. Le seul plaisir qu'ils goûtent et que leur repos et leurs faibles salaires leur permettent est de boire et de s'enivrer. Il ne pouvait en être autrement avec les gens de service des lycées. Beaucoup d'entre eux alors subissaient cette loi et malheureusement n'ayant pas de salle convenable où se réunir passaient les quelques heures de repos qu'ils pouvaient avoir au cabaret. Bien rares étaient ceux qui échappaient alors à cette règle et il faudra que leur

situation matérielle s'améliore pour que leur situation morale change.

Revenons maintenant à la comparaison avec la classe ouvrière. Quelle était la situation des ouvriers à cette époque ? Leur stabilité, leur sécurité du lendemain est illusoire, qu'on les examine, dans la grande, la moyenne ou la petite industrie. Dans la grande, ils sont choisis par un contremaître et sont dans son entière dépendance ; ce dernier est seul juge de leur maintien, il peut les remercier s'il le croit nécessaire. Dans la moyenne et la petite industrie la situation est la même ; la seule différence, quand il y en a une, consiste dans le fait que c'est le patron lui-même qui s'occupe de son personnel ; la stabilité de l'ouvrier n'en est pas plus grande pour cela.

Quant au travail qui par lui-même peut ne pas être très fatigant, sa durée excessive le rend tel. Les hommes ne devaient pas travailler plus de 12 heures dans l'*industrie*, décidait la loi de 1848. Mais, cette loi, comme toutes celles qui auraient pu adoucir le sort des travailleurs n'était pas observée, et la durée du travail était souvent plus longue (1). Il aurait été facile de trouver des exemples d'ouvriers dont la journée dépassait 14, 15 et même quelquefois atteignait 17 heures.

Le plus souvent le travail avait lieu dans des locaux

1. Andiganne : Les Ouvriers d'à-présent (1865).

trop petits pour le nombre des ouvriers qui y étaient occupés, ne présentant pas les qualités d'hygiène et de salubrité nécessaires. Mais ces usines, ces ateliers tels qu'ils étaient semblaient des palais à côté de la chambre que l'ouvrier habitait. Son salaire ne lui permettait pas d'avoir un logement convenable. « C'est dans les vieilles maisons des faubourgs, à travers les rues tortueuses que l'on trouve entassés les logements des ouvriers. Là des détails inouïs qui semblent empruntés à des romans : parfois des caves humides qui ne recevaient le jour que par un soupirail, et dont le sol inégal, couvert de fumier, exhalait des miasmes pestilentiels ; des greniers où les vents soufflaient par les fissures des toits, etc... » (1) Mais sans aller jusque là bien souvent le logement de toute une famille se composait d'une seule pièce où tout le monde vivait réuni dans une promiscuité contraire aux bonnes mœurs et dans des conditions d'hygiène déplorables. Les ouvriers gagnaient trop peu pour faire autrement.

Les statistiques officielles, souvent optimistes, estimaient alors le salaire moyen à 2 fr. 90 pour les hommes dans la moyenne et la petite industrie. (2) Mais on ne peut se baser sur le gain journalier pour apprécier la condition des ouvriers ; on aurait de cette

1. Levasseur : Histoire des classes ouvrières en France (second empire), page 708.

2. Levasseur : ouvrage cité, page 708.

façon une appréciation fausse. Un autre élément doit entrer en ligne de compte. Il faut savoir combien de jours cette somme a été payée ; la question du chômage se pose. Aucun ouvrier ne travaille pendant les 365 jours de l'année. D'après M. Audiganne, il faudrait estimer la durée du chômage à une moyenne de quatre mois. Selon lui, l'ouvrier des villes le plus favorisé, celui qui gagne 3 fr. 80 par jour, ne touche en définitive que 80 francs par mois. Or, son logement lui revient à 90 ou 100 francs par an, il ne lui reste donc que 70 ou 72 francs pour satisfaire ses autres besoins, somme bien exiguë, ajoute-t-il, pour l'ouvrier ayant plusieurs enfants en bas âge et que la femme ne peut, dans ce cas, aider de son travail (1) ; on se demande même comment il peut arriver à se nourrir et à se vêtir, lui et sa famille, avec une si faible somme. Les ouvriers, dont il nous parle, sont les plus favorisés, c'est nous dire que les autres vivent dans la plus profonde misère. Monsieur Levasseur qui critique la durée du chômage telle que nous la donne Monsieur Audiganne arrive cependant à une conclusion analogue. Pour lui le salaire moyen annuel est de 835 francs pour un ouvrier, et dit-il : « quand la statistique cherche à aligner les chiffres de son budget, elle trouve ordinairement un déficit régulier et elle se demande comment la moindre

1. Audiganne : ouvrage cité, page 261.

maladie et le chômage doivent aggraver cette situation ». (1) A Paris leurs salaires étaient supérieurs à ces chiffres, mais leur situation n'y était guère plus agréable, car le coût de la vie y était plus élevé. Les salaires annuels moyens y atteignaient mille francs, quelquefois un peu plus, mais, en fin de compte le logement et la nourriture payés, il ne leur restait qu'une somme bien faible pour subvenir aux besoins de leur famille.

Telle était à cette époque la situation de la classe ouvrière : une très grande instabilité y régnait ; les ouvriers étaient soumis à un travail excessif, pour lequel ils ne recevaient qu'un salaire notoirement insuffisant pour élever une famille et qui les obligeait à loger dans de mauvaises conditions d'hygiène et de salubrité.

Il ne semble donc pas que les gens de service des lycées aient à envier leur situation ; si mauvaise que la leur pouvait être, elle ne paraît pas sortir de la normale. De part et d'autre on y trouve une grande insécurité, un travail excessif, un salaire tout à fait insuffisant. Peut-être cependant le petit personnel des lycées est-il plus instable à cause du changement fréquent de leurs supérieurs, les économes ; peut-être avait-il un salaire moins élevé, mais par contre il ne craignait pas le

1. Levasseur : ouvrage cité, page 703.

chômage, de plus les gens de service des lycées étaient souvent mieux logés, mieux nourris que les ouvriers. La différence, certes, n'était pas bien forte, si tant est qu'il y eût une différence. Dans tous les cas leurs situations aux uns comme aux autres étaient malheureuses et demandaient à être améliorées pour leur donner une vie convenable. Heureusement l'ère de protection était commencée ; peu à peu les ouvriers allaient voir les pouvoirs publics s'occuper d'eux : c'est d'abord la loi de 1864 abrogeant le délit de coalition ; c'est peu de temps après la suppression de l'article 1781 du Code Civil ; c'est la naissance des syndicats d'ouvriers tolérés avant la loi de 1884, c'est enfin cette loi de 1884 qui les autorise, et dès lors le mouvement de protection ne s'arrête plus. De même chez le petit personnel des lycées nous trouvons des mesures qui nous indiquent la répercussion de ce mouvement humanitaire dans cette classe de travailleurs. On s'était enfin aperçu de la nécessité de les protéger, on songeait à s'occuper d'eux et comme l'a dit Monsieur Levasseur : « On s'apercevait davantage des privations dont souffraient les masses parce que la sollicitude pour l'amélioration de leur sort était plus vive. »

CHAPITRE III

Améliorations apportées à la situation du petit personnel de 1860 à 1900

Le mouvement de protection qui commençait à se dessiner était encore très faible ; comme nous venons de le dire, dans le domaine général il se manifesta par la loi de 1864, par l'abolition de l'article 1871 du code civil et par la loi de 1874, sur le travail des enfants, qui indique que l'on entre résolument dans la voie de la protection ouvrière. Hors de la législation, on voyait des syndicats se former sous l'effet de la tolérance, des habitations ouvrières se sont fondées. (1) Malgré cela, il ne faut pas penser trouver d'emblée après cette date de 1864, des améliorations considérables du sort du petit personnel des lycées ; elles seront longues à se manifester. Au début de cette période, les mesures qui intéressent les gens de service ne sont pas prises uniquement dans l'idée de les protéger ; les mobiles

1. Levasseur : ouvrage cité.

qui les mettent en branle sont souvent tout autres. Peu nous importe d'ailleurs le but visé, peu nous importe que telle réforme ne semble songer en aucune façon à adoucir le sort du petit personnel, si, directement ou indirectement il en retire un bénéfice quelconque. Nous ne considérons que le résultat obtenu et nous montrerons en quoi telle mesure en apparence étrangère à toute idée de protection se trouve en fait améliorer la situation des gens de service. La plupart du temps, elles ne s'adressent qu'à certains membres du personnel inférieur des lycées, et laissent les autres en dehors de leurs bienfaits, et il faut atteindre la fin de la période examinée pour trouver des règles applicables à tous, mais souvent encore elles ne regardent que les lycées d'une région déterminée. Cependant malgré l'absence de mesures administratives générales, la situation du petit personnel s'est beaucoup améliorée pendant cette longue période de quarante ans.

Un des grands inconvénients que présentait la situation des domestiques en 1860 était l'insécurité du lendemain. Les premières réformes que nous rencontrons la suppriment sinon pour tout le personnel inférieur, du moins pour quelques-uns de ses membres. Désormais ceux-là jouiront d'une stabilité aussi grande qu'on peut le désirer. Ce sont les maîtresses lingères, les concierges et beaucoup plus tard les aides de physique.

Jusqu'alors les postes de maîtresses-lingères étaient

confiés à des femmes choisies comme les domestiques et soumises aux mêmes règles qu'eux ; c'étaient ordinairement des religieuses qui remplissaient ces fonctions. Par un louable sentiment de justice et d'humanité l'administration supérieure, en 1867, pensa à réserver ces places aux veuves, sœurs ou mères de fonctionnaires de l'Université morts prématurément. (1) Mais on tenait à donner à ces personnes une situation sûre ; aussi leur nomination ne dépend-elle pas de l'économe ; elles sont nommées par le Ministre de l'Instruction publique sur la proposition du Recteur, et ne peuvent par suite être révoquées que par lui. Il n'y a plus à craindre de renvois injustifiés. Le fait de savoir qu'il faut adresser un rapport au ministre et qu'il ne sera pas pris de décision sans enquête, arrêtera les décisions arbitraires qui pourraient être prononcées ; si d'autre part la menace de renvoi était faite dans un moment de colère, la rédaction du rapport amènerait la réflexion et empêcherait de prendre une mesure si extrême. On voit que cette procédure assure à ces personnes une stabilité parfaite, il eut d'ailleurs été illogique de leur donner une situation instable si l'on considère les raisons qui les font nommer à cet emploi.

Leur mode de recrutement ne permettait pas d'en faire des domestiques, aussi les a-t-on nommées des

1. Circulaire du 19 février 1867.

« employées », les plaçant ainsi au-dessus du reste du petit personnel. Il convient de remarquer que c'est la première apparition de cette dénomination.

Voilà donc une première catégorie de gens de service qui échappent à l'insécurité ordinaire. Quelques années plus tard une deuxième allait bénéficier d'une mesure analogue, mais comme pour les lingères elle n'était pas prise dans le but de protéger tous ceux qui faisaient partie de la catégorie visée, mais certains d'entre eux seulement. On ne voulait assurer qu'à ceux-ci une question plus stable.

Jusqu'en 1868, le recrutement des concierges et les règles auxquelles ils étaient soumis étaient les mêmes que celles des autres gens de service. Mais le grand nombre de rengagés que réclamait la loi de 1855 sur le recrutement de l'armée demandait par la suite un nombre croissant d'emplois civils pour les y caser à la fin de leur rengagement ; c'est pourquoi il fut décidé que les emplois de concierges dans les lycées leur seraient réservés, au moins en partie (1). On voulait pour eux une situation sûre ; aussi leur nomination et leur révocation ne pouvaient plus émaner que du recteur. On les mettait ainsi à l'abri de l'arbitraire ; peu importait, à présent, les changements plus ou moins fréquents des économes dans l'établissement. Pour

1. Circulaire du 17 juillet 1869.

toute affaire pouvant nécessiter le renvoi des concierges, il fallait en référer au recteur qui prenait une décision à leur égard ; toute raison qui n'aurait pas été sérieuse, se trouvait ainsi éliminée. Il existait bien pour eux les mêmes garanties que pour les lingères. L'application de cette mesure rencontra peut-être quelques difficultés car, quelques années plus tard, en 1873, une nouvelle circulaire (1) vint rappeler la première, tout en apportant quelques changements à ses prescriptions (2).

On reconnaissait donc implicitement la grande instabilité qui régnait chez le petit personnel, puisqu'on la corrigeait par des mesures spéciales pour certains de ses membres ; cependant on ne songeait en aucune façon à étendre cette protection à tous les autres. Ce qui le prouve, c'est qu'il faudra attendre bien longtemps avant de trouver une nouvelle catégorie de gens de service à laquelle des garanties équivalentes auront été données.

C'est, en effet, en 1894 seulement que parut l'arrêté concernant les aides-de-physique. Ils n'étaient primitivement, ainsi que nous l'avons vu, que des domestiques comme les autres, de simples garçons de salle qui avaient dans leur service l'entretien et le nettoyage des classes et cabinets de physique, chimie et histoire

1. Circulaire du 15 avril 1873.

2. Elle portait à la moitié le nombre des places à réserver aux rengagés.

naturelle ; mais le développement accordé aux travaux pratiques dans l'enseignement de ces sciences obligèrent les professeurs à réclamer le concours de ce garçon pour la préparation des expériences. Pour être à même d'apporter une aide utile, il fallait à ces domestiques une longue habitude du maniement des divers appareils. Or les changements très fréquents alors dans la composition du petit personnel rendaient l'acquisition de cette connaissance impossible. Le genre de travail tout spécial qu'on réclamait d'eux, demandait un plus long séjour dans l'établissement. C'est pour arriver à ce résultat que fut rendu l'arrêté du 30 avril 1894. Il décidait que les domestiques qui seraient reconnus capables d'accomplir ce service d'une façon satisfaisante et qui y auraient fait preuve de dévouement pourraient être proposés pour l'emploi d'aides-de-physique. C'est le proviseur qui faisait la proposition après avoir pris l'avis des professeurs intéressés. Il n'y avait pas pour les garçons de salle, chargés de ce travail, un droit strict à la nomination ; l'ancienneté dans la fonction importait peu ; c'était la récompense de bons et longs services, la consécration d'une aptitude professionnelle spéciale. Donc, sur la proposition du proviseur, le recteur nommait les titulaires de ces emplois qui devaient être agréés par le Ministre. Dès lors ils jouissaient d'une sécurité aussi grande que celle dont bénéficiaient depuis plus de vingt ans les maîtresses-lingères et les concierges. Leur révocation ne pouvait émaner que du recteur. Cet

avantage n'était d'ailleurs pas le seul que ces agents avaient obtenu ; nous verrons un peu plus loin que leurs salaires avaient subi une importante augmentation.

Il faut remarquer que les mesures concernant les maîtresses-lingères et les concierges avaient été prises dans le but évident de protéger ces employés ; celle qui regarde les aides-de-physique avait pour objet de donner aux professeurs ou préparateurs des aides utiles et instruits et la nécessité seule à conduit à rendre stable la situation de ceux qu'on destinait à ce service, comme étant le seul moyen d'arriver au résultat cherché.

Ce sont là les seules améliorations apportées d'une façon directe à la grande insécurité de la situation du petit personnel des lycées ; elles donnent à ceux qui en bénéficient une sécurité complète, mais elles présentent le grave inconvénient d'être trop spéciales ; que représentent-ils, en effet, dans la totalité des gens de service, si ce n'est une très petite minorité.

Mais à côté de ces mesures spéciales, nous en trouvons une qui intéresse tous les gens de service des lycées ; elle n'a pas été prise dans le but de rendre leur situation plus stable, mais à la suite de son application, les changements ont diminué dans une forte proportion. C'est une mesure qui regarde le recrutement ; grâce à elle il devint meilleur ; le nombre des agents honnêtes et sérieux augmenta et naturellement les économes se trouvèrent mieux disposés envers un personnel plus ravaillleur et plus honnête.

Jusqu'en 1878 le choix des domestiques était laissé à leur sagacité et à leur prudence ; mais souvent malgré l'attention qu'ils apportaient et les précautions dont ils s'entouraient, des personnes peu recommandables étaient prises ; on devait bientôt les renvoyer et s'ils ne causaient pas quelque dommage matériel ou moral à l'établissement, ils jetaient la déconsidération sur le petit personnel et augmentait la méfiance des chefs à son égard. C'est pour éviter ces erreurs regrettables que l'administration supérieure décida que l'on demanderait à chaque postulant un extrait de son casier judiciaire (1). Cette recommandation, certes, écartait des rangs un petit nombre de compétiteurs, vraies brebis galeuses, mais elle profitait en revanche au lycée et au petit personnel. Il est, en effet, déplorable pour le bon fonctionnement du service et pour le bon renom de ce petit personnel de trouver des individus tarés parmi ses membres ; quand il en est ainsi la suspicion risque de s'étendre bientôt à tout le corps. Si, au contraire, grâce à cette circulaire, l'ensemble des gens de service devenait meilleur, les manquements graves diminuaient, les économes devenaient alors naturellement plus indulgents à l'égard de bons serviteurs que, par suite, ils ne tenaient pas à perdre. En outre le recrutement était plus restreint et par conséquent plus difficile, le chef de service se

1. Circulaire du 21 juin 1878.

voyait dans l'obligation d'examiner sérieusement l'acte du domestique avant de songer au renvoi. C'est seulement dans cette mesure que la circulaire de 1878 put assurer au petit personnel des lycées une stabilité un peu plus grande.

Ainsi, excepté pour quelques rares privilégiés, les conditions de stabilité sont restées les mêmes pour l'ensemble des gens de service durant cette longue période de quarante ans. Il faut croire qu'à d'autres points de vue leur situation a reçu de réelles améliorations.

Si nous examinons leur travail, nous pouvons observer que l'administration supérieure n'est pour ainsi dire pas intervenue pendant tout ce temps. Les seuls actes administratifs que l'on y rencontre se rapportent à un abus déjà relevé (1), l'habitude prise par certains proviseurs et économes de distraire du service général de la maison des domestiques pour les employer dans leurs appartements particuliers. En 1866 une circulaire (2) rappelle qu'aucun serviteur ne doit être mis au service particulier des fonctionnaires et réclame des proviseurs l'assurance que cette règle n'est pas enfreinte. Elle ne produisit probablement pas l'effet attendu, ou du moins son observation ne dut être que

1. Circulaire du 1^{er} juin 1838 ; lettre rectoriale au lycée Corneille du 14 janvier 1853.

2. Circulaire du 24 mars.

de courte durée, car en 1892 un nouveau rappel à l'ordre eut lieu (1) dont le résultat ne fut sans doute pas plus heureux, car nous retrouverons plus tard des nouvelles circulaires dans ce sens.

Si sur ces seuls points où avaient porté les efforts de l'administration supérieure, le résultat était nul et par suite le sort du petit personnel n'avait pas été amélioré, qu'allions-nous trouver ailleurs ? Le travail lui-même et la durée de la journée étaient-ils donc restés en 1900 les mêmes qu'en 1860 ? Si l'on ne jugeait que d'après les actes administratifs, on pourrait le craindre ; heureusement que la réalité est tout autre. D'importants changements étaient survenus dans la situation, mais leur origine ne doit pas être cherchée dans un acte d'autorité ; ils se sont introduits peu à peu par l'effet de la coutume ; il est donc à peu près impossible de marquer d'une façon exacte le moment où cette habitude a pris force de loi. Nous nous bornerons donc à les signaler sans leur fixer de date d'apparition.

Le temps de présence au lycée des gens de service est resté le même. En 1900 comme en 1860 leur journée de travail commence dès 4 heures 1/2 ou 5 heures du matin et ne cesse qu'à dix heures du soir, mais la durée du travail effectif est moins longue. Cette habitude de laisser le petit personnel libre de 5 heures à 7 heures

1. Circulaire de mars 1892.

du soir qui commençait en 1860 était devenue la règle ; et le fait de retenir après cinq heures devint l'exception. Cependant si les journées étaient toujours très longues, le travail réel, déjà plus court, devenait aussi moins pénible ; car le nombre des domestiques avait augmenté. Pour un même nombre d'élèves, le petit personnel était plus considérable, la part de chacun était donc diminuée d'autant. Désormais l'ouvrage pourra être fait parfaitement et l'on ne verra plus en 1900 « la poussière des classes, les lits mal faits, les couverts mal lavés », conséquence inévitable d'un travail excessif comme le signalait Monsieur Jules Gautier en 1893 (1).

Enfin une dernière amélioration fut apportée ; nous avons vu que les administrations collégiales n'accordaient que de bien rares congés dans le courant de l'année. Elles prirent peu à peu l'habitude de laisser libre une partie du petit personnel les après-midi des dimanches et de leur accorder à tous un congé de huit jours environ par an durant les grandes vacances. Certes, ce n'était pas encore un droit que les domestiques avaient ; l'administration n'était pas obligée de leur donner ces congés, mais en fait elle les accordait, comme le repos de 5 à 7 heures du soir, à quelques exceptions près.

Insensiblement depuis 1860 la situation des gens de

1. Revue de l'Enseignement secondaire, n° de juin 1893,

service s'était donc modifiée à leur avantage au point de vue du travail ; il était devenu moins pénible, sa durée avait été réduite et les congés étaient plus fréquents qu'auparavant. Trouve-t-on un changement équivalent sur la question des avantages matériels qu'ils reçoivent dans l'établissement, c'est-à-dire le logement et la nourriture.

Dans cette longue période, il n'y a absolument aucun acte administratif qui s'occupe du logement du petit personnel, mais il serait prématuré d'en tirer la conclusion que rien n'est changé depuis 1860 ; nous venons de voir en effet que d'importantes améliorations ont été apportées à leur travail sans que pour cela l'administration supérieure soit intervenue. Il en est de même ici. Les économes se sont efforcés de donner de meilleurs logements, du moins d'accorder à chaque domestique une chambre particulière. Certes il y avait bien encore à la fin de cette période des lycées où le nombre des salles mises à la disposition des gens de service pour leur logement était insuffisant, mais c'était des exceptions qui tendaient à disparaître et l'on ne retrouvait guère plus de ces chambres à 10 ou 12, véritables chambrées de caserne. Il semble que ce soit le seul changement survenu à leur situation à ce point de vue, changement appréciable d'ailleurs, mais insuffisant. Les agents et les ouvriers continuaient, en effet, à ne pas recevoir les prestations de chauffage qui leur étaient dues, et si quelques lycées les leur accordaient, le

nombre n'en était pas encore assez grand pour que l'on puisse dire que l'habitude en était prise et pourtant il n'y aurait eu là que l'observation des règlements ministériels (1).

Malgré cela leur situation était devenue meilleure au point de vue du logement, mais il faut signaler le sort vraiment misérable de certains agents. Quelques-uns d'entre eux, malgré la modicité des salaires, se mariaient tout en restant au service du lycée. Bien souvent une fois mariés et chargés de famille ils ne pouvaient plus jouir du logement qui leur était accordé ; les chambres qui étaient mises à leur disposition ne permettant pas d'y vivre avec une femme et encore moins lorsqu'ils avaient des enfants. Ils étaient donc obligés de loger hors de l'établissement. Quelquefois les administrations collégiales leur donnaient dans ces conditions une indemnité ; le plus souvent ils ne recevaient rien. Ils devaient alors se loger, nourrir et élever leur famille avec un salaire qui ne dépassait pas 500 francs au minimum. On peut se demander comment ils y arrivaient ; dans tous les cas, ils vivaient évidemment dans une très grande misère. Heureusement ils étaient peu nombreux, car la majorité des agents restaient célibataires à cause de la modicité de leurs salaires.

A l'encontre de ce que nous avons observé pour le

1. Arrêté du 31 juillet 1835 ; arrêté du 22 janvier 1851.

travail et le logement, ce n'est pas la coutume qui modifia la situation du petit personnel au point de vue de la nourriture ; c'est un acte administratif, une circulaire qui introduisit l'amélioration. Jusqu'en 1895 les gens de service étaient nourris comme en 1860, en comptant sur la desserte pour compléter leur repas. Nous avons montré en étudiant leur situation à cette époque, que cette manière de faire avait le grave inconvénient de présenter des jours où les portions se trouvaient insuffisantes et où par conséquent les domestiques n'étaient pas assez nourris. C'est pour éviter le retour de pareils accidents qu'en janvier 1895 une circulaire (1) décidait que dorénavant chacun d'eux recevrait un minimum de 70 grammes de viande cuite par repas, non compris la desserte. On pourrait faire remarquer que cette quantité n'était peut-être pas suffisante pour des hommes adultes, soumis à un travail assez pénible, mais il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit là que d'un minimum que venaient souvent augmenter les parts laissées par les élèves. Quoiqu'il en soit ils obtenaient de ce fait une nourriture saine et ordinairement abondante et étaient assurés de pouvoir satisfaire leur faim, même les jours où la desserte était nulle. L'amélioration apportée était donc très grande. Malheureusement cette excellente mesure n'était pas générale, elle ne s'appliquait

1, Circulaire du 5 janvier 1895.

qu'aux seuls domestiques des lycées des départements de Seine et de Seine-et-Oise. Il est difficile de trouver une raison valable pour justifier cette restriction, si ce n'est que cette circulaire fut prise à la suite de plaintes émanant des lycées de cette région. Bien qu'on ne trouve pas d'acte administratif qui étende son application aux autres départements, cette mesure toutefois fut bientôt généralisée, grâce à la généreuse initiative de certaines administrations collégiales. Quel que soit d'ailleurs son mode d'introduction, cette amélioration n'en existait pas moins dans tous les lycées à la fin de la période que nous étudions, en 1900, et c'est ce qui nous importe.

Il nous reste maintenant à examiner ce que sont devenus les salaires pendant ce temps-là. Le coût de la vie augmentait ; de nouveaux besoins se faisaient sentir. Les faibles salaires de 1860 devenaient de plus en plus insuffisants. Il était très difficile de recruter des domestiques et surtout de les garder au lycée. La plupart, découragés par la modicité des gages, y restaient juste le temps nécessaire pour trouver une autre position mieux rétribuée. Il fallait porter remède à ce mal, c'est pourquoi en 1883 on augmenta les salaires (1). C'était alors d'autant plus nécessaire que les améliorations dont nous venons de parler n'avaient pas encore eu lieu ;

1. Cantemerle. Comptabilité des lycées, 1887.

en effet elles se sont produites surtout depuis cette date. La situation du petit personnel était donc encore à peu près ce qu'elle était en 1860. Pour engager les jeunes gens à se présenter en plus grand nombre et pour les retenir au lycée, les salaires de début furent élevés et il fut décidé d'augmenter leurs gages à époques fixes. Autrefois les domestiques recevaient bien des augmentations, mais il n'y avait rien de réglé ; le temps nécessaire pour en obtenir, le montant de chacune d'elles était laissé à la libre volonté des économes qui pouvaient les faire varier à leur gré. Désormais il n'en sera plus ainsi, après un certain nombre d'années, le domestique devrait voir son salaire s'augmenter d'une somme fixe. L'arbitraire est supprimé, c'est une ère de justice en même temps que de protection qui s'ouvre. Mais cette décision, comme plus tard celle qui concernera la nourriture des gens de service n'était malheureusement prise que pour les départements de Seine et Seine-et-Oise ; la situation était la même dans les autres et ce n'est que lentement, par des décisions d'espèces, que ces prescriptions furent étendues aux domestiques des lycées ; ce n'est plutôt qu'une adaptation de cette mesure car en 1900 il y avait encore bien des lycées où le taux des gages était inférieur à celui de la circulaire de 1883, ainsi que le chiffre des augmentations. Néanmoins, même là, les salaires avaient subi une modification analogue à celle apportée aux lycées de Paris, tout en étant moins importante.

Au lieu de recevoir un salaire de début de 240 francs, les agents des lycées de Paris virent leurs gages portés à 360 francs par an, c'est-à-dire qu'ils obtenaient à peu près 1 franc par jour, logés et nourris ou 30 francs par mois. A cette époque cette somme pouvait être suffisante pour permettre à un domestique célibataire de vivre d'une façon convenable et même elle pouvait permettre de songer au mariage pourvu que l'agent continuât à recevoir la nourriture et le logement au lycée. En effet comme nous l'avons dit, ce salaire était augmenté régulièrement. Il s'élevait progressivement après 2, 4, 10, 20 ans de services à une somme de 600 francs. Dans les départements, souvent, les gages de début ne dépassaient guère 325 francs et le maximum n'atteignait pas 600 francs (1).

Au moment où ces décisions furent prises, elles marquaient une très grande amélioration et un grand pas dans la voie des réformes ; mais de même que de 1860 à 1883 le coût de la vie et les besoins primordiaux avaient augmenté, de même de 1883 à 1900 le même phénomène se produisit et ces nouveaux gages, lorsqu'on les créa, assuraient à leurs bénéficiaires une vie suffisante, commencèrent à redevenir trop faibles. Aussi malgré cette amélioration, en 1900, la situation des

1. Décision rectoriale du 5 mars 1882 ; circulaire du 23 juillet 1883.

agents de lycée se trouve de nouveau malheureuse à ce point de vue.

Avec cette circulaire de 1883 apparut pour la première fois la séparation nette existant entre agents et employés. En effet il y est dit : « Ces tarifs ne s'appliquent pas aux dépen- siers, cuisinier, chef de garçons, lingère, infirmières et concierges qui ne sont pas des domestiques dans le sens propre du mot, et dont l'emploi est recherché ». De ce jour la catégorie des employés était créée.

Ceux-ci, qui déjà en 1860 étaient mieux rémunérés, virent leurs gages augmentés du fait de cette circulaire de 1883 qui ne les visaient point. Alors que dans les départements ils recevaient naguère des sommes variant entre 400 et 500 francs en moyenne, de ce jour ils arrivent à un salaire supérieur à 600 francs pour la province et à 800 pour Paris. Si l'on songe que comme les agents et les ouvriers, ils reçoivent des augmentations régulières, on peut se rendre aisément compte que grâce aux avantages du logement et de la nourriture, ils ont une situation réellement améliorée pour ne pas dire privilégiée ; et malgré l'augmentation du coût de la vie depuis 1860, on ne peut pas dire qu'ils aient à souffrir de l'insuffisance des salaires, même à la fin de la période étudiée, soit en 1900.

Et dès lors nous pouvons marquer la corrélation étroite qui existe entre ces améliorations de situation et les avantages consentis aux aides-de-ph-ysique sous le

rapport de la stabilité (1). L'arrêté du 30 avril 1894 qui les a créés, leur assure, en effet, une rémunération plus élevée qu'aux autres agents. Alors que les gages de début de ces derniers étaient de 360 francs dans les départements de Seine et de Seine-et-Oise et inférieure à cette somme dans les autres, les aides-de-physique devaient débiter respectivement à 600 et 400 francs ; la différence est appréciable.

Il est intéressant de constater que nous sommes en présence d'une mesure qui réglemente le salaire de toute une catégorie d'agents, non pas pour les lycées d'une région déterminée seulement comme les circulaires de 1883, mais pour tous les lycées de France.

De même que ces circulaires, l'arrêté de 1894 accorde des augmentations de traitement, calculées d'après le temps de service de ces agents. Ils sont divisés en trois classes correspondant chacune à une augmentation ; ils ne peuvent passer de l'une à l'autre qu'après être restés un temps minimum de cinq ans dans chacune d'elles. Les salaires qu'ils reçoivent dans la première classe, la plus élevée, sont de 600 francs dans les départements autres que ceux de Seine et de Seine-et-Oise et de 800 dans ces derniers. En outre, après dix ans passés dans cette classe, ils peuvent obtenir une nouvelle augmentation désignée sous le nom de gratification personnelle ;

1. Page 71.

elle est de 200 francs pour les aides-de-physique des lycées de Seine et de Seine-et-Oise et de 100 francs pour les autres. Leur salaire maximum se trouve donc porté de ce fait à 700 et 1000 francs. Si l'on ajoute la nourriture et le logement auxquels ils continuent à avoir droit, on voit qu'ils jouissent d'un salaire suffisant pour les faire vivre convenablement.

Il faut enfin remarquer que les ouvriers et certains agents, comme le veilleur qui déjà en 1860, recevaient des gages supérieurs à ceux des garçons desalle, gagnent également plus en 1900, sans, cependant, dépasser beaucoup le salaire maximum des autres agents.

Ceux-ci seuls continuaient à recevoir un salaire notoirement insuffisant, il aurait fallu élever les tarifs des circulaires de 1883, l'administration supérieure était de cet avis elle aussi ; en effet en 1893 nous voyons M. Jules Gautier écrire dans la Revue de l'Enseignement Secondaire (1) : « Les agents subalternes de nos lycées ne sont pas assez payés, ils ne s'attachent pas aux établissements, etc.... » Mais les crédits alloués aux lycées pour le paiement des gages du petit personnel n'étaient pas suffisants pour le faire, il fallait obtenir une somme supplémentaire et grâce à l'intervention de M. Jules Coutant, la Chambre des Députés en 1894 accordait 50000 francs pour l'augmentation des salaires des gens

1. N° de Juin 1893.

de service. Ce n'était pas assez ; ce qu'il aurait fallu, c'était une révision complète des gages et leur relèvement. Et pour une légère amélioration la situation des agents restait sensiblement la même qu'autrefois.

Ainsi à la fin de la période de 40 ans que nous examinons, quoique les salaires soient devenus de plus en plus forts, il existait encore un certain nombre de membres du petit personnel qui recevaient un salaire dérisoire sans même avoir la perspective d'un morceau de pain assuré pour leurs vieux jours et malheureusement ceux qui se trouvaient dans ces conditions représentaient la grande majorité des domestiques des lycées.

Nous passons sous silence une circulaire de 1898 (1) qui eut pour but de procéder à un nouveau mode de paiement des étrennes ; elle ne modifie en rien, en effet, la situation des gens de services ; c'est une simple mesure de comptabilité qui ne saurait nous intéresser, bien qu'à première vue elle semblait donner plus de régularité à ces gratifications.

Enfin il importe de signaler une mesure réellement protectrice et que l'on doit rattacher, à notre avis, à la question des salaires. Il se rapporte aux gens de service appelés à faire des périodes d'exercices militaires. La promulgation de la loi de 1889 sur le recrutement de l'armée avait établi en plus des trois années de service

1. Circulaire du 16 août 1898.

militaire des périodes supplémentaires d'instruction pour les réservistes ; la plupart des domestiques des lycées s'y trouvaient soumis. Comment allait-on faire pour parer à l'inconvénient de l'absence de ceux-ci pendant tout un mois ; il faudrait évidemment prendre de nouveaux agents pour les remplacer tout ce temps, le service assez chargé de leurs camarades ne leur permettant pas de faire face à une besogne supplémentaire. Continuerait-on à payer les agents réservistes ou emploierait-on leurs gages à rémunérer leurs remplaçants ? Il semble naturel et juste de ne pas priver de son salaire celui qui ne fait que payer à la patrie le plus lourd impôt qu'elle réclame de ces citoyens. Aussi l'administration supérieure n'a pas hésité ; dès la première année de l'application de la loi militaire de 1889, elle déclara que les domestiques des lycées appelés à faire une période d'exercice comme réservistes continueraient à toucher leurs gages comme s'ils travaillaient réellement (1). Quant aux remplaçants ils seraient payés sur des crédits spéciaux. Cet acte qui protège évidemment le petit personnel, peut en même temps être regardé comme un acte de bonne administration ; en effet, il peut influer fortement sur la détermination des domestiques pour rester au lycée, car dans l'industrie on ne payait pas les ouvriers durant leur période d'exercice

1. Circulaire du 4 mars 1890.

et ceux-ci devaient la considérer comme une période de chômage forcé.

La situation des gens de service avait donc subi des changements assez importants depuis 1860. Il n'y a rien là qui puisse nous étonner ; le mouvement humanitaire que nous avons vu naître en 1864, n'avait fait que se développer. Durant ces quarantes années les questions ouvrières étaient de plus en plus fréquentes ; comme le disait M. Levasseur, on s'apercevait de plus en plus des souffrances, des privations des classes inférieures de la société et on songeait à leur donner des conditions normales de vie. Dans la branche de travailleurs qui nous intéressent nous avons vu l'œuvre de ce mouvement. De même que dans le domaine général, les réformes qui améliorent vraiment la situation de ces modestes serviteurs n'ont lieu que dans les vingt dernières années ; jusque là on ne rencontre que des mesures qui ont bien profité au petit personnel, mais qui, nous l'avons vu, ne s'adressent souvent qu'à une infinie partie d'entre eux. Aussi cette première période est-elle peu importante si l'on considère le résultat obtenu. La deuxième est plus féconde ; toutes les réformes apportées pour rendre plus agréable leur situation, qu'elles concernent les salaires, le travail, la nourriture, le logement n'apparaissent qu'après 1880, que ce soit un acte administratif ou la coutume qui les aient introduites. Le changement en mieux, d'ailleurs est considérable, mais les conditions de la vie générale

ont également changé et le sort des gens de service à l'aube du vingtième siècle n'est pas encore tel que l'on pense n'avoir rien à y améliorer.

Si en effet nous faisons un tableau de leur situation telle qu'elle est en 1900 nous voyons qu'il y a encore bien des modifications à y apporter pour la rendre enviable ou même simplement suffisante.

L'insécurité dont souffre le petit personnel est restée ce qu'elle était en 1860 ; seuls quelques employés y ont échappé. Tous les autres restent sans droit, soumis à l'arbitraire des économes qui peuvent en abuser ; cependant il convient de remarquer que, grâce au meilleur recrutement, ces derniers, en présence d'un ensemble de bons serviteurs, ne commettent plus de ces abus d'autorité qu'on leur reprochait autrefois ; néanmoins la situation est restée la même, d'un côté aucun droit, de l'autre pouvoir absolu incontrôlé. Le travail est moins pénible ; pour la même tâche le nombre des domestiques a augmenté ; les congés donnés dans le courant de l'année sont plus fréquents et accordés généralement à tout le petit personnel ; mais la durée de la journée de travail n'a pas diminué ; certes nous avons vu que la coutume accordait le repos de cinq heures à sept heures du soir, toutefois ces deux heures ne pouvaient pas être toujours données intégralement et les gens de service avaient encore à accomplir des journées de 15 heures au minimum, quelquefois mais rarement plus longues.

Leur logement s'est amélioré également ; maintenant à quelques exceptions près, tous les domestiques ont une chambre particulière ; peut-être n'est-elle pas toujours très confortable, mais du moins ne rencontre-t-on plus que rarement des chambrées. Malheureusement d'une façon générale, ces chambres ne sont pas chauffées en hiver.

Pour la nourriture, surtout, le changement a été profond ; ils ont obtenu pour chaque repas un minimum de viande, sans tenir compte de la desserte ; ils n'ont plus à craindre une nourriture insuffisante, et, ce qui est plus, ils ont des droits.

Les salaires ont plus que doublé pour les employés ; leur permettant ainsi une vie meilleure ; pour les agents et les ouvriers ils ont aussi augmenté, mais dans une moins forte proportion : enfin les gages de tout le petit personnel sont augmentés en raison directe du temps passé dans l'établissement (1). Malgré ces améliorations, les gages des agents qui sont les plus nombreux de beaucoup, sont encore trop bas pour permettre de songer à leur vieillesse ; les besoins de bien-être général ont augmenté et les salaires qu'ils gagnent en 1900 ne sont plus suffisants, alors qu'ils pouvaient être considérés comme convenables au moment de l'application des circulaires de 1883.

1. D'après les circulaires de 1883.

Ainsi de 1860 à 1900 la situation du petit personnel des lycées n'a cessé de suivre une marche ascendante vers le bien-être. De quelque côté que l'on regarde leur sort s'est amélioré et pourtant tout ce que l'on aurait pu faire n'a pas été fait, en particulier pour leur stabilité, leurs salaires et leur travail.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des lycées d'internes, mais dans la période que nous venons d'étudier furent fondés un certain nombre d'établissements qui ne prenaient pas de pensionnaires ; ce sont les lycées d'externes. Le service des dortoirs s'y trouvait donc supprimé de même que celui des réfectoires. Qu'allait être le sort du petit personnel dans ces établissements ? De cette différence survint un premier changement au point de vue matériel ; il n'était ni logé, ni nourri. Pour remplacer ces avantages, les gens de service recevaient un salaire plus élevé comprenant une indemnité leur permettant de se loger et de se nourrir hors du lycée. Cependant, en fait, ils reçoivent le repas de midi dans l'établissement, mais ceci est considéré comme une juste rétribution qui leur est due par le restaurateur (1) chargé de la nourriture des élèves et auquel ils servent de garçons de salle. Mais quels sont exactement leurs

1. Quoique les lycées d'externes ne nourrissent pas les élèves, en fait un certain nombre d'entre eux y prennent le repas du midi ; ils sont alors nourris par un restaurateur qui sous la haute surveillance de l'économe, a l'entreprise de la nourriture.

salaires ? Les simples agents dont les gages nous intéressent le plus comme étant les plus faibles, reçoivent au début une somme de 1000 francs et peuvent aller jusqu'à 1300 francs par an (1). Ces gages qui au premier abord pourraient peut-être ne pas sembler insuffisants nous apparaissent bien faibles quand on songe que ces lycées d'externes n'existent qu'à Paris. Comment peut-on vivre à Paris avec un salaire quotidien de 2 fr. 70 environ ? Cependant à ce point de vue ils ne sont pas plus à plaindre que leurs collègues des lycées d'internes, car il ne faut pas oublier qu'ils n'ont pas à se nourrir complètement. Ils sont enfin privilégiés par rapport à ceux-ci à un autre point de vue ; leur journée de travail est beaucoup moins longue. Ils ne viennent au lycée qu'à 7 heures du matin et s'en retournent à 8 heures du soir. Cela ne fait que 13 heures qui d'ailleurs ne sont pas complètement employées au travail ; si l'on en retire le temps du repas, il ne faut guère compter plus de 11 heures de travail réel par jour ; c'est là leur grand avantage, mais le seul. Eux aussi souffrent de l'instabilité de leur position, de l'insuffisance des salaires.

Certes en 1900 la situation des uns comme des autres n'était pas très brillante ; les améliorations indéniables qui avaient été apportées n'avaient été ni assez générales, ni assez grandes. Il restait encore beaucoup à

1. Circulaires de 1883, déjà citées.

faire. Pour les gens de service, comme pour les autres catégories de travailleurs, ces améliorations s'étaient rarement manifestées sous la forme de l'intervention de la loi ou des autorités administratives. Il faudra là aussi attendre le vingtième siècle pour voir leur action décisive affirmer d'une façon ferme la protection de cette classe de travailleurs. Désormais ils auront des droits, ils cesseront de n'avoir que des devoirs.

CHAPITRE IV

Améliorations apportées depuis 1900

Situation actuelle du petit personnel

Un des plus graves inconvénients dont souffraient les gens de service des lycées était cette grande instabilité qui existait dans leur profession. A ce point de vue, aucun changement n'était survenu dans leur situation depuis 1860 et Monsieur Gervais, député de la Seine (1), pouvait encore en 1898 dire d'eux ce que nous avons dit : « Actuellement, les employés dont nous parlons (2), sont à la discrétion de l'économe, quelquefois du chef des garçons (3), mais en fait c'est l'économe qui prononce. Il juge sans appel et quel que soit le temps de service, la décision est à son bon plaisir. L'on peut citer des cas de serviteurs mariés et pères de

1. Depuis 1909 sénateur de la Seine.

2. Monsieur Gervais parle de l'ensemble des gens de service composant le petit personnel.

3. Ils devaient cependant être protégés alors par l'article 1780 ; mais en fait il ne semble pas que cet article leur fut appliqué.

famille, ayant plus de vingt années de travail dans le même établissement qui ont été remerciés du jour au lendemain (1) ». Cette situation incertaine était celle de presque tout le petit personnel. Il est inutile de dire une fois de plus combien c'était préjudiciable au bon fonctionnement du service et par suite à l'intérêt de l'établissement. Malgré cela on était resté jusqu'en 1900 sans y rien changer, sans songer à la modifier.

Cependant, dans les dernières années du dix-neuvième siècle on avait vu un effort se produire dans ce sens, effort qui n'avait amené aucun changement immédiat d'ailleurs ; mais il indiquait que l'on s'occupait enfin de la question et que peut-être le moment était venu où l'on verrait cesser cette insécurité. En effet, la première amélioration apportée à la situation des gens de service leur apporte cette stabilité si désirée.

En 1898, Monsieur Gervais, dont on connaît la sollicitude pour les humbles, touché du sort du petit personnel des lycées, déposa à la Chambre des députés un projet de loi en sa faveur (2). Il demande pour tous ceux qui en font partie, le commissionnement et une retraite, bref ce qui est accordé par l'Etat aux autres

1. Proposition de loi relative au commissionnement et à la retraite du personnel employé des établissements universitaires (Chambre des députés, séance du 5 décembre 1898).

2. Même proposition de loi.

personnes employées dans des postes semblables ; garçons de ministère, etc..., assimilant ainsi les gens de service des lycées aux agents inférieurs de l'Etat ; il y a cependant entre eux une différence importante ; ceux-ci sont presque tous d'anciens sous-officiers, tandis que parmi le petit personnel des lycées, nous ne trouvons que les concierges qui soient dans cette situation. Il veut donc en faire également des fonctionnaires soumis à la retraite et il leur donne d'ailleurs ce nom dans l'exposé des motifs précédant sa proposition de loi (1). Mais, naturellement, il ne demande pas de leur accorder ces avantages sans s'être assurés qu'ils les méritent. La proposition les soumet à un stage de cinq ans ; c'est seulement après ce temps d'épreuve que ces nouveaux agents de l'Etat obtiendraient le commissionnement ; ils ne pourraient plus alors être renvoyés qu'en suivant une procédure déterminée. L'économe ferait un rapport sur les faits qui, d'après lui, nécessitent le renvoi ; après une enquête préalable, un conseil de discipline composé d'après certaines règles, donnerait son avis et le Ministre prononcerait le renvoi sur les propositions du directeur du personnel. Les gens de service commissionnés seraient ainsi à l'abri des abus de pouvoir. En outre, Monsieur Gervais pensait qu'il serait bon de ne pas laisser les stagiaires dans l'insécu-

1. « Ces fonctionnaires, en effet, qui demeurent, en fait, de longues années au service de l'Etat... »

rité ; sans les soumettre à la même procédure, il demandait qu'on leur accordât un règlement de discipline établi dans une forme administrative et qu'on leur donnât ainsi des garanties (1).

Ce projet écartait tout danger d'insécurité, mais avait l'inconvénient de créer une nouvelle classe de fonctionnaires. Il ne semble pas d'ailleurs qu'il ait été soumis à la discussion. Monsieur Gervais ne se désintéresse pas pour cela de la question et en 1900 il s'adressait directement au Ministre de l'Instruction publique. A la suite de ses explications ce dernier reconnut que le renvoi des gens de service devrait être entouré de garanties, seulement il avait besoin de voir préciser leurs demandes (2). Enfin le 6 décembre de la même année, sur une intervention à la Chambre de ce même député, il déclarait que la question financière soulevée par leurs revendications, allait être soumise à la commission de comptabilité des lycées.

Cependant, c'est seulement deux ans plus tard, en 1902, que le Ministre donnait une réponse ferme (3) ; il déclarait impossible le commissionnement tel qu'il

1. Proposition de loi de Monsieur Gervais, exposé des motifs.

2. Le 31 mai 1899, M. Gervais avait déjà présenté à M. le ministre une délégation de gens de service des lycées ; le 21 juin 1900 il en présente une à M. Rabier, directeur de l'Enseignement Secondaire.

3. Lettre du 4 sept. 1902 à M. Gervais ; à la suite d'une nouvelle démarche.

était conçu dans la proposition de 1898, c'est-à-dire avec une retraite, car le Ministre des Finances s'élevait contre la création d'une nouvelle classe de fonctionnaires et estimait qu'il était nécessaire de résister à une innovation susceptible d'entraîner de lourdes charges. Mais reconnaissant la nécessité de donner des garanties au petit personnel des lycées, le Ministre de l'Instruction publique ajoutait : « Le renvoi définitif d'un domestique devra à l'avenir être prononcé par une commission de discipline, composée du proviseur, du censeur et de l'économe, l'agent étant toujours préalablement admis à présenter des justifications. Je vais donner des instructions dans ce sens à Messieurs les Recteurs. C'était la reconnaissance formelle de la nécessité de retirer ces serviteurs de la grande insécurité où ils vivaient.

Les gens de service des lycées auraient pu se contenter de cette promesse qui assurait leur stabilité et l'organisait, mais M. Gervais tenait à obtenir plus, il ne croyait pas que ce fut suffisant, ainsi qu'il devait le dire quelques mois plus tard à la Chambre (1). Il y présentait de

1. « La disposition projetée par M. le Ministre est insuffisante, car j'estime que ce conseil, auquel pourrait avoir recours le petit employé, existe déjà en réalité. Ce dont nous nous plaignons, c'est que l'employé dont je me préoccupe puisse être renvoyé aujourd'hui sans recours, sans garantie de justice et d'impartialité. Le ministre, par sa solution administrative ne remédie pas à ce mal. Si le conseil de discipline se compose du proviseur, du censeur et de l'économe, la situation ne changera

nouveau un projet de commissionnement ; mais instruit de ce que la question pécunière seule en empêchait jusqu'ici l'obtention, il insistait sur le fait qu'il n'en résulterait aucune répercussion budgétaire, car sa proposition de loi ne voulait pas créer de retraite pour les gens de service des lycées, mais seulement soustraire à l'arbitraire des hommes qui rendent d'utiles services. Après une discussion assez longue, destinée à montrer qu'il ne s'agissait aucunement de faire de ces modestes serviteurs des fonctionnaires soumis à la loi de 1853, la Chambre se montre disposée à accepter la proposition de Monsieur Gervais et le principe en est adopté, en remplaçant toutefois le mot « commissionnement » par celui de « titularisation » pour indiquer que l'on désirait seulement accorder des garanties de stabilité. Désormais le petit personnel ne devait plus souffrir de son ancienne instabilité.

Mais il fallait organiser cette sécurité ; il est certain qu'on ne pouvait leur donner simplement la garantie proposée par le ministre, c'est-à-dire de remettre le sort des gens de service entre les mains d'un conseil de discipline composé du proviseur, du censeur et de l'économe. Comme l'expliquait Monsieur Gervais à la Chambre des députés lors de la séance du 5 février

pas. Si l'économe conclut au renvoi, vous pensez bien que le proviseur et le censeur ne feront pas ou presque pas de difficultés à l'accorder ». Séance du 5 février 1903.

1903, la situation n'aurait pas changé. Il fallait donc trouver une solution, ce qui eut lieu rapidement, car en novembre 1903 paraissait l'arrêté portant titularisation du petit personnel des lycées.

Auparavant, toutefois, les gens de service avaient adressé au ministre un projet d'organisation. (1) Plus avantageux que la proposition de Monsieur Gervais en 1898, il demandait un stage moins long ; sa durée ne serait que de deux ans au lieu de cinq, mais, par contre il n'y avait aucune disposition en faveur du petit personnel non titularisé. La protection n'aurait commencé qu'après la titularisation qui n'aurait été accordée elle-même que suivant des règles déterminées : elle aurait été conférée par le ministre sur un rapport du Recteur et la proposition de l'administration du lycée, c'est-à-dire du proviseur assisté de l'économe. Jusque là la situation des gens de service serait la même qu'auparavant : l'économe seul déciderait de leur maintien au lycée ; mais après, il ne serait plus maître de les renvoyer sans donner de raisons. Pour toute affaire grave qui lui semblerait devoir être sanctionnée par cette peine, il devrait faire un rapport ; une enquête serait ouverte, puis l'on prendrait l'avis d'un conseil de discipline. Enfin, vu cet avis conforme,

1. Pétition de l'Association des Employés et Ouvriers des Lycées de France et des Colonies au Ministère de l'Instruction publique, septembre 1903.

le Recteur enverrait un rapport au ministre qui statuerait. C'est en somme la reprise de la procédure préconisée par Monsieur Gervais; on a simplement remplacé le Directeur du personnel par le Recteur. Ce qu'il y a d'intéressant à remarquer c'est que nous trouvons un essai de composition du conseil de discipline qui est le rouage important. Pour présenter les garanties d'impartialité nécessaire, il devrait se composer du proviseur, du censeur, de l'économe et d'un employé élu par ses camarades. Or, il nous semble que dans ces conditions il manquerait son but. En premier lieu, il est évident que l'économe juge et partie se prononcerait toujours pour le renvoi, sans cela il n'y aurait pas eu besoin de réunir le conseil de discipline. D'un autre côté, ne devait-on pas craindre que l'employé élu par ses camarades, pour faire contre-poids au jugement de l'économe, ne se laissât aller à une partialité que l'on peut comprendre, mais que l'on ne saurait admettre. Il ne resterait donc en définitive que le proviseur et le censeur dont on pourrait attendre la décision. Or les domestiques prétendent que dans ces conditions ce serait l'économe qui resterait le maître de la situation et nous avons vu Monsieur Gervais déclarer que dans ce cas rien ne serait changé. Je dirai même plus: cette procédure qui devait les protéger, se tournerait contre eux puisque l'avis du Conseil de discipline viendrait toujours, d'après eux, appuyer de son autorité la décision de l'économe. Aussi pour

donner des garanties suffisantes, il fallait supprimer ce conseil inutile et se contenter d'un rapport au recteur suivi d'une enquête, ou plutôt le réformer en le composant de personnes dont l'impartialité ne saurait être suspectée par qui que ce soit. C'est cette dernière solution que suivit l'arrêté (1) qui accorde la titularisation au petit personnel des lycées.

Comme ce dernier projet, l'arrêté porte la durée du stage à deux ans ; et pendant ce temps la situation des gens de service est la même qu'autrefois ils n'ont encore aucune garantie de stabilité ; l'économe peut les remercier s'il le juge nécessaire, sans avoir besoin de prendre l'avis de qui que ce soit. Tout autre est leur situation après la titularisation ; déjà pour elle-même des précautions sont prises afin d'enlever toute idée d'arbitraire à sa concession ou à son refus. Elle n'est pas le fait de l'économe ; c'est le proviseur qui décide après avoir pris l'avis du conseil d'administration du lycée ; la garantie réside dans cet avis. Si la titularisation est refusée l'agent peut encore être gardé un an comme stagiaire, mais ce second essai est le dernier ; si après cette troisième année, il n'a pas été jugé digne de l'obtenir, il doit quitter le service du lycée. Au contraire celui qui a obtenu d'être titularisé, jouit dès lors d'une stabilité inconnue jusqu'ici. Il n'a plus à craindre

1. Arrêté du 23 novembre 1903.

d'abus de pouvoir. Pour le punir de ses fautes ou de ses négligences, une échelle de peines est établie et leur application, du moins pour les plus graves est soumise à une certaine procédure. L'économe seul ne peut plus prononcer que l'avertissement, et le proviseur la réprimande ; mais il n'en est plus de même pour les deux autres : la rétrogradation à des gages inférieurs et le retrait d'emploi. Pour donner au petit personnel la stabilité que leur avait accordée le vote du Parlement, il fallait entourer des plus grandes garanties d'équité possible la prononciation de ces deux peines si graves pour la vie des domestiques des lycées. C'est pourquoi l'arrêté de 1903 a institué une procédure sérieuse ; elle est sensiblement la même que celle demandée par les gens de service dans leur lettre au Ministre : l'économe rédige un rapport sur les faits ; le conseil de discipline se réunit et donne son avis après avoir écouté le domestique incriminé qui doit toujours être entendu. Enfin l'affaire est transmise au Recteur qui ratifie la décision du conseil. Si la majorité de ces membres estimaient que la faute ne mérite pas une peine aussi sévère, il peut prononcer la réprimande et même l'avertissement. Comme on le voit le renvoi de l'affaire du recteur au ministre a été supprimé, car ici la protection consiste surtout dans le soin apporté à la composition du conseil de discipline qui en somme décide. Il fallait qu'il inspirât confiance au petit personnel ; aussi a-t-on choisi les membres de telle

façon qu'on ne puisse les accuser d'être partiaux. Il est donc composé ainsi : l'Inspecteur d'Académie, président, le proviseur du lycée et deux membres du conseil d'administration désignés chaque année par leurs collègues. Les domestiques eux-mêmes peuvent admettre que ce conseil formé pour la majorité de personnes étrangères à la vie intérieure du lycée, écoutera sans parti pris le rapport de l'économe et les explications du prévenu. Quand à la présence du proviseur, elle s'explique naturellement ; encore qu'on ne puisse douter de son impartialité et de son esprit de justice, il eut été impossible de le tenir hors de choses intéressant l'administration du lycée dont il a la charge. D'ailleurs en admettant même qu'il ne fasse que refléter l'opinion de l'économe, il ne constituerait qu'une minorité, car les autres membres sont encore plus que lui à l'abri d'un tel soupçon. Pour rendre sa décision, le conseil ne se contente pas, en effet, de l'examen du rapport de l'économe ; il peut appeler le domestique qui doit toujours être entendu dans toutes ses explications, comme nous le disions un peu plus haut ; et il lui est également permis de demander des renseignements complémentaires à l'économe qui a voix consultative. Ce n'est donc qu'en parfaite connaissance de cause que la peine sera prononcée ; enfin tant que la ratification du recteur n'est pas intervenue, le domestique reste au service du lycée. Si cependant la gravité de la faute le voulait, le proviseur peut lui enjoindre de cesser immé-

diatement son service ; mais dans ce cas il doit en prévenir aussitôt le conseil de discipline qui statuera suivant la procédure ordinaire.

Désormais le domestique qui accomplit consciencieusement son travail est enfin assuré du lendemain ; il n'a plus à craindre d'abus de pouvoir. Son sort n'est plus à la merci d'un seul, mais est soumis à la décision d'un tribunal aussi impartial que possible ; et si par hasard sa bonne foi était surprise, le renvoi de l'affaire au recteur permettrait de rectifier les erreurs.

Cependant il pouvait se présenter des cas où il était impossible de songer à garder des domestiques qui toutefois n'avaient commis aucune faute , c'est d'abord lorsque la population scolaire du lycée diminuant dans une forte proportion, le nombre des membres du petit personnel se trouve par suite trop grand pour le travail. Ce serait contraire à une bonne administration de garder des domestiques à ne rien faire. C'est ensuite lorsque les gens de service quoique consciencieux sont devenus incapables d'assurer leur travail d'une façon satisfaisante par suite de leur âge ou d'infirmités physiques ; il est évident que, malgré tout, leur service doit être fait. L'arrêté de 1903 a prévu ces cas (1) et a entouré ces retraits d'emploi pénibles, mais inévitables de toutes les garanties nécessaires. Dans le premier

1. Arrêté du 24 nov. 1903, article 4 et 5.

cas les postes d'abord supprimés sont ceux des stagiaires ; ce n'est qu'après le départ de tous les stagiaires que l'on songe aux titulaires. D'ailleurs il n'y a pas à craindre que ces décisions soient dues à l'arbitraire, car le conseil d'administration délibère sur la nécessité de la suppression et sur la question de savoir quel est l'agent qui doit être atteint par cette mesure ; la protection se trouve ainsi assurée d'une façon sérieuse. Dans le second cas la sécurité consiste dans ce fait que le domestique titularisé ne pourra être réformé que d'après une procédure analogue à celle exigée pour le retrait d'emploi pour cause disciplinaire. Le conseil de discipline donnera son avis sur la question de l'insuffisance ou de l'incapacité et le recteur décidera. Ainsi donc là encore le petit personnel est soustrait à l'arbitraire, il est assuré d'avance que toute suppression de poste ou tout retrait d'emploi sera justifié par la nécessité.

L'arrêté de 1903 avait donc organisé parfaitement la sécurité qu'on avait accordée aux gens de service. Mais la titularisation qui en est le point de départ, était-elle spéciale à un établissement ou restait-elle acquise quand l'agent passait à un autre lycée ? Autrement dit, le domestique qui changeait de lycée de son plein gré était-il obligé de faire chaque fois un nouveau stage ? La question était importante, aussi fût-elle bientôt posée et l'administration supérieure la résolut dans le

sens de la négative (1) peu de temps après l'arrêté. Son but, en créant des garanties de stabilité pour les gens de service, n'était pas de les river d'une façon définitive à l'établissement où ils étaient entrés tout d'abord. Ils pouvaient, en effet, avoir intérêt à s'en aller pour obtenir dans un autre lycée une place mieux rétribuée ou pour se rapprocher de leur département d'origine. Les forcer à recommencer un stage était donc les obliger à passer leur vie dans le même établissement ; telle n'était pas l'intention de l'administration supérieure. Aussi elle décida que la titularisation faite par un proviseur restait acquise ; le lycée qui admettait un domestique déjà titularisé n'avait pas à lui faire subir un nouveau stage. Il n'en était ainsi bien entendu que s'il était parti de son plein gré ; mais si son départ avait eu lieu par suite d'un retrait d'emploi, la situation était toute différente ; alors il ne pouvait plus être admis qu'à titre de nouvel essai. Enfin l'administration supérieure s'est occupée de deux autres cas qui pouvaient également se présenter : Si le domestique quittait le lycée sous la menace ou le coup de mesures disciplinaires moins graves que le retrait d'emploi, il est certainement sujet à caution, aussi le soin d'examiner s'il doit être accepté comme stagiaire ou titulaire est laissé au conseil d'administration. L'autre cas concerne les stagiaires qui

1. Lettre rectorale du 23 Mars 1904.

changent d'établissement ; là encore c'est le conseil d'administration qui décide si l'on doit faire compter pour la titularisation le temps de stage accompli dans le premier lycée. Ainsi ces changements sont entourés de garanties, chaque fois qu'il y a doute sur la décision à prendre, le conseil d'administration intervient et l'économe doit se soumettre à son avis.

La titularisation est donc accordée, à moins de fautes graves pour toujours et pour tous les établissements où le domestique est admis. Mais l'arrêté s'appliquait-il à tout le personnel inférieur. Son énoncé semble le faire comprendre ainsi. Il porte, en effet, dans l'article premier : « Les gens de service sont d'abord... etc. » Or qu'entend-on par les mots « gens de service » si ce n'est l'ensemble du petit personnel. Ceci nous paraît d'autant plus certain que dans la suite de la rédaction, on trouve les termes « agents et employés » pris indifféremment l'un pour l'autre. Or un certain nombre d'employés proprement dit jouissaient déjà d'un recrutement spécial et de certaines garanties ; il en résultait une petite difficulté. Dans quelles conditions l'arrêté leur serait-il applicable ? Les infirmières, lingères, concierges et aides-de-physique devaient-il lui être soumis complètement. Les causes qui avaient conduit à donner une situation spéciale à ces employés pour leur recrutement existaient toujours, mais leurs garanties se trouvaient être inférieures à celles des autres membres du personnel inférieur. Il semblait donc nécessaire de les leur

accorder, attendu que plus que tout autre ils ont besoin d'être protégés. C'est ce que décida l'administration supérieure quand on lui présenta ces objections (1). Les infirmières, lingères et concierges continuèrent à être nommés par le ministre ou le recteur, comme par le passé, mais cette nomination ne fut que provisoire ; après un stage de deux ans un nouvel arrêté leur accordait la titularisation sur l'avis du conseil d'administration. En outre la procédure à suivre pour le prononcé des peines disciplinaires à leur égard devenait la même que celle des autres gens de service, avec cette seule différence que la décision du Conseil de discipline n'était exécutoire qu'après la ratification du Ministre pour les lingères et les infirmières. Quant aux aides-de-physique ils ne restaient soumis à l'arrêté du 30 avril 1894 que pour leur nomination ; mais cette exception était plus apparente que réelle, car il arrivait souvent qu'ils étaient nommés parmi des agents déjà munis de la titularisation. Donc dès lors toutes les personnes qui composent le petit personnel sans aucune exception jouissent des garanties accordées par l'arrêté de 1903 ; il eut, en effet, été bizarre de laisser des employés qui représentent le sommet de la hiérarchie du petit personnel dans une situation moins sûre que celle du plus humble des agents.

1. Circulaire du 10 mai 1904.

Comment constatait-on cette titularisation ? L'arrêté de 1903 n'en disait rien. Il est évident qu'il devait y en avoir trace dans les rapports des séances du Conseil d'administration, puisqu'il devait délibérer et donner son avis sur cette question. On devait en retrouver aussi l'inscription sur le registre du petit personnel pour donner à l'administration du lycée un moyen commode et rapide de connaître la situation de ces domestiques. Mais souvent la constatation se bornait là ; c'était suffisant pour l'administration et même pour sauvegarder les droits des gens de service qui restaient au lycée, mais outre que ceux-ci étaient dépourvus de tout titre constatant cette titularisation, il pouvait s'élever des difficultés ou des ennuis causés par des retards quand ils s'en allaient pour prendre du service dans un autre établissement. Des contestations pouvaient avoir lieu sur le fait de savoir si la titularisation avait été accordée, et même elles durent se produire car en 1906 le ministre décidait que dorénavant il faudrait donner à tout agent titularisé un titre le constatant et rédigé d'après un modèle unique(1). Cette circulaire venait compléter utilement l'arrêté de 1903 ; elle empêchait toute difficulté, toute contestation, toute lenteur. Maintenant le petit personnel avait tout ce qu'il pouvait désirer pour sa stabilité ; on lui avait donné des garan-

1. Circulaire du 26 Juin 1906.

ties sérieuses et de plus un titre lui permettant de réclamer à coup sûr ces garanties si par hasard on ne les lui accordait pas.

Les gens de service avaient enfin obtenu une importante amélioration à leur situation, la première qui fut générale et la plus importante jusqu'à ce jour. Mais ce n'était pas la seule désirable ni la seule demandée et on n'allait pas tarder à en voir apparaître bientôt d'autres. Ils souffraient encore de l'exiguïté de leurs salaires qui ne leur permettait pas de songer à se constituer une retraite. Ils allaient enfin pouvoir le faire, non pas par suite d'une augmentation proprement dite de leurs salaires qui ne changent pas, mais par la création de retraites à leur profit. Nous avons vu que Monsieur Gervais en 1898 avait soumis à la chambre des députés une proposition de loi pour le commissionnement du petit personnel du lycée, proposition qui n'aboutit pas. Le commissionnement aurait alors entraîné la création d'une retraite et les domestiques auraient été placés sous la loi de 1853. Ils auraient subi une retenue de 5 % sur leurs salaires comme les fonctionnaires et comme eux auraient eu leur vieillesse assurée à partir de 60 ans ; mais les dépenses budgétaires que ce projet aurait entraînées, furent cause de l'opposition du ministre des finances devant les objections duquel le ministre de l'Instruction publique dut s'incliner malgré sa bien-

veillance envers les domestiques des lycées (1). C'est alors que ceux-ci qui venaient de se constituer en Association, songèrent à se créer une caisse de retraites pour la vieillesse en se transformant en Société de Secours mutuels d'après les prescriptions de la loi du 1^{er} avril 1898. Chaque sociétaire aurait versé une somme de 5 % sur son salaire, calculé d'après le salaire proprement dit et la valeur représentative des avantages matériels, c'est-à-dire le logement et la nourriture. Mais la somme ainsi obtenue, qu'ils estimaient à 30000 francs n'aurait pas été suffisante pour donner des retraites convenables aux adhérents, même en y ajoutant la subvention due par l'Etat en vertu du Décret du 30 avril 1900 aux Sociétés reconnues d'utilité publique. Aussi ils demandaient que le Parlement votât annuellement une somme minimum de 30.000 francs pour leur venir en aide. Tel est le projet qu'ils soumièrent à Monsieur Gervais en Janvier 1903 (2), en le priant de le proposer à la Chambre des députés lors de la discussion du budget. Il nous semble mériter quelques objections. D'abord il a l'inconvénient de ne pas comprendre tout le petit personnel dans ceux qui bénéficieraient. Ensuite il constitue une grave dérogation aux

1. Voir plus haut page 99.

2. Exposé des Revendications adressé à M. Gervais en Janvier 1903.

règles posées par le Décret de 1900 (1) et qui plus est, il crée un précédent qu'on ne saurait admettre. Enfin il entraîne une augmentation de dépenses budgétaires faibles, il est vrai, mais constante, et l'on a vu que la seule objection que l'on faisait à la création des retraites était celle du budget. Il y avait donc là des raisons suffisantes pour écarter ce projet; d'ailleurs il ne semble pas que les gens de service aient donné suite à cette idée.

Leur attention fut détournée momentanément de ce but par le vote de leur titularisation à la chambre des députés. Or, dans cette séance, Monsieur Ribot qui était opposé à la création d'un nouveau corps de fonctionnaires, mais non à l'idée d'accorder à ces humbles serviteurs une pension pour leurs vieux jours, avait préconisé de leur donner un livret individuel à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse comme il était déjà fait pour les ouvriers des manufactures de l'Etat, et il avait ajouté : « Ne pourrait-on pas, comme le font les manufactures de l'Etat, ajouter une petite allocation qui permettrait à ces modestes serviteurs d'attendre avec plus de sécurité l'heure de la vieillesse. » (2) Cette idée fut recueillie par les gens de service qui s'en inspirèrent pour constituer un nouveau projet de retraite, après qu'ils eurent obtenu l'arrêté de

1. Décret du 30 avril 1900.

2. Séance du 5 février 1903; Journal Officiel du 6.

titularisation de novembre 1903, et quatre mois plus tard ils soumettaient à la bienveillance du Ministre de l'Instruction publique ce projet définitivement constitué.

Ainsi qu'ils le déclaraient dans leur exposé des motifs, ils se sont appuyés sur la loi du 20 juillet 1886 tout en la modifiant dans certaines de ses dispositions, mais une chose frappe surtout, c'est qu'ils font un appel constant aux finances de l'Etat soit pour la constitution des versements, soit pour la majoration de certaines retraites. Etudions donc ce projet d'un peu plus près ; suivant la suggestion de Monsieur Ribot, les versements auraient été constitués partie par l'Etat, partie par le petit personnel. Ils auraient été établis de la façon suivante : les gens de service qui auraient versé une somme égale à 2 % de leurs salaires calculés en tenant compte des avantages matériels évalués à 800 francs (art. 1), et la subvention de l'Etat aurait été de 6 % de la même somme (art. 2). Enfin ces versements auraient été faits à capital aliéné ; ce dernier point constitue une légère différence avec la loi de 1886, en effet le capital est ici obligatoirement aliéné tandis que dans la loi il peut être aliéné ou réservé au choix du versant. Il y aurait peut-être aussi une autre objection à faire ; il semble que la somme exigée des gens de

1. Projet de retraite adressé le 15 mars 1904.

service est trop minime. Il est juste que celui qui veut songer à se créer des vieux jours tranquilles fasse un léger sacrifice et qu'il sente le prix de cette tranquillité au dépens de ses plaisirs et même un peu de son bien-être présent. Il ne faut évidemment pas qu'il en souffre, mais il faut que le prélèvement sur son salaire soit assez fort pour qu'il s'aperçoivent qu'il accomplit un devoir envers lui-même. Or cette retenue de 2 % est trop faible pour rendre ce service ; les domestiques ne sentiraient pas cette diminution. Vu la modicité des salaires on ne peut certes pas exiger du petit personnel qu'il constitue à lui seul le capital, mais encore faut-il aussi que, par le sacrifice qu'il s'impose, il apprécie à sa juste valeur ce que l'on pourrait faire pour lui.

Les rentes viagères produites par ces versement^s seraient complètement incessibles et insaisissables (art. 3). Il me semble difficile d'admettre une pareille chose ; qu'on ne les dépouille pas complètement, que, comme dans la loi de 1886 la retraite soit incessible et insaisissable jusqu'à un certain chiffre plus élevé, même que celui de la loi si on l'estime nécessaire, rien de mieux ! Mais s'il est humain d'empêcher d'user des faiblesses des gens au point de les priver de leur pain quotidien, il serait également injuste d'admettre qu'ils puissent garder le superflu au détriment de leurs créanciers dont, après tout, la situation peut être tout aussi intéressante que la leur. C'est pourquoi il serait bon qu'au dessus

d'une certaine somme il fut permis de saisir les revenus de leur retraite.

Les versements et la subvention commenceraient après la titularisation (art. 4) du domestique, qui serait toutefois autorisé à verser durant son stage. Il est naturel, en effet, de ne pas accorder plus tôt la subvention, car jusqu'à ce moment la position du domestique est très stable. Quant au versement, c'est une autre affaire ; le stagiaire qui veut rester, sait qu'il le pourra certainement s'il est consciencieux ; par conséquent il peut être avantageux pour lui de commencer à verser dès son entrée au lycée.

Les rentes viagères ainsi constituées, le projet de retraite en a fixé l'entrée en jouissance à 55 ans, sous la condition d'un minimum de service de 25 ans (art. 5). « Toutefois, continue la rédaction, ceux qui seraient jugés aptes à continuer utilement leur service et qui seraient maintenus en fonctions après cet âge, auront la faculté de reporter d'année en année jusqu'à 60 ans l'âge d'entrée en jouissance de leur rente. » Ces chiffres que l'on peut aisément admettre pour leur accorder la retraite diffèrent de ceux portés par la loi de 1886 ; en effet d'après les dispositions de cette loi, les porteurs de livret sur la caisse de retraite sur la vieillesse peuvent entrer en jouissance de leur rente à partir de 50 ans, c'est-à-dire plus tôt que le projet ne le permet, mais ils peuvent reporter leur entrée en jouissance plus tard jusqu'à 65 ans. Peut-être les gens de service ont-ils eu

peur d'avoir à quitter le service encore vigoureux avec une retraite insuffisante. On peut le croire, car un paragraphe suivant déclare que le domestique qui manifestera l'intention de cesser ses fonctions pourra obtenir sa retraite à 50 ans pourvu qu'il ait 15 ans de service.

Mais si le projet devait être appliqué, on se serait trouvé en présence d'un certain nombre de personnes qui n'auraient pas pu faire des versements pendant 25 ans. Les gens de service y ont songé. Pour ceux qui auraient plus de 40 et moins de 50 ans au moment de la mise en vigueur de la retraite, l'entrée en jouissance serait reportée d'office à 60 ans ; il en serait de même pour le domestique qui serait entré au lycée après 35 ans. En outre, si la rente produite par les versements était inférieure à 500 francs, l'Etat devrait parfaire la somme (art. 6). A ce point de vue il me semble qu'ils auraient dû faire une différence ; s'il est juste que l'on augmente la retraite de vieux serviteurs qui ont passé de nombreuses années dans le lycée et que seule l'absence de réglementation a empêchés de faire des versements, il n'y a aucune raison pour en accorder autant à ceux qui n'entrent au service des lycées qu'à partir de l'âge de 35 ans, car la faute n'en incombe qu'à eux-mêmes. S'ils voulaient une retraite supérieure à ce qui doit revenir de leurs versements, ils n'avaient qu'à entrer plus tôt, ou à économiser dans leur précédente profession,

Pour ceux qui auraient plus de 50 ans, ils ne songent pas à leur constituer une retraite régulière, car la loi de 1886 ne permet pas de faire des versements à la Caisse de retraites pour une personne de cet âge. Pour remédier à cet inconvénient, ils décidaient, après avoir porté la date de la cessation du service à 60 ans, de demander à l'Etat « un geste de bienveillance et d'humanité. » Suivant leurs propositions, un secours annuel et viager calculé d'après le nombre de leurs années de service et qui ne pourrait jamais être inférieur à 500 francs serait accordé par l'Etat à ces vieux domestiques (art. 9).

Outre ces cas intermédiaires le projet de retraite s'occupe de la situation particulière dans laquelle pourraient se trouver certains domestiques ; la loi de 1886 y consacre déjà son article 11. Les gens de service des lycées demandent que, conformément aux prescriptions de cet article, ceux d'entre eux qui seraient atteints d'infirmités régulièrement constatées et entraînant une incapacité absolue de travail, aient leur pension liquidée même avant cinquante ans et bonifiée (art. 6) ; mais ils innovent quand ils veulent que l'Etat accorde une allocation complémentaire si la rente viagère n'atteignait pas 400 francs, en effet la loi de 1886 ne permet pas que la rente, bonification comprise, dépasse 360 francs.

Ce même article 6 du projet fait une distinction quand l'incapacité absolue du travail a été contractée

pendant le service et en raison du service. Dans ce cas le domestique qui a reçu la blessure ou contracté une infirmité devra recevoir une rente viagère qui ne saurait être inférieure à 500 francs, pourvu qu'il justifie de 10 ans de présence dans l'établissement. Il semble même que cette dernière condition soit inutile; il y a là un devoir qui reste le même que l'agent ait plus ou moins de 10 ans de service. Il est malheureux de constater que, lorsque la loi du 9 avril 1898 oblige les industriels à verser une rente viagère à leurs ouvriers victimes d'un accident de travail qui les empêche ensuite de gagner leur vie, la seule disposition que l'on trouve à ce propos pour les gens de service des lycées soit dans l'article 5 de l'arrêté de 1903 qui porte, que, dans le cas de retrait d'emploi pour invalidité résultant du service, le conseil d'administration peut allouer à ce domestique une indemnité sur le boni du lycée qui ne peut excéder 6 mois de gages.

Les derniers articles du projet concernent les gens de service mariés. Conformément à la loi de 1886, les sommes versées à titre de subvention par l'état ainsi que les retenues opérées sur les salaires profiteraient en cas de mariage à chaque conjoint par moitié (art. 7). Enfin une dernière disposition (art. 8) décidait que le domestique devenu veuf obtiendrait en plus de sa propre rente, un secours annuel et viager égal à la rente que la femme aurait du recevoir, sans toutefois pouvoir dépasser 1000 francs; c'était afin de ne pas le spolier

complètement des versements faits au nom de sa femme d'après les prescriptions de la loi.

Tel était le projet de retraites que le petit personnel des lycées adressa en 1904 au ministre de l'Instruction publique. Ainsi qu'on vient de le voir, on y avait étudié avec soin les différents cas qui pouvaient se présenter, cependant il ne pouvait pas être accepté tel qu'il était conçu. L'objection ne venait pas de ce que le texte s'écartait de la loi de 1886, mais parce qu'on y fait un appel constant aux finances de l'Etat. Nous avons vu, en effet, que le ministre des finances s'était opposé auprès de son collègue de l'Instruction publique à l'acceptation du projet de Monsieur Gervais à cause des dépenses budgétaires qu'il aurait entraînées (1) ; c'était la même raison qui avait poussé Monsieur Ribot à proposer qu'on donnât aux gens de service des lycées un livret à la caisse des retraites pour la vieillesse. Or le projet étudié s'écarte considérablement de ce principe ; le capital des rentes viagères est presque complètement formé par l'Etat, qui doit, d'ailleurs, encore intervenir en bien d'autres occasions ; il en serait assurément résulté une dépense budgétaire assez élevée et perpétuelle dont on ne voulait pas entendre parler et qui, par suite, enlevait tout intérêt et toute utilité à la création des retraites de cette façon.

1. Voir plus haut page 99.

Mais si l'administration supérieure ne pouvait pas accepter, elle n'était cependant pas opposée à la constitution de rentes au profit du petit personnel des lycées et le ministre de l'Instruction publique leur avait donné à plusieurs reprises l'assurance de ses bonnes dispositions à cet égard. Aussi peu de temps après la réception de ce projet, il nomma une commission (1) chargée de l'étudier et d'examiner les moyens d'accorder au petit personnel des lycées une retraite, établie selon les prescriptions de la loi du 20 juillet 1886.

Le résultat des travaux de cette commission fut le décret du 11 mai 1907 accordant la retraite aux gens de service des lycées et qui a pour titre : « Décret relatif aux pensions viagères à servir sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse en faveur des agents des lycées nationaux de garçons et de filles ». Malgré cet énoncé qui semble en restreindre l'application aux seuls agents, il s'applique à tout le petit personnel, aux employés et aux ouvriers aussi bien qu'aux agents.

Le décret s'écarte beaucoup moins de la loi de 1886 que ne le faisait le projet des gens de service, et ne tombe pas dans la même erreur, car il ne fait pas appel au budget de l'Etat. C'est ce que l'on voulait, c'est ce que demandait Monsieur Ribot ; un système de retraites qui n'entraînât pas de charges budgétaires. De

1. Journal Officiel du 15 novembre 1904.

plus il a l'avantage de donner un chiffre de rente à peu près égal à celui que demandaient les domestiques.

Comment s'y est-on pris ? La modicité de leurs salaires empêchait de ne compter que sur leurs versements pour obtenir un capital qui put leur donner des rentes suffisantes. Il fallait donc à toute force recourir à une subvention étrangère ; n'allait-on pas être obligé de s'adresser à l'Etat ? Il ne le fallait pas, et c'est aux lycées eux-mêmes que la subvention fut demandée. Cette distinction est importante, car elle sauvegarde le principe qui avait conduit à la création des retraites ; en effet les lycées sont devenus autonomes depuis 1902, c'est-à-dire qu'ils s'administrent avec leur propres ressources. Il n'y avait donc plus à craindre de répercussion budgétaire (1).

D'après ce décret, le capital est composé d'un prélèvement sur les gages des gens de service et d'une subvention du lycée ; ce prélèvement est constitué par une retenue de 4 % sur l'ensemble du salaire, c'est-à-dire sur le traitement initial, les augmentations régulières, les étrennes incorporées aux gages depuis 1906 et enfin sur la somme représentative de la nourriture et du logement (art. 1). Il en résultait une petite difficulté ; cette somme n'était pas la même pour tous les lycées ;

1. En fait ces dépenses sont remboursées par l'Etat dans les subventions accordées aux lycées, mais ne créent pas d'article spécial au budget.

on y remédia en prenant pour base unique l'indemnité versée dans les départements de Seine et Seine-et-Oise, soit 650 fr. et non pas 800 francs comme le demandaient les gens de service dans leur projet. Quant à la subvention elle fut également de 4 % des gages calculés de la même façon (art. 3). On a donc ainsi le même total que dans le projet des gens de service, mais la répartition en est autre.

Suivant les prescriptions de la loi de 1886, les versements des domestiques pourront être faits à capital aliéné ou réservé au choix du déposant, et en cas de mariage ils profiteront à chaque conjoint par moitié, enfin les rentes viagères qui en proviennent seront incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 francs (art. 1 et 4) ; au dessus de cette somme elles seront cessibles pour un dixième saisissables pour un autre dixième excédant ce chiffre. Tout autre est le sort des versements provenant de la subvention du lycée ; ils sont toujours faits à capital aliéné, au profit exclusif de l'ayant droit, et les rentes qui en résultent sont pour leur totalité incessibles et insaisissables (art. 3-4). On a tenu évidemment à ce que le sacrifice fait par l'établissement pour ses domestiques leur profite exclusivement et en toutes circonstances.

Nous remarquons que l'on a établi pour la cessibilité et la saisie de ces rentes, des règles analogues à celle appliquées pour les petits traitements des fonctionnaires. On a voulu défendre les gens de service contre eux-

mêmes ; il serait regrettable, en effet, que des personnes pour lesquelles on a constitué une retraite et qui ont fait des sacrifices dans ce but, se trouvent réduites à l'extrême misère, mais il aurait été injuste de les laisser dans l'aisance au détriment du créancier ; c'est pourquoi le décret ramène au strict nécessaire la somme qui ne peut jamais leur être enlevée. Avec une rente qui, dans ce cas, n'atteindra pas mille francs, on ne peut dire qu'ils gardent le superflu et elle est suffisante pour leur permettre de vivre, médiocrement, certes, mais ne doivent-ils pas supporter la peine de leurs fautes.

Pour la date des premiers versements, le décret a repris les propositions des gens de service et pour les mêmes raisons ; le domestique peut commencer à verser pendant son stage, mais la subvention n'est accordée qu'après la titularisation (art. 5). Quand à l'âge d'entrée en jouissance de la rente, le décret n'a pas jugé nécessaire de modifier les chiffres de la loi du 20 juillet 1886. Elle le laisse à 50 ans avec faculté de reporter de 5 ans en 5 ans cette entrée en jouissance jusqu'à 65 ans (art. 6) (1). Toutefois cet ajournement n'est que provisoire ; il ne lie pas complètement celui qui le demande, qui pourra obtenir la liquidation de sa pension à toute année d'âge accomplie avant l'époque de la jouissance fixée par l'ajournement. Mais si la faculté de

1. Loi du 20 juillet 1903, art. 16.

revenir sur leur déclaration laisse aux gens de service la liberté de quitter le lycée quand ils voudront prendre un repos définitif, après cinquante ans, elle permet par contre aux administrations collégiales de ne pas être liées par cet ajournement et de pouvoir se séparer des domestiques au cours d'une période quinquennale si l'intérêt du lycée les y oblige.

Mais l'application de ces prescriptions n'accorderait pas des rentes suffisantes aux gens de service âgés qui se trouveraient dans le lycée au moment de la promulgation du décret ; le temps fort restreint pendant lequel ils seraient soumis aux versements ne leur permettrait pas d'avoir un capital assez élevé. Nous avons vu que le projet du petit personnel s'occupait de ces cas intermédiaires (1) ; le décret de 1907 y consacre également un article. Il décide que les domestiques qui seraient âgés de plus de plus de 30 ans au moment de son application auraient droit en plus de la rente provenant de leurs versements et de la subvention, à une bonification qui serait fixée à 7 francs par année de service accomplie depuis l'âge de 30 ans jusqu'à leur premier versement (art. 9). Cette disposition comprend aussi bien les gens de service âgés de plus de 50 ans que ceux qui ne les ont pas encore atteints, ainsi que nous le prouvent des circulaires subséquentes (2).

1. Voir plus haut, page 118.

2. Circulaire du 10 juillet, 30 juillet et 16 novembre 1907.

Tel est le décret qui accorde au petit personnel des lycées des rentes viagères. On n'y rencontre pas, comme dans le projet des domestiques, des dispositions concernant les déposants devenus veufs au moment ou pendant la retraite ; mais comme ici les versements peuvent être faits à capital réservé, que les sommes versées peuvent être recouvrées et que d'autre part la rente provenant de la subvention profite exclusivement à l'ayant-droit, il n'y a aucune spoliation ; par conséquent des dispositions analogues à celles du projet seraient inutiles. On n'y trouve pas non plus une prescription qu'à notre avis il est regrettable de ne pas voir ; c'est celle ayant trait aux gens de service frappés d'une incapacité absolue de travail, contractée pendant le service et en raison du service. Il y a là un devoir à remplir qui ne saurait être satisfait par l'abandon de 6 mois de gages comme l'accorde l'arrêté de 1903. Il est évident que si pareille chose arrivait, le domestique incapable de travailler ne serait pas laissé dans le dénûment ; le lycée lui constituerait une rente. Mais il n'y a rien de certain, nulle part la chose n'est écrite ; c'eût été une heureuse innovation de le faire.

Il convient de remarquer que ce décret tout en ne demandant rien directement à l'État, ainsi que nous l'avons vu, a eu cependant une répercussion budgétaire. Les budgets des lycées ne pouvaient pas fournir immédiatement le capital nécessaire aux retraités bonifiés,

Pour le constituer il fallut s'adresser à l'Etat (1), mais ce n'était là qu'une répercussion temporaire, car, après la constitution de ce capital, les lycées devront accorder la subvention sur leurs propres ressources (2).

Outre qu'il accorde la retraite au petit personnel, ce décret présente un autre avantage ; il constitue en quelque sorte une certaine unification des salaires, car on est obligé de calculer les avantages matériels d'une façon uniforme ; mais surtout on peut le considérer comme accordant une augmentation, en effet la subvention peut aisément être assimilée à une augmentation égale au montant annuel de la retenue de 4 %.

Cependant, si les gens de service jouissent des lors d'une retraite, ce qui pallie beaucoup l'inconvénient des faibles salaires auxquels l'un des reproches était de ne pas être suffisants pour leur permettre de penser à leur vieillesse, le salaire lui-même n'a reçu que de légères modifications. C'est d'abord à la suite d'une circulaire de 1903. Nous avons vu que les administrations collégiales profitaient des grandes vacances pour faire toutes les réparations nécessaires à l'entretien de l'établissement, et en particulier des travaux de peinture et de blanchiment des murs. Comme à ce moment

1. Vote de la 1^{re} annuité, séance de la Chambre des députés du 6 nov. 1907.

2. Ces ressources comprennent les recettes provenant des particuliers et les diverses subventions (état, communes, etc.).

le service des agents est réduit à peu de chose, on songea à les utiliser au lieu de s'adresser à des ouvriers peintres. Seulement on ne pouvait songer à considérer ce service comme faisant partie de leur travail normal, c'est pourquoi certaines administrations prirent l'habitude de leur accorder une gratification variable avec les ressources de l'établissement. Mais il n'y avait aucune coutume généralement suivie. C'est cette habitude que le ministre recommande (1) ; il en fait une règle, non pas impérative, mais que cependant les lycées ne tardèrent pas à suivre. Ces gratifications peuvent être considérées comme un supplément de gages, sans cependant en faire partie à proprement parler.

Une seconde mesure parue quelque temps après, vint incorporer au salaire, sans toutefois l'augmenter véritablement, des gratifications qui jusque là en étaient indépendantes ; ce sont les étrennes que les gens de service recevaient chaque année. Chaque lycée pouvait les distribuer comme il l'entendait ; le ministre résolut d'y mettre plus d'uniformité. Il supprima donc les étrennes sous cette forme et déclara que le montant serait réuni aux gages et ne ferait plus qu'un avec ceux-ci (2). C'était d'autant plus avantageux pour les gens de service que l'année suivante paraissait le décret

1 Circulaires du 1^{er} août 1905 et 26 juin 1906, § IV.

2. Circulaire du 26 juin 1906, § II.

sur la retraite dont le montant est proportionnel au salaire.

D'autres mesures, enfin, viennent également l'élever, les unes générales, mais de peu d'importance, comme celle qui recommande d'accorder une indemnité de nourriture aux gens de service pendant leurs congés (1), les autres spéciales. Il y en a deux de cette seconde sorte ; l'une regarde les agents mariés et logeant hors du lycée, l'autre s'adresse à une catégorie de gens de service déjà privilégiés : les aides-de-physique.

Ainsi que nous l'avons vu, un certain nombre d'agents qui s'étaient mariés ne pouvaient plus profiter des avantages que leur donne l'établissement, c'est-à-dire le logement et par suite le chauffage, non pas de leur plein gré, mais parce que les charges de famille les obligeaient à partir, le lycée ne leur donnant pas un logement suffisant. Ils subissaient de ce fait une très forte diminution de salaire, estimée à 150 francs, juste au moment où ils allaient avoir le plus besoin d'argent. Un certain nombre d'administrations collégiales avaient jugé équitable d'accorder à ces agents une indemnité leur permettant de trouver hors du lycée le logement qu'on ne pouvait leur accorder à cause de l'exiguïté des locaux. C'est cette habitude que veut étendre la circulaire ministérielle ; elle décide que les conseils d'admi-

1. Circulaire du 22 juillet 1907.

nistration seront chargés de leur adjuger une indemnité représentative calculée d'après les ressources du lycée et le prix des loyers en ville (1) ; mais, comme le fait remarquer la suite de son énoncé, cette disposition ne concerne pas les agents mariés qui habitent en ville par convenance personnelle et qui pourraient être logés à l'intérieur du lycée. Elle laisse également de côté le petit personnel des lycées d'externes qui reçoivent dans leurs salaires la valeur de cette indemnité.

La dernière mesure qui concerne le salaire est la seule qui, à proprement parler, comporte un relèvement. Ce sont les aides-de-physique déjà si fortement privilégiés qui en profitent. Le renouvellement des programmes des études scolaires avait développé considérablement les travaux pratiques dans les classes de physique, chimie et histoire naturelle. De plus en plus les professeurs avaient besoin d'aides connaissant parfaitement leur affaire ; leur collaboration devenait absolument nécessaire et perpétuelle. C'est pourquoi afin de pouvoir garder ces aides dévoués et expérimentés, on améliora encore leur situation. Sous l'empire de l'arrêté de 1894, ils participaient encore au service intérieur général de la maison. La circulaire de 1907 (2), au contraire, les charge exclusivement des services de laboratoire, de l'entretien et du nettoyage des locaux

1. Circulaire du 18 février 1907.

2. Circulaire du 22 juillet 1907.

affectés à l'enseignement de la physique, de la chimie et de l'histoire naturelle, ainsi que des escaliers et corridors y attenant. Ils sont donc complètement séparés des autres agents. Mais tous les aides-de-physique ne profitent pas de ces avantages, seuls ceux qui auront fait montre d'aptitude professionnelle en bénéficieront et seront nommés aides-de-laboratoire si toutefois les ressources du lycée le permettent. Ce qui nous intéresse ici, c'est que leurs salaires ont été augmentés ; d'après l'arrêté de 1894, ils recevaient de 400 à 600 francs dans les départements autres que ceux de Seine et Seine-et Oise, et de 600 à 800 francs dans ceux-ci, ou bien 1000 à 1200 francs s'ils étaient dans des lycées d'externes. Dorénavant ceux qui seront nommés aides-de-laboratoire auront un salaire initial de 1200 francs dans les départements ordinaires et pourront aller jusqu'à 1800 francs ; pour les lycées de Paris et pour celui de Versailles, leurs salaires seront de 1400 à 2000 francs. Dans ces deux cas, bien entendu, ces agents ne logent pas au lycée et n'y prennent pas leur nourriture. A la suite de cette circulaire, on peut comprendre les aides-de-laboratoire parmi les membres du petit personnel qui non seulement ne souffrent plus de la médiocrité des salaires, mais en outre ont une agréable situation, surtout si l'on pense qu'ils n'ont pas à songer à mettre de l'argent de côté pour leur vieillesse, la retenue pour la retraite s'opérant sans qu'ils aient à s'en préoccuper.

Mais si cette catégorie d'agents voit ses salaires aug-

menter, il n'en est pas de même des autres ; nous ne trouvons en effet, aucune mesure générale qui tende à les relever. Ils restent ce qu'ils étaient en 1900, c'est-à-dire insuffisants. Cependant la question était à l'ordre du jour et déjà, en 1906, à la Chambre des députés (1), Monsieur Briand, ministre de l'Instruction publique, déclarait s'en être occupé, et au mois de février 1908, était nommée une commission (2) chargée d'examiner la situation des gens de service des lycées et en particulier d'étudier la question du relèvement des salaires.

Si dans ces dernières années, les gens de service des lycées ont vu leur situation au point de vue des salaires s'améliorer grâce à la création de la retraite, ils ont également obtenu de grands avantages au point de vue du travail, non pas que la durée quotidienne en ait été diminuée, mais parce que les congés sont devenus plus fréquents. Malgré de nombreuses demandes de la part du petit personnel (1) pour réduire à 12 heures la durée de la journée de travail, la nécessité du service n'a pas permis, en effet, de tenir compte de ces désirs. Mais si, à ce point de vue, ils n'obtinrent aucun résultat, leurs efforts furent plus heureux d'un autre côté.

Quoique les statuts primitifs l'aient formellement

1. 2^e séance du 4 décembre 1906.

2. Arrêté du 29 janvier 1908.

1. Lettre au ministre de Juin 1903 ; cahier de revendications présenté en 1907.

défendu, quoique de nombreuses circulaires soient intervenues depuis (1), cet abus qui consistait à distraire du service général de la maison des domestiques pour les employer dans les appartements particuliers du proviseur ou de l'économe, subsistait toujours. Pour supprimer radicalement ce mal, une nouvelle circulaire interdisait d'employer sous quelque prétexte que ce soit le petit personnel payé des lycées pour le service des appartements des fonctionnaires, même si l'on devait ne les faire venir que durant leurs heures de repos et moyennant gratifications (2). On a eu peur que le mal ne renaisse sous cette forme. Cependant il y avait certains travaux qui, bien que ne regardant que le service particulier de ces fonctionnaires, ne pouvaient pour différentes raisons être exécutés par leurs domestiques ; ils continueront donc à être faits par les gens de service des lycées ainsi que le déclare une circulaire subséquente (3) ; mais pour éviter un retour à l'abus visé, ces travaux sont énumérés très clairement et à notre avis d'une façon restrictive.

Il n'y avait pas là à proprement parler une amélioration apportée au sort du petit personnel ; mais il n'en était pas de même d'une mesure parue peu de temps

1. Circulaire 1^{er} Juin 1838 ; lettre rectoriale de Janvier 1853
circulaires de 1866, 1892.

2. Circulaire du 27 Juillet 1906.

3. Circulaire du 26 novembre 1906.

auparavant, qui se bornait, cependant, à recommander une habitude suivie par un certain nombre de lycées ; c'est-à-dire d'accorder 15 jours de repos par an aux gens de service qui en feraient la demande (1). Elle n'apportait pas de règle impérative, mais elle indiquait les dispositions de l'administration supérieure envers les domestiques des lycées. On allait bientôt d'ailleurs avoir une manifestation plus éclatante de cette bienveillance.

La loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire venait d'être promulguée et étendait déjà ses bienfaits à la classe ouvrière. Les employés de commerce, les ouvriers pouvaient désormais jouir d'un jour de repos par semaine ; mais, les lycées n'étant ni des établissements industriels ni des établissements commerciaux, la loi ne s'appliquait pas à leurs gens de service. Cependant il n'était pas défendu de leur étendre ses prescriptions ; c'est pourquoi ils le demandèrent et en mars 1907 ils soumettaient à la bienveillance du ministre de l'Instruction publique un projet à ce propos. Ils concevaient ainsi l'application du repos hebdomadaire : 22 jours aux grandes vacances, avec indemnité de nourriture et le reste par congés d'une demi-journée chaque semaine, plus les congés des jours fériés (2).

La circulaire (3), qui quelques mois après le leur

1. Circulaire du 26 Juin 1906, § IV.

2. Journal « L'employé de lycée », n° de mars 1907,

3. Circulaire du 22 Juillet 1907,

accordait, présente beaucoup d'analogie avec ce projet. Il n'y a là rien d'étonnant ; les nécessités du service le voulaient ainsi. En effet, il était impossible de songer à appliquer le régime normal de la loi de 1906, c'est-à-dire le repos collectif de tout le petit personnel pendant une journée, fut-ce un dimanche, car même ce jour-là de nombreux élèves restent au lycée. Il fallait donc employer un des régimes exceptionnels de repos par roulement. Mais là encore une difficulté se présentait ; il était très difficile, à moins d'augmenter considérablement le nombre des gens de service, de donner à chacun d'eux une journée entière. On en fut donc réduit à leur accorder des demi-journées et pour compléter les 52 jours que réclame la loi de 1906, on eut recours aux grandes vacances pendant lesquelles la population scolaire est absente du lycée et par suite le travail beaucoup moindre ; c'était en somme ce que demandaient les gens de service.

Le repos hebdomadaire fut donc institué ainsi qu'il suit dans les lycées :

Une demi-journée par semaine devant être donnée alternativement le dimanche et dans la semaine autant que possible.

8 demi-journées ou 4 journées pleines pendant les petits congés, c'est-à-dire Jour de l'An, Pâques et Pentecôte.

15 ou 20 jours durant la période des grandes vacances.

Enfin un certain nombre de journées ou de demi-

journées dans le courant de l'année, de sorte que le total ne soit pas inférieur à 52 jours complets de repos.

On obtenait bien ainsi le nombre fixé par la loi, mais en fait l'application de cette circulaire n'alla pas sans quelques difficultés. On fut bien souvent obligé d'augmenter le nombre des gens de service, pour accorder une demi-journée de repos par semaine à chacun d'eux. Quoique, en général, le travail de ceux qui étaient libres fut assuré par leurs collègues en plus du leur propre, il était surtout très difficile de trouver les demi-journées ou les journées supplémentaires dans le courant de l'année scolaire, mais il semble qu'on aurait pu remédier à cet inconvénient en augmentant le nombre de jours donnés durant les grandes vacances. Au lieu de 15 à 20 jours, on pourrait sans grand risque en accorder de 20 à 25, ce qui rendrait l'application de la circulaire sur le repos hebdomadaire plus facile. En effet les travaux de nettoyage, de peinture, de mise en état de lycée ne durent guère qu'une quinzaine de jours au début et à la fin des vacances ; pendant le reste du temps le travail à effectuer est nul, on pourrait en profiter pour donner ces 25 jours à tout le petit personnel à l'exception de quelques domestiques indispensables pour la garde du lycée. Une telle disposition ne devrait pas d'ailleurs empêcher les journées dans le courant de l'année, dans le cas où des circonstances favorables permettraient de le faire, car il est dit que ces 52 jours

ne doivent constituer qu'un minimum que l'on peut augmenter.

Mais il était à craindre que cette circulaire qui accordait le repos hebdomadaire aux gens de service des lycées ne causât par la même occasion une diminution de leurs salaires, comme l'application de la loi de 1906 en fit naître dans l'industrie. Nous savons, en effet, que des conflits, des grèves se sont élevés à ce sujet (1) : les ouvriers réclamant le même salaire pour les 6 jours de travail et le jour de repos que celui qu'ils touchaient auparavant pour les 7 jours de travail et le patron de son côté ne voulant payer que le salaire de 6 jours. Ce danger, le ministre le prévint et déclara par la même circulaire qu'aucune retenue sur les gages ne pourrait être faite pour les congés accordés en cours d'année et pour le congé de 15 ou 20 jours durant les grandes vacances. Il décida également que les gens de services qui quitteraient le lycée pendant les 15 jours de congés recevraient une indemnité représentative de la nourriture pour chaque jour d'absence calculée sur le pied de 500 francs par an, c'est-à-dire la valeur à laquelle est estimée la nourriture. Ne pas le faire, eût été leur faire subir une diminution sur leurs salaires et on pouvait le redouter, car les domestiques qui, avant l'apparition de

1. On peut citer comme exemple la grève des garçons boulangers à Meaux en septembre 1906.

cette circulaire obtenaient des congés dans les grandes vacances, perdaient le plus souvent le bénéfice de la nourriture.

En résumé, grâce à cette circulaire, les gens de service des lycées avaient obtenu de nombreux repos dans le courant de l'année, sans en ressentir la moindre répercussion sur leurs salaires.

Si nous tournons maintenant les yeux vers les avantages matériels qu'ils reçoivent dans l'établissement, c'est-à-dire le logement et le chauffage, nous y voyons également certains changements.

Pour le logement, aucune règle impérative ne vient apporter d'amélioration comme pour la stabilité et le travail ; ce qu'on trouve sont de simples recommandations. Ce n'est pas étonnant car le mal ne vient pas tant du manque de réglementation que de l'inobservation des règlements. Toutefois la circulaire de 1906 que nous trouvons à ce sujet demande plus que ne réclamaient les mesures antérieures. Jusqu'alors il fallait simplement que chaque domestique ait une chambre chauffée ; désormais il faudra autant que possible qu'elle soit convenablement meublée (1) ; en outre si les locaux ne permettent pas de donner à chacun d'eux une chambre spéciale, on devra du moins mettre à leur disposition des salles communes installées dans de bonnes

1. Circulaire du 26 juin 1906, § IV, 2^e alinéa.

conditions d'air et d'espace. Il faut d'ailleurs reconnaître que les administrations collégiales tendent de plus en plus vers ce but et quelques-unes même vont plus loin ; l'une d'entre elles n'a-t-elle pas, en effet, fondé, pour rendre plus agréable la vie du petit personnel des lycées, un véritable cercle à leur intention, comprenant une bibliothèque bien choisie et de nombreux jeux (1).

Quant à la nourriture, bien que la circulaire du 4 Janvier 1895 y eut porté une grande amélioration, elle est encore l'objet de nouvelles mesures. En 1906, d'abord, le ministre recommande de veiller à ce que la nourriture des gens de service soit comme le passé, et sauf cas de force majeure la même que celle des élèves (2), puis il le prescrit d'une façon formelle par une circulaire du 26 février 1907. Il ne pouvait pas en être autrement, d'ailleurs, si l'on songe que, pour le calcul de leur salaire en vue de la retraite, on devait évaluer cette nourriture à 500 francs, somme que versent les répétiteurs qui sont autorisés à prendre leurs repas au lycée.

Telles sont les nombreuses et importantes améliorations qui furent apportées à la situation du petit personnel des lycées pendant ces huit dernières années. Cependant deux graves questions n'ont pas été réglées :

1. Au lycée de Nancy à l'initiative de M. Carrère, aujourd'hui économe à Condorcet.

2. Circulaire du 26 Juin 1906, § IV, 3^e alinéa.

celle des salaires et celle de la durée de la journée de travail. Elles se présentent évidemment avec un caractère de gravité moindre depuis que le décret du 11 mai 1907 leur a accordé une retraite et que la circulaire du 22 Juillet 1907 leur a donné le repos hebdomadaire : mais elles restent néanmoins à résoudre. D'ailleurs l'administration supérieure n'a pas cru que sa tâche était terminée après la concession des avantages dont nous venons de parler. Elle a estimé qu'il fallait aussi régler les questions pendantes et, au mois de Janvier 1908, était nommée une commission, chargée d'examiner la situation des gens de service des lycées. Il y a tout lieu de croire que la plupart de ses conclusions leur seront favorables, en particulier pour ce qui concerne le relèvement des salaires, en faveur duquel il est avéré que la plus grande partie des administrations collégiales se sont prononcées.

En résumé, qu'est donc devenue la situation du petit personnel des lycées à la suite de ces améliorations ?

Le recrutement est le même qu'autrefois ; une condition sine qua non y est demandée : la nécessité de présenter un extrait du casier judiciaire vierge. La majeure partie du petit personnel est donc choisie par l'économe et agréée par le proviseur ; à cette règle ne font exception que les maîtresses lingères, les infirmières (1) et les concierges. Nous ne nommons pas les

1. Elles suivent les mêmes règles que les maîtresses-lingères pour leur recrutement, depuis la circulaire du 10 mai 1904.

aides-de-physique et de laboratoire qui, la plupart du temps, sont pris parmi des agents déjà titularisés. Mais la nomination des gens de service est provisoire et elle ne devient définitive qu'après un stage de deux ans. Leur situation qui jusque là était la même qu'autrefois, change complètement après la nomination définitive, dite titularisation. Ils jouissent alors d'une grande sécurité ; des garanties sérieuses de stabilité leur sont données, car la procédure instituée les met à l'abri de tout renvoi injustifié. A ce point de vue, on peut les comparer à de véritables fonctionnaires.

De même qu'ils n'ont plus à craindre le lendemain tant qu'ils travaillent consciencieusement, de même la vieillesse ne sera pas pour eux la misère. La création d'une retraite à leur profit leur permet d'envisager l'avenir avec calme et tranquillité, d'autant plus que des précautions ont été prises pour que les ayant-droit en profitent en toute circonstance, leurs rentes sont en effet incessibles et insaisissables jusqu'à une certaine somme que l'on a estimée nécessaire pour vivre.

Mais s'ils sont débarrassés de ce grave souci, le bien-être de leur vie n'a pas beaucoup augmenté ; leurs salaires sont, en effet, restés les mêmes qu'autrefois, c'est-à-dire insuffisants pour la plus grande partie d'entre eux. Les agents reçoivent un salaire annuel de début de 360 francs dans les départements de Seine et de Seine-et-Oise, souvent plus faible dans les autres ; dans les lycées d'externes ils sont payés 1000 francs par

an. Ces sommes d'ailleurs augmentent régulièrement avec le temps passé dans l'établissement et atteignent 500 francs d'une part et 1200 de l'autre ; mais ce n'est qu'à la fin de leur carrière que les agents arrivent à de tels chiffres. Il est évident que si, dans ces conditions, un célibataire peut vivre, il n'en est plus de même si l'agent est marié et père de famille, et l'on comprend M. Dejeante disant à la Chambre des Députés en parlant de personnes gagnant des salaires semblables à ceux-ci : « Ne serait-il pas permis d'appliquer à ce personnel des conditions lui permettant de vivre en travaillant » (1).

La catégorie des employés, qui forment la classe supérieure du petit personnel des lycées, échappe heureusement à ces critiques. Leurs salaires, beaucoup plus élevés que ceux des autres gens de service, leur permettent d'avoir une vie agréable ; ils débent en général à 700 ou 800 francs dans les départements autres que ceux de Seine et Seine-et-Oise et au-dessus de 1000 dans ceux-ci, et, grâce aux augmentations régulières qu'ils reçoivent, ils obtiennent un salaire maximum que l'on peut évaluer à 1600 ou 1800 francs, en y incorporant la nourriture et le logement estimés à 650 francs. Si l'on tient compte qu'ils sont très abondamment nourris, que leurs logements sont en général

1. Séance du 5 février 1903. Journal Officiel du 6.

chauffés et convenablement meublés, on peut voir que leur situation est très satisfaisante, mais il ne faut pas oublier qu'ils représentent le sommet de la hiérarchie du petit personnel des lycées.

Et malheureusement, si les autres gens de service reçoivent également une excellente nourriture, leur sort laisse encore à désirer au point de vue du logement. Leurs chambres ne sont pas toujours chauffées et l'on trouve encore des lycées où le nombre des salles mises à la disposition du petit personnel pour les loger est insuffisant(1). A ce point de vue, la situation des agents des lycées d'externes à Paris est analogue ; car si à première vue, l'indemnité de 650 francs comprise dans leur traitement semble trop faible pour qu'ils puissent se nourrir et se loger, il ne faut pas oublier qu'en fait, la nourriture n'est que pour partie à leur charge.

Si maintenant nous passons au travail, nous pouvons constater qu'il est peu pénible, malheureusement sa durée, ou plutôt le temps de présence au lycée réclamé des gens de service, est encore trop long. Il doivent être là de 5 heures du matin à 10 heures du soir ; leurs journées sont donc de 17 heures avec un travail effectif de 14 heures seulement, d'ailleurs. Cet inconvénient est, toutefois, compensé en partie par le repos hebdo-

2. D'après les gens de service des lycées, le nombre des lycées accordant des chambres non chauffées serait de 23. Journal « L'employé de Lycée », n° de novembre 1907.

madaire que leur a apporté la circulaire du 22 juillet 1907, sans leur causer la moindre diminution sur leurs salaires.

La différence est donc très grande entre leur situation actuelle et celle qu'ils avaient en 1860. Ils étaient alors mal nourris, mal logés, peu payés, accablés de travail, à peu près privés de repos et, pour compléter leur misère, ils vivaient dans des conditions d'instabilité très grandes. Aujourd'hui au contraire, le tableau se présente sous de plus rians aspects ; il existe bien encore des points noirs, comme la médiocrité des salaires et la trop longue durée de la journée de travail, mais par contre, combien d'améliorations n'ont-ils pas obtenues. Ils ont maintenant une nourriture abondante, des logements en général convenables, un travail peu pénible, de nombreux jours de repos, une retraite pour leur vieillesse, et enfin ils jouissent d'une stabilité aussi grande et aussi sérieusement établie que celle des fonctionnaires. Nous croyons donc pouvoir affirmer, sans crainte de nous voir démentir, que la situation du petit personnel des lycées, telle qu'elle est maintenant, malgré les inconvénients qui subsistent et qui, nous l'espérons, vont bientôt disparaître, est devenue une situation assez agréable et l'on pourra désormais espérer, comme le disait Monsieur Briand, voir s'attacher à nos lycées un personnel qui sera d'autant plus disposé à y rester qu'il se sentira traité avec toute la bienveillance que peuvent mériter des serviteurs modestes qui ont,

plus d'une fois, donné des preuves de dévouement dans la maison où ils remplissent leur emploi (1).

Mais si leur situation matérielle s'est beaucoup améliorée depuis 1860, de grands changements se sont également produits au point de vue moral. Nous ne sommes plus en présence d'hommes vivant machinalement, ayant dit un adieu complet à toute vie intellectuelle, et dont le seul plaisir est dans la boisson. Evidemment, nous ne sommes pas non plus en face d'intellectuels, cependant un relèvement moral incontestable s'est manifesté, principalement chez les employés que l'on pourrait presque maintenant comparer à de petits fonctionnaires ; il s'est produit aussi, mais à un degré moindre, chez les agents eux-mêmes. Parmi eux on en trouve, malheureusement peut-être encore trop, qui abusent des boissons, mais ils sont loin de former la majorité du petit personnel comme autrefois, et sans être trop optimiste, on peut prévoir le temps où ils ne seront qu'une très faible minorité.

Examinons maintenant ce qu'est devenue leur situation par rapport à celle de la moyenne de la classe ouvrière. Le sort de cette dernière a également beaucoup changé, soit par suite de son groupement en syndicats professionnels, soit grâce à l'apparition des lois protectrices ; là aussi le bien-être s'est développé.

1. Circulaire du 26 Juin 1906, § IV, dernier alinéa.

La stabilité des ouvriers a légèrement augmenté grâce à leur organisation en syndicats et souvent dans les clauses du compromis qui fait terminer une grève, est spécifiée la reprise de tel ou tel ouvrier congédié. Mais la sécurité qui en résulte est très relative ; la plupart du temps le patron, quelquefois même un contremaître, instruit l'affaire et prononce le renvoi sans qu'il y ait recours contre sa décision ; on ne trouve pas pour eux ces garanties, cette procédure sérieuse, qui écartent toute idée d'injustice et qui protègent d'une façon si efficace le petit personnel des lycées.

Si nous passons au salaire, nous nous apercevons que le gain journalier de la moyenne de la classe ouvrière est beaucoup plus élevé que celui des gens de service qui nous intéressent. Mais il ne faut pas oublier que les ouvriers ne travaillent pas pendant les 365 jours de l'année et ordinairement les hauts salaires correspondent à de très longs chômages. Sans tenir compte des repos provenant de la loi de 1906, on doit estimer la durée minimum du chômage à deux ou trois mois et même plus, si l'on s'en tient aux appréciations des syndicats qui ne portent qu'à 250 au maximum, le nombre de jours de travail par an. D'après l'office du travail, le salaire annuel moyen devrait donc être estimé à 1800 pour Paris et 1200 pour les départements (1).

1. Monsieur Jay : Législation et Economie industrielle. Cours de doctorat (1907-1908).

Ces chiffres sont bien supérieurs à ceux qu'atteignent les salaires des agents dans le département de la Seine ; il en est de même ailleurs malgré les apparences. Les lycées, en effet, se trouvent placés ordinairement dans des villes importantes où le salaire de l'ouvrier est plus élevé que la moyenne générale citée plus haut. Enfin la différence est encore accentuée par ce fait que les ouvriers gagnent ces sommes au sortir de l'apprentissage, tandis que les gens de service ne les atteignent jamais qu'à la fin de leur carrière.

Toutefois, cette supériorité des salaires est fortement contrebalancée par l'avantage de la retraite dont jouit le petit personnel et que la classe ouvrière ne voit encore qu'à l'état de projet.

Au point de vue du travail, les ouvriers semblent plus avantagés car la loi du 30 mars 1900 en a ramené la durée à 10 heures ; or nous ne trouvons rien de semblable pour le petit personnel, excepté pour les gens de service des lycées d'externes qui, nous l'avons déjà dit, ne forment qu'une petite minorité ; ceux-ci mêmes ont une journée un peu plus longue, d'ailleurs. Mais son travail est beaucoup moins pénible que celui que l'on réclame en général de la classe ouvrière ; l'après-midi il ne consiste en grande partie à ne faire qu'acte de présence pour ainsi dire ; ce dont les gens de service souffrent c'est plutôt d'un manque de liberté que d'un trop long et trop pénible travail.

Quant au logement et à la nourriture, leur sort est à

peu près le même ; si le petit personnel a une nourriture plus abondante, les ouvriers de leur côté peuvent plus facilement se loger selon leurs convenances.

Il résulte donc de cette rapide comparaison, qu'en 1908 comme en 1860, la situation des gens de service des lycées est au moins aussi bonne, nous dirions même supérieure, à celle de la moyenne de la classe ouvrière ; car s'ils ont des salaires inférieurs, des journées de travail plus longues, ils jouissent par contre d'un travail moins pénible, ne craignent pas le chômage, bénéficient de l'avantage d'une retraite pour leur vieillesse et enfin vivent dans une très grande sécurité.

Mais cette constatation ne doit pas être un obstacle aux améliorations qu'on pourrait encore apporter à leur sort. Il faut se rappeler que leur situation laisse encore à désirer à deux points de vue principalement et il faut chercher s'il n'y aurait pas moyen d'y porter remède et de leur donner ainsi une situation vraiment satisfaisante.

CHAPITRE V

Etude des desiderata du petit personnel des lycées

Nous venons de voir que la situation du petit personnel des lycées est actuellement assez bonne, qu'elle peut même être regardée comme meilleure que celle de la moyenne de la classe ouvrière, et ceci grâce aux améliorations qui y ont été apportées durant les dernières années. Cependant nous avons vu aussi que pour la rendre vraiment satisfaisante, il conviendrait d'y faire encore quelques modifications ; il faudrait augmenter les salaires et diminuer la durée de la journée de travail. Mais peut-on le faire et dans quelle mesure le peut-on, nous allons essayer de le montrer..

Toutefois ces deux améliorations ne sont pas les seules que l'on doive apporter à la situation des gens de service des lycées. Ils en demandent un certain nombre d'autres, d'importance évidemment secondaires, mais dont la réalisation est d'après eux nécessaire pour faire de leur situation ce qu'elle leur semble devoir être. Ces desiderata sont pour la plupart contenus dans le cahier

de revendications que le comité de « l'Association des Employés et Ouvriers des Lycées de France et des Colonies » a présenté au Ministre de l'Instruction publique en 1907 et qu'une commission examine actuellement.

Il en résulte que si l'on désire chercher ce qu'il convient de faire pour rendre leur situation suffisante, il ne faut pas se borner à étudier les deux seules grandes revendications dont nous parlions, mais aussi examiner leurs demandes secondaires. C'est ce que nous allons entreprendre, et pour voir chaque question nous suivrons l'ordre dans lequel nous les trouvons sur le cahier, enfin nous terminerons par les demandes qu'ils ont pu émettre depuis.

Cet exposé ou cahier des revendications du petit personnel des lycées renferme dix demandes dont quelques-unes sont subdivisées en deux ou trois questions.

La première d'entre elles a trait à un de leur plus anciens désirs : à la réduction de la journée de travail.

Actuellement elle est encore très longue ; comme le cahier nous l'expose le domestique de lycée se lève dès 5 heures en hiver et 4 heures 1/2 en été, et ne peut se coucher avant 10 heures du soir ; c'est là le sort de tout le personnel inférieur des lycées d'internes de beaucoup le plus nombreux. Ce sont donc des journées de 17 heures qui heureusement ne sont pas toutes occupées par le travail ; sans compter le temps des repas

que l'on estime à 1 heure et quart, les gens de service des lycées bénéficient de une heure et demie à deux heures de liberté par jour de 5 heures à 7 heures du soir. Ce qui leur fait 14 heures ou 14 heures $1/2$ de travail réel, et quelquefois mais rarement plus, et non 17 heures en moyenne, comme ils nous le disent ; inconsciemment ils ont poussé le tableau au noir.

Or il nous faut constater en toute justice que le travail qu'on leur demande n'est pas très pénible et moins dur que celui exigé ordinairement d'un ouvrier. Cependant sa durée ne peut manquer de causer chez les gens de service de l'excès de fatigue. Il serait donc bon, au moment où la loi a ramené à 10 heures le travail dans l'industrie, de diminuer également la longueur de la journée.

La nature même du travail effectuée le soir par les domestiques empêche d'en reporter l'exécution de cinq heures à sept heures au moment de la période du repos. En effet, ils ont alors à desservir les tables, nettoyer les réfectoires et laver tout ce qui a servi au repas. On ne peut pas non plus songer à le laisser pour le lendemain, d'abord son exécution serait plus pénible et viendrait retarder le service du matin et surtout il serait absolument contraire à la salubrité et à l'hygiène de laisser la vaisselle et les réfectoires dans un état de malpropreté ; or là où il y a des agglomérations d'enfants il faut y veiller avec grand soin.

On ne peut pas non plus remédier à ce mal par la

création d'un certain nombre d'emplois de garçons supplémentaires, car il faut tenir compte des ressources budgétaires des lycées ; peut-être que les plus importants pourraient supporter l'accroissement de dépenses qui en résulterait, mais ce serait impossible pour les autres, qui bouclent déjà avec assez de difficultés leur budget, maintenant qu'ils sont autonomes.

Si on ne peut abréger leurs journées le soir, peut être, pourrait-on la faire commencer plus tard. En effet, si les travaux de nettoyage nécessitent l'emploi de tous les gens de service après le dîner, car ceux qui veilleraient seuls finiraient trop tard, les domestiques pourraient, peut-être, commencer leur service une fois sur deux le matin à partir de sept au lieu de cinq heures ou quatre heures et demie ; et alors le but serait partiellement atteint. Ils n'auraient ainsi que des journées de 16 heures en moyenne, évidemment encore longues ; mais le travail effectif moyen ne serait plus que de 13 heures. Or cette combinaison nous semble possible : Remarquons tout d'abord que la mesure ne saurait s'appliquer à la maîtresse-lingère et à l'infirmière dont le travail cesse après le coucher des élèves, non plus qu'aux ouvriers, au chef de cuisine et aux concierges, les deux premières catégories pouvant terminer leur service après le repas quant au concierge sa qualité le met hors de cause. Il ne reste donc que les agents et en particulier ceux que l'on nomme garçons de salle. Leur travail jusqu'à sept heures du matin

est peu pénible, il consiste à aérer les dortoirs, découvrir les lits et faire quelques menues besognes de nettoyage, et, auparavant, pendant la toilette des élèves se tenir à proximité au cas où l'on aurait besoin d'eux. Or les dortoirs sont ordinairement proches les uns des autres, il serait donc très possible de faire assurer jusqu'à cette heure le service des deux dortoirs par un seul garçon, l'autre pouvant se reposer pendant ce temps. Ainsi donc, un jour sur deux, chaque agent n'effectuerait qu'un travail de 12 heures ce qui est la durée demandée par le petit personnel.

Evidemment de cette manière on n'accorde pas entièrement satisfaction à leur demande; ils en éprouvent cependant une sensible diminution de la durée du travail et cela sans causer de dépenses nouvelles, sans porter préjudice au bon fonctionnement du service et sans charger beaucoup le travail de chaque agent. Ce serait là, nous le croyons, une façon de solutionner la question au moins momentanément.

A cette revendication peut se rattacher la suivante qui se rapporte également au travail: les gens de service demandent le repos complet, le dimanche, pendant les grandes vacances, car à ce moment la population scolaire est absente. « S'il est impossible de l'accorder pendant l'année scolaire, font-ils remarquer, à cause du plus ou moins grand nombre d'élèves qui restent le dimanche au lycée, cet inconvénient n'existe pas dans les deux mois d'août et de septembre pendant

lesquels le lycée est désert. » Tout d'abord la réponse semble ne pas faire de doute, on doit pouvoir aisément leur faire cette concession. Néanmoins, auparavant, il faut réfléchir que durant ces deux mois le lycée est dépourvu d'une grande partie de son personnel par l'effet de la circulaire du 22 juillet 1907, qui accorde à chacun de ses membres un congé de quinze à vingt jours à cette époque. D'autre part, ceux qui restent sont activement occupés à des travaux de peinture, lessivage et mise en état des locaux. On peut alors se demander si dans ces conditions il est facile d'accorder la journée entière du dimanche au lieu de la demi-journée. Mais ces travaux de nettoyage et de mise en état ne durent guère qu'une quinzaine de jours, au début des vacances et à peu près autant à la fin, il est évident que pendant le temps compris entre ces deux périodes on pourra facilement accorder la journée entière du dimanche aux gens de service restant ; il n'y aurait là aucune difficulté à le faire. La question n'est plus aussi aisée à résoudre pour les dimanches compris dans les périodes de travail. Il nous semble cependant qu'on pourrait leur donner satisfaction ; en effet, le travail que le petit personnel accomplit alors n'est pas un travail qui ne puisse pas être différé comme le service pendant les mois de présence des élèves. Il sera tout aussi bien fait si on le termine un ou deux jours plus tard au début des vacances et si l'on est obligé de recommencer aussi un peu plus tôt à la fin. D'ailleurs une raison milite en

faveur de ce repos. Nous avons vu que pour parfaire les cinquante-deux jours de repos qu'accorde la loi sur le repos hebdomadaire, la circulaire du 22 Juillet 1907, en plus d'un certain nombre de jours indiqués d'avance déclare qu'il faudrait trouver dans le courant de l'année un certain nombre de journées ou de demi-journées ; or il est très difficile d'avoir l'occasion de les accorder, il est donc tout indiqué de profiter de ces dimanches puisqu'il y a peu de dérangements à le faire et qu'en plus l'application de la circulaire citée plus haut pousse à prendre cette mesure que réclame le petit personnel.

Au point de vue du travail, ce sont les seules revendications que nous trouvons, revendications qui nous ont paru légitimes et que nous croyons possible de satisfaire au moins partiellement comme nous venons de l'indiquer.

Passons maintenant à celles qui traitent des avantages matériels que les gens de service reçoivent dans les établissements. Certaines portent sur des questions agitées bien des fois, comme la question du chauffage et de la nourriture, mais d'autres ont un objet tout à fait nouveau.

Tout d'abord ce sont les vieilles réclamations contre le refus d'accorder les prestations de chauffage. Rappelant la circulaire du 26 juin 1906 qui recommandait de donner à chaque domestique une chambre convenablement meublée et chauffée, le cahier des revendications nous apprend que l'hostilité des admi-

nistrations collégiales n'a pas permis qu'on en tienne compte et termine en demandant l'application de la circulaire visée. En outre les gens de service désirent, et c'est la première fois que l'on voit cette demande, qu'on leur accorde en plus des chambres particulières, une chambre commune chauffée en hiver pour pouvoir se réunir à leurs heures de liberté.

Sans tenir compte de l'accusation d'hostilité portée contre les administrations collégiales, accusation dont on peut faire aisément justice en montrant le rôle de ces administrations dans les améliorations apportées au sort du petit personnel, nous sommes obligés de constater que les gens de service n'ont pas dans tous les lycées des chambres chauffées. Malgré cela il faudrait se garder avec soin d'émettre une accusation pareille, car il existe des raisons à un tel état de choses.

Bien souvent, jusqu'alors, les domestiques étaient logés dans des salles dépourvues d'appareils de chauffage, et leur aménagement rendait difficile l'installation d'une cheminée ou d'un poêle ; mais la vraie raison qui a fait hésiter bien longtemps les économistes est la crainte des incendies. Etablir des cheminées ou des poêles dans les chambres des domestiques qui peuvent être amenés par leur service à sortir brusquement sans songer au feu, n'était-ce pas là augmenter considérablement les risques d'incendies. On comprend aisément que ce soit une considération qui ait pu arrêter les

économiques ; ce qui vient à l'appui de cette raison c'est que chaque fois qu'il a été possible de faire passer dans ces chambres des branches de l'appareil général de chauffage, calorifère à vapeur ou à eau chaude, on n'a pas hésité à le faire, quelle qu'ait été la dépense prévue pour ces travaux.

Mais cette crainte dont nous parlons ne doit cependant pas être un obstacle insurmontable ; il est impossible de laisser les gens de service passer des hivers quelquefois rigoureux sans pouvoir se retirer dans une chambre chaude. La seconde partie de leur demande nous fournit peut-être la solution désirée. Ils veulent, en outre, nous venons de le voir une salle commune chauffée. Puisqu'on ne peut songer à faire du feu dans toutes les chambres à cause des dangers qui peuvent en résulter, on peut essayer de concilier les choses en leur donnant une chambre commune chauffée à proximité de leurs logements qui resteraient dépourvus d'appareils de chauffage. Ils auraient ainsi un endroit où se retirer en hiver sans qu'ils aient à craindre le froid et sans qu'on ait à redouter de les voir mettre le feu, car il est bien rare que tous les domestiques se trouvent dérangés en même temps pendant leurs heures de repos.

Ainsi donc cette question depuis si longtemps en suspens pourrait se résoudre de la façon suivante : soit en chauffant les chambres des gens de service avec une ramification de l'appareil de chauffage général, soit en leur accordant une salle commune chauffée à proximité

de leurs chambres et dont le séjour pourrait être rendu plus agréable par la création d'une bibliothèque à leur usage et l'autorisation de certains jeux comme l'expérience en a déjà été faite avec plein succès d'ailleurs dans certains lycées.

Si lorsqu'il s'agit des avantages matériels attachés à l'établissement, la question du logement a été soulevée, il faut nous attendre à voir apparaître la question de la nourriture, qui lui est corrélative. Une circulaire du 26 février 1907 avait prescrit de donner aux gens de service la même nourriture qu'aux élèves. Le cahier de revendications paru deux mois après cette date demandait au ministre de tenir la main à l'exécution de ces ordres qui, dit-il, sont restés lettre morte dans la très grande majorité des lycées. Il semble qu'il y a là un peu de précipitation ; si cette allégation était vraie alors, il y a tout lieu de supposer qu'actuellement il n'y a plus de différence à quelques exceptions près entre leur nourriture et celle des élèves, sauf peut-être pour la question du dessert qui, paraît-il, n'est pas toujours donné aux domestiques. Il n'y a donc pas lieu de changer quelque chose sur ce point ; si, quelquefois, ils n'ont pas exactement la même nourriture, on ne doit pas trop vite crier que l'on déroge aux prescriptions de la circulaire du 26 février 1907, mais il faut réfléchir auparavant que l'économe peut par hasard s'être trompé dans les prévisions et être obligé de donner à quelques-unes des personnes nourries par le lycée, autre chose que le plat

commun. Or les élèves doivent tous être traités de la même façon, il est assez naturel qu'en cas de nécessité ce soit les domestiques qui aient une nourriture différente. Mais, à part ces cas exceptionnels, maintenant, les gens de service sont nourris exactement comme les élèves.

Après cette réclamation qui nous venons de le voir nous semble un peu prématurée, ils en émettent une autre en faveur d'une catégorie spéciale des gens de service. Les concierges des lycées d'externes, nous déclarent-ils, n'ont pas droit à la nourriture comme ceux des lycées d'internes, ce qui est d'ailleurs une observation exacte ; en outre ils font remarquer que les autres gens de service des lycées d'externes la reçoivent gratuitement au petit déjeuner du matin et à midi, ils demandent donc que ce droit soit étendu aux concierges. A ces deux objections la réponse est facile ; tout d'abord si les concierges des lycées d'externes ne reçoivent pas la nourriture comme leurs collègues des lycées d'internes, leur traitement est calculé en tenant compte de cette différence ; il comprend une indemnité représentative de 500 francs. Il ne serait, par suite, pas juste de leur accorder la nourriture en sus de cette somme. Il leur est également impossible de baser leur demande sur ce fait que les autres domestiques sont nourris à midi et le matin, bien que leurs salaires soient calculés comme s'ils devaient se nourrir à leur frais. En réalité ces repas ne leur sont pas donnés gratuitement ; ainsi que nous l'avons vu, le restaurateur qui se charge de nourrir les

élèves demi-pensionnaires qui se trouvent dans les lycées d'externes est tenu d'assurer le service du réfectoire, son nettoyage et celui de tout ce qui a servi au repas. Pour faire ce travail les domestiques du lycée sont mis à sa disposition ; mais comme c'est là un travail supplémentaire, il doit les rémunérer et il le fait en leur donnant le repas du matin et de midi. Or les concierges ne prennent pas part à ce service ; ils n'ont donc aucun droit à faire valoir pour obtenir une pareille faveur. On ne saurait alors en toute justice leur accorder satisfaction sur ce point.

Il est une troisième demande comprise dans leurs revendications énumérées sous la rubrique « nourriture » qui ne regarde en aucune façon cet avantage. On aurait peut-être dû plutôt la placer avec le salaire. Sa place ici s'explique toutefois, car elle est également en faveur d'un certain nombre de concierges.

Les gens de service estiment que les concierges des lycées de filles qui en feront la demande doivent être autorisés, comme certains de leurs collègues des autres lycées, à tenir la vente de la confiserie et de la papeterie aux élèves. Il nous semble que l'on pourrait accéder à leurs désirs ; d'ailleurs si on l'accorde aux concierges des lycées de garçons, on peut croire que l'on pourrait difficilement trouver de bonnes raisons pour le refuser à leurs collègues des lycées de jeunes filles.

En portant la question plus haut, nous savons que dans certains établissements ce privilège de la vente a

été supprimé comme étant immoral et scandaleux. C'est peut-être cette raison qui est cause de la différence de situation entre les lycées de garçons et les lycées de jeunes filles. Ceux-ci étant de création récente, il est possible de ne pas laisser s'introduire cette prétendue mauvaise habitude, tandis qu'il serait assez difficile de faire cesser une coutume depuis si longtemps établie dans les lycées de garçons. Il nous semble qu'il y a là une erreur ; ce reproche nous paraît excessif. D'abord l'immoralité consisterait à voir des enfants se gaver de gâteaux alors que d'autres devraient se contenter de manger leur seul morceau de pain au goûter de quatre heures faute d'avoir de l'argent de poche ; or il est bien rare de voir des enfants complètement dépourvus d'argent ; ensuite pour peu que l'on ait vécu dans un lycée, on a pu remarquer que bien souvent ce ne sont pas les enfants les plus riches qui dépensent le plus en sucreries ou en gourmandises. Enfin le fait d'enlever aux concierges le droit de vente ne changerait rien à l'état de choses existant. On continuerait à voir certains enfants se gaver tandis que d'autres n'auraient rien ; la seule différence existerait dans ce qu'au lieu d'acheter ce qu'ils désirent au concierge, ils l'apporteraient de chez eux en revenant le lundi matin, ou le feraient venir par l'intermédiaire des externes.

Quant à ce qu'il peut y avoir de scandaleux dans ce privilège, il semble qu'il serait facile de remédier au mal. En effet, cette vente est scandaleuse parce que les

concierges réalisent de trop forts bénéfices sur les produits que les enfants leur achètent et que par suite on a pu voir des concierges gagnant plus avec leur vente que des professeurs agrégés ; mais les administrations collégiales peuvent surveiller cette vente, exiger que les prix de chaque objet ne dépassent pas une certaine somme, restreindre les heures pendant laquelle elle est permise et ainsi régler approximativement les bénéfices que les concierges peuvent faire. Si enfin on craignait que l'abus de certaines sucreries ne soit préjudiciable à la santé des élèves, on pourrait indiquer nettement celles dont la vente serait seule permise.

En somme, il nous semble que l'on aurait tort de supprimer ce privilège, d'abord parce que les élèves n'en continueraient pas moins à agir comme par le passé, et ensuite pour un motif qui doit également entrer en ligne de compte. Dans les lycées où la vente est autorisée, le salaire des concierges est très peu élevé parce que justement on considère que les bénéfices qu'ils retirent de leur petit commerce en font partie. Il y a donc avantage pour le lycée, car sans cela on se verrait obligé de rémunérer beaucoup plus cher qu'actuellement ces serviteurs qui occupent un poste de confiance et qui, grâce à cette vente, ne demandent qu'à rester au service du lycée.

Nous abandonnons avec cette question, les réclamations sur les avantages matériels, pour nous occuper

d'un tout autre ordre d'idées. Lorsqu'un domestique tombe malade, on le soigne dans l'établissement ou bien on l'envoie à l'hôpital. Mais si la maladie dure plusieurs mois, et même si elle a été contractée au cours et en conséquence du service, le domestique de lycée cesse de toucher aucun traitement ; de plus, à sa sortie de l'hôpital, il n'est pas, sauf exception, repris par le lycée. Tels sont les griefs que formule l'Association des gens de service, dans son cahier de revendications, et elle réclame qu'en toutes circonstances les gens de service malades reçoivent pendant les trois premiers mois suivants la moitié du traitement et qu'enfin, après leur guérison, le lycée soit obligé de les reprendre dans le même poste ou un poste équivalent. Ils voudraient donc bénéficier d'une mesure analogue à celle accordée au personnel enseignant par la circulaire du 30 mai 1898.

Comment les lycées agissent-ils actuellement ? D'abord lorsque la maladie ne dure pas plus de deux ou même trois mois, la règle généralement suivie, que la maladie soit survenue ou non en conséquence du service, est de payer intégralement le domestique malade et de le reprendre après sa guérison, son service étant assuré par un garçon pris temporairement, quoique l'opinion contraire puisse régner dans le petit personnel. Quand la maladie dépasse cette longueur, on ne peut pas dire qu'il y ait une règle quelconque, et il se peut que certains lycées aient cessé de payer des domestiques

depuis trop longtemps malades. Si l'origine de la maladie n'est pas le fait du service, même si elle survient au cours du service, on ne peut dire vraiment que le lycée commet une injustice en agissant ainsi ; peut-être pourrait-on prétendre tout au plus qu'il manque à un devoir d'humanité, mais c'est là, nous semble-t-il, le seul reproche qu'on pourrait lui faire. Car en payant le domestique pendant les premiers mois de la maladie, il fait plus que ne font la plupart des patrons envers leur personnel.

Mais si, au contraire, la maladie était une conséquence du service, c'est un véritable devoir de rémunérer le domestique malade. Seulement, ce que l'on pourrait exiger des lycées ne devrait pas dépasser ce que la loi du 9 avril 1898 exige des patrons dans l'industrie, c'est-à-dire une indemnité journalière égale à la moitié du salaire que les gens de service auraient reçu, et en cas d'incapacité absolue de travailler, une rente égale aux deux tiers de leur salaire annuel. Dans ce dernier cas, nous savons déjà que le domestique peut obtenir prématurément sa retraite, que vient augmenter une bonification d'après l'article 11 de la loi du 20 Juillet 1886. Mais cette retraite est alors trop faible, le lycée est alors moralement tenu de faire vivre ce domestique d'une façon convenable. Il y a deux manières de résoudre la question ; on pourrait, comme le proposait

le projet de retraite des gens de service (1), ajouter un nouvel article au décret du 11 mai 1907, portant que le lycée devrait compléter la retraite du domestique mis dans l'incapacité de travailler par suite d'un accident dû au service, si ces rentes bonifiées n'atteignaient pas une certaine somme fixée d'avance à un chiffre estimé nécessaire pour vivre d'une façon convenable. Pour remédier à l'absence de réglementation, on pourrait aussi suivre l'exemple de certains lycées (2) qui, pour éviter tous les inconvénients que ne saurait manquer d'amener un tel évènement, ont contracté une police d'assurance au profit de leurs gens de service les plus exposés. L'intérêt des deux parties est évident ; le lycée, qu'il survienne une maladie ou un accident qui pourrait être l'origine de nombreux désagréments pour lui et coûter en outre de fortes indemnités, grâce à la faible somme versée, chaque année, à une compagnie d'assurances est débarrassé de tout souci ; le domestique de son côté est assuré qu'il ne restera pas dans le besoin s'il ne peut plus travailler et qu'en cas de mort sa famille recevra des secours ; de plus il n'a pas à redouter l'aléa d'un procès. Il nous semble donc avantageux pour les lycées et les gens de service de voir se répandre cet usage.

Nous trouvons ensuite une réclamation qui est très

1. Voir plus haut, page 119.

2. Lycée Michelet et lycée Condorcet.

juste et très logique, mais ce qu'elle demande n'est que la continuation de l'état des choses présent et non pas une innovation. En effet, que veulent-ils ? Après avoir rappelé que les postes d'employés sont mieux rétribués que les autres ; que, parmi les agents eux-mêmes, les salaires des différentes catégories ne sont pas uniformes, ils demandent que les titulaires de ces postes soient pris parmi les agents touchant des gages moindres. D'après eux, la chose ne se passe pas ainsi : la règle serait que, dès qu'un domestique donne satisfaction dans un service, il y soit irrévocablement maintenu. Un bon agent serait à raison même de l'excellence de ses services, privé de tout espoir d'atteindre jamais un emploi supérieur. Dorénavant, les économistes devraient être tenus de faire leur choix parmi les agents déjà au lycée, de n'employer que dans les emplois inférieurs les gens de service débutants.

Comment les choses se passent-elles donc réellement ? Lorsqu'un poste mieux rétribué se trouve être vacant, l'économiste ne manque pas, malgré les dires du petit personnel, de nommer un agent inférieur qui donne toute satisfaction dans son service et qui présente toutes les qualités requises pour cet emploi. C'est là un acte de bonne administration ; mieux vaut prendre quelqu'un que l'on connaît déjà, que l'on a su apprécier, qu'un inconnu, fût-il muni des meilleurs certificats possibles. Mais ce qui a pu donner naissance à l'erreur des gens de service qui ont vu là une injustice, c'est

que tout agent n'est pas capable de remplir d'autres emplois que le sien, quand bien même il y excellerait. Tel domestique dont le travail est irréprochable fera-t-il l'affaire autre part? Tel garçon d'administration ou de dortoir dont on a qu'à se louer, aura-t-il les qualités nécessaires pour faire un dépensier, un chef des garçons par exemple? Ici est le nœud de la question; il est évident qu'on ne peut pas nommer qui que ce soit aux postes supérieurs; par conséquent, qui pourra décider que tel agent est apte ou inapte à ce poste? Certainement, il n'y a que l'économe qui connaisse suffisamment les qualités de chacun des gens de service pour juger en parfaite connaissance de causes; et si, bien qu'il y ait parmi le petit personnel des domestiques qui exécutent très bien leur travail, il n'en trouve pas qui présentent les qualités demandées, il sera dans l'obligation de prendre pour cet emploi envié un simple débutant. C'est ce qui arrive assez souvent et ce que les gens de service ne peuvent admettre, car il est bien rare de trouver quelqu'un qui ne se croit pas capable de remplir un emploi supérieur au sien, quelque différent qu'il soit. Il ne se passe donc là, en réalité, que ce que les gens de service demandent : l'économe choisit pour les emplois mieux rétribués, les agents inférieurs « dignes d'avancement ».

La règle qu'ils réclament serait donc inutile; les choses ne peuvent que continuer comme elles vont actuellement. Ce que l'on peut faire pour les agents dont

on est particulièrement content, mais que l'on ne peut nommer à un poste inférieur, c'est de leur donner une plus forte part de boni dont la distribution est très justement laissée à la disposition de l'administration collégiale.

Nous passons à un tout autre ordre d'idées avec la revendication suivante. Les gens de service demandent la gratuité de l'instruction dans les lycées. Ils s'appuient sur le fait que les professeurs et les répétiteurs profitent de cette gratuité pour leurs enfants alors que leur traitement leur permettrait de se passer de cette faveur, tandis que les gens de service des lycées avec leur 30 ou 35 francs par mois ne peuvent faire face à ces dépenses ; enfin, disent-ils, quelques proviseurs appliquent déjà cette mesure.

Sans entrer dans la question de savoir si les droits à l'instruction gratuite de leurs enfants sont équivalents à ceux qui l'ont fait accorder aux fils des fonctionnaires, ce qui sort de notre sujet, examinons si vraiment l'application de la mesure demandée profiterait au petit personnel des lycées.

Il nous semble, au contraire, que ce serait leur rendre un mauvais service que de les écouter en l'occurrence. Si la demande consistait à ne réclamer que le droit de suivre les études primaires dans les classes inférieures du lycée, on pourrait leur faire remarquer que les enfants recevraient à l'école communale une instruction aussi bonne et que, de plus, ils n'auraient pas à payer

les faux-frais qui existent toujours à la charge des boursiers dans les lycées. Mais où l'erreur du petit personnel me paraît grande, c'est qu'ils semblent vouloir également le droit à l'enseignement secondaire gratuit. A cela s'oppose d'abord une raison pécuniaire ; s'il existe toujours des petits frais pour les boursiers des classes inférieures, ces frais augmentent assez rapidement aussitôt que les élèves arrivent aux grandes classes. Il en résulterait une charge qui ne pourrait que peser très lourdement sur le faible salaire du père de famille. D'ailleurs une fois les études secondaires terminées, comment aborder les études supérieures dont le coût est considérable. Même s'il obtient une bourse à la sortie du lycée, ou un emploi qui lui assurera sa vie, il est bien rare si à cause de ces études, le fils de cet agent ou de cet employé ne reste pas plus ou moins à la charge de sa famille jusque vers l'âge de 25 ans. Il y a donc là une considération très importante qui s'oppose fortement au désir des gens de service. Ce n'est pas, toutefois, la seule raison qui empêche de leur accorder la gratuité de l'instruction dans les lycées ; il en est une autre très sérieuse. Nous avons considéré le cas où le jeune homme réussissait dans ses études ; or, nombreux sont les lycéens qui ne peuvent pas subir les épreuves du baccalauréat avec succès. Si les fils des gens de service se trouvent dans cette situation, que deviendront-ils ? A dix-huit ans, ayant acquis des goûts, des habitudes qui les tiennent éloignés de leur milieu originel,

n'ayant pas de grades universitaires, sans métier entre les mains, sans fortune, que feront-ils ? Il est hors de doute que la majorité viendra grossir le nombre des déclassés. On voit donc que cette deuxième raison s'oppose avec tout autant de force que la première à leur demande et ne permet pas de lui faire un bon accueil.

D'ailleurs, elle semble d'autant moins nécessaire que si l'enfant, dans les classes inférieures ou à l'école communale, montre des dispositions certaines pour les études, il pourra passer l'examen des bourses, ce qui lui permettra de les continuer ; ainsi on sera à peu près assuré qu'il réussira plus tard à ses examens, du moins l'aléa sera moins grand que s'il entrait au lycée sans avoir passé ce concours. Si par hasard un enfant qui méritait cependant de réussir échouait à cet examen, le proviseur, grâce à ses pouvoirs, peut lui accorder exceptionnellement de continuer ses études gratuitement au lycée pendant un an, jusqu'au nouveau concours de bourses. Il nous semble donc que la façon d'agir actuellement en usage est très raisonnable et que, comme nous pensons l'avoir montré, une telle mesure serait plutôt aller à l'encontre de l'intérêt véritable des gens de service des lycées.

Avec la revendication que nous trouvons ensuite sur le cahier nous retournons à la question des avantages matériels ; elle nous paraît plutôt provenir d'un défaut d'observation que répondre à un besoin réel. Le petit personnel, en effet, réclame une indemnité de logement

pour les agents mariés des lycées d'externes. Nous avons vu que par une circulaire du 27 février 1907 le ministre de l'Instruction publique recommandait aux administrations collégiales de l'accorder aux agents mariés des lycées d'internes, qui ne peuvent pas jouir des avantages du logement ; mais il y a une raison pour que cette circulaire ne s'occupe que des domestiques de ces derniers lycées ; ces gens de service, en effet, quoiqu'obligés de chercher un logement hors de l'établissement, étaient toujours considérés au point de vue des gages comme logés au lycée et par conséquent recevaient un salaire annuel diminué de la somme représentant l'indemnité de logement qui est comprise dans les gages des gens de service des lycées d'externes que l'on a toujours considérés comme devant habiter hors de l'établissement. On voit donc par là qu'il ne saurait être question de leur étendre le bénéfice d'une circulaire qui ferait double emploi avec leur mode de paiement.

La raison qui les a poussés à présenter cette demande existe cependant. Dans les lycées d'externes où le salaire de tout le petit personnel est calculé en tenant compte de ce que cette indemnité y est englobée, logent cependant un certain nombre de domestiques non mariés. Mais il ne s'agit pas là d'un pur favoritisme, c'est la nécessité qui a poussé à agir ainsi. Ceux qui reçoivent un logement au lycée ont un emploi supplémentaire qui les oblige à y rester la nuit ou une partie de la

nuît : par exemple l'agent dont le service comprend l'entretien des calorifères en hiver, celui qui garde la caisse, ceux dont le rôle est de prévenir en cas d'incendie et d'organiser les premiers secours, tous ceux-là doivent être logés au lycée. Ce logement peut être considéré comme le paiement de ces services présents ou probables que l'on attend d'eux et que les domestiques mariés n'ont pas à rendre et, c'est pour l'avoir oublié que les gens de service réclament une indemnité de logement pour ces derniers. Dans ces conditions ce serait au contraire accomplir un acte de favoritisme injustifié en faveur de toute une partie du petit personnel qui n'a aucune bonne raison à faire valoir pour obtenir une pareille faveur.

Nous arrivons enfin à la plus importante de leurs revendications, à celle qui leur tient le plus au cœur, c'est-à-dire à la question de l'augmentation de leurs traitements. Ils réclament depuis longtemps à ce sujet et depuis plus longtemps peut-être l'administration supérieure s'est rendue compte de la nécessité d'élever leurs salaires. Cependant en 1908 nous les voyons vivre avec les mêmes gages qui en 1893 avaient motivé un article de Monsieur Jules Gautier dans la Revue de l'Enseignement secondaire. Aussi ne faut-il pas s'étonner si à l'heure actuelle les administrations collégiales et l'administration supérieure sont d'avis de les augmenter. Examinons donc ce que proposent exactement les gens de service.

« Il est impossible, disent-ils, de se tirer d'affaire avec un salaire moyen de 30 à 35 francs. Et cette impossibilité est encore aggravée dans le cas où l'employé (1) est marié et a des charges de famille. Nourrir, élever, vêtir deux ou trois enfants et leur mère avec 1 franc par jour, c'est là un problème insoluble ». C'est un point sur lequel tout le monde est d'accord. Pour remédier à cette situation, avant d'aborder vraiment la question, ils proposent d'abord de remplacer les sommes que les administrations collégiales leur allouent chaque année sur le boni, par une augmentation fixe de leurs salaires. On reconnaît, ajoutent-ils, la médiocrité des gages en y ajoutant cette gratification, et ils s'élèvent contre son mode de distribution qui accorde des parts très inégales aux gens de service. Il nous semble, au contraire, qu'il est juste de laisser sur cette somme aléatoire du boni, liberté complète aux administrations collégiales ; ainsi que nous le disions plus haut, elles ont là un moyen de récompenser les agents dont elles sont contentes mais qu'elles ne peuvent cependant nommer à un emploi supérieur, à cause des qualités supérieures qu'on y demande. La participation au boni nous paraît, en aucun cas, devoir être assimilée à une augmentation fixe du salaire, d'ailleurs la forme aléatoire qu'elle revêt empêche ipso facto de la distribuer sous cette forme.

1. Ils parlent de tous les gens de service.

Cette question incidente tranchée, voyons le projet que présente le cahier. Jusqu'ici les agents, les membres les moins payés du petit personnel et qui, par conséquent, nous intéressent le plus ici, débutaient à Paris à 360 francs dans les lycées d'internes et à 1000 francs dans les lycées d'externes ; ils arrivaient au traitement maximum de 600 à 1300 francs. Dans les départements le salaire initial était souvent inférieur (1), et le salaire maximum n'atteignait pas 600 francs. Les augmentations avaient lieu généralement après 2, 4, 10 et 20 ans de service au minimum, mais il n'y avait pas de limite supérieure, les économes pouvaient les faire attendre aussi longtemps qu'ils le jugeaient nécessaire. Le projet du petit personnel s'occupe des deux questions, il comprend d'abord un classement puis un relèvement des gages de début.

« Notre projet, disent-ils, fixe le traitement de début pendant les deux années de stage, et un classement qui permettrait une augmentation de 100 francs tous les deux ans jusqu'à la première classe qui serait obtenue après 10 ans de service. Les grandes lignes de ce projet seraient les suivantes : il y aurait cinq classes. L'employé de lycée entrerait aussitôt après sa titularisation, dans la 5^e classe. La promotion à une classe supérieure aurait lieu tous les deux ans, en sorte que dix ans

1. Au lycée de Toulouse, par exemple.

d'ancienneté de services donneraient droit à la promotion à la première classe ». Et ils font suivre cette déclaration de tableaux comprenant leurs propositions pour les salaires ; dans les lycées d'internes de Seine et de Seine-et-Oise, ils portent le salaire initial des garçons de salle, qui sont les agents les moins rétribués, à 700 francs ; ceux des autres gens de services varieraient entre 800 francs au garçon d'administration et 1300 francs au chef de cuisine ; dans les départements, les salaires des garçons de salle seraient de 600 francs, les autres membres du petit personnel recevraient de 700 au garçon de bureau à 1100 francs au chef de cuisine. Dans ces établissements, naturellement, en plus de ces gages en numéraire, les gens de service continueraient à recevoir la nourriture et le logement. Enfin dans les lycées d'internes, où ils n'obtiennent pas ces avantages, les divers agents auraient un salaire initial de 1200 francs, quant aux concierges qui représentent seuls la catégorie des employés dans ces établissements, ils toucheraient 1300 francs et leurs femmes 500. Telles sont les propositions émises par l'Association des Employés et Ouvriers dans le cahier de revendication.

Ce classement, tel qu'il est conçu ici, nous semble mériter certaines critiques. Nous ne nous élevons pas contre le nombre de classes proposées ni contre le chiffre de l'augmentation qui résulterait de la promotion de l'une à l'autre, car ils nous semblent très raisonnables et peuvent être aisément admis. Mais il n'en est

pas de même du nombre d'années nécessaires pour obtenir une promotion de classes ; elles seraient uniformément de deux ans et de plus les administrations collégiales devraient, semble-t-il résulter de la lecture du projet, obligatoirement promouvoir les bons comme les mauvais domestiques, sans distinction, de sorte qu'ils seraient tous de première classe après dix ans de service. On ne peut manquer d'être frappé de la brièveté du temps demandé pour passer d'une classe à une autre et pour arriver à la première ; en dix ans les gens de service seraient ainsi augmentés de 500 francs, c'est évidemment exagéré. Cette façon d'agir nous paraît d'autant plus mauvaise que nous verrions les domestiques des lycées, après avoir obtenu de nombreuses et rapides promotions, cesser complètement d'être augmentés et rester pendant 20 ou 30 ans aux mêmes salaires. Il est certain que les gens de service qui auraient atteint leur maximum de gages à 35 ans, pourraient fort bien plus tard élever des plaintes amères et réclamer de nouvelles augmentations pendant la période de 20 ans qui leur resterait à faire. En outre, le projet ne laisse pas assez de latitude aux administrations collégiales ; s'il est bon de ne pas permettre de laisser les gens de service trop longtemps avec les mêmes gages, il convient également de pouvoir faire passer au choix à une classe supérieure ceux dont on est particulièrement satisfait. On pourrait donc, croyons-nous, modifier avantageusement le projet ainsi

qu'il suit : le nombre des classes restant le même, la durée du stage nécessaire pour obtenir une promotion augmenterait progressivement à mesure que l'on arriverait aux classes supérieures, de sorte que la première ne pourrait être atteinte qu'après 20 ans de services ; soit, par exemple, 2 ans dans la 5^e, 3 dans la 4^e, 5 dans la 3^e et 8 dans la 2^e, c'est-à-dire qu'un agent qui entrerait en fonctions au lycée après son service militaire serait de première classe à 43 ans ; il pourrait jouir pendant 7 ans de son salaire maximum en admettant qu'il prenne sa retraite à 50 ans et pendant plus de 20 ans s'il ne la demandait qu'à 65 ans. Mais ce stage ne serait qu'un minimum ; les administrations collégiales seraient autorisées à retarder la promotion d'une année ou de deux, et, afin de sauvegarder les intérêts des gens de service, cette mesure ne pourrait être prise qu'après avis du Conseil de discipline. Enfin pour les agents qui entreraient au service du lycée à un âge déjà avancé, la durée du temps nécessaire pour obtenir une promotion pourrait être réduite. Ce serait en somme l'application au petit personnel de règles analogues à celles usées pour l'avancement des professeurs.

Quant aux chiffres proposés pour les gages de début ils nous paraissent un peu forts, car, en réalité, il ne s'agit là que d'un travail qui n'exige aucun apprentissage. Il est évidemment nécessaire de relever leur salaire, mais il ne faut pas non plus tomber dans l'excès contraire qui consisterait à surfaire la valeur de leurs

services. Si on acceptait leurs propositions on verrait dans l'enseignement secondaire ce fait anormal : de simples agents qui n'ont besoin d'aucune connaissance spéciale, gagner autant que des répétiteurs de collège, et des employés recevoir un traitement équivalent à celui de professeurs de 2^e ordre. Or il n'est pas nécessaire d'aller jusque là pour leur donner des salaires convenables. Il nous semble qu'en portant à 500 francs les gages des agents les moins rétribués on arriverait à ce résultat ; en effet dès leur entrée au lycée ils recevraient un traitement réel de 1150 francs si l'on estime la nourriture et le logement à 650 francs ce qui est très faible vu la qualité de ce qu'on leur donne, et ils atteindraient un maximum de 1650 francs. Il ne fait aucun doute que ces sommes sont suffisantes pour leur permettre même d'élever une famille ; ce qui le prouve, c'est que les gens de service eux-mêmes qui évidemment sont portés à demander des salaires supérieurs à ceux vraiment nécessaires, s'arrêtent à ces chiffres quand ils font des propositions pour les agents des lycées d'externes ; en effet d'après eux ceux-ci devraient recevoir de 1200 francs au début à 1700 francs ce qui se trouve être à 50 francs près ce que nous proposons. Ainsi donc le petit personnel des lycées d'internes de Seine et de Seine-et-Oise devrait toucher des salaires dont le plus faible ne pourrait pas être inférieur à 500 francs et le plus élevé supérieur à 1100 francs au début, et dans les lycées d'externes on devrait porter les

salaires aux chiffres proposés, c'est-à-dire à 1200 francs pour les agents et 1300 pour les concierges.

Quant aux lycées des autres départements il semble également nécessaire de donner à leur petit personnel des gages plus faibles que ceux portés sur le cahier des revendications ; mais les différences du coût de la vie dans les différentes régions de la France ne permettent pas de fixer un taux uniforme. On pourrait fixer à 500 ou 400 francs le salaire des agents les moins rétribués en se basant pour le faire sur le prix de la pension qui est toujours en rapport avec la cherté de la vie dans la contrée ; quant aux traitements des autres gens de service ils seraient établis proportionnellement à ceux-ci.

C'est ainsi, nous semble-t-il, une façon de résoudre la question du relèvement des salaires, mais ces nouveaux tarifs causeraient des dépenses importantes que les ressources des lycées ne pourraient pas supporter. Pour les appliquer il faudrait faire appel à l'Etat ; sa participation au paiement des gens de service peut se comprendre de deux manières ; ou, comme dans les collèges, une moitié du petit personnel serait complètement rétribuée par lui, ou bien, le lycée paierait le traitement initial de tous les domestiques et toutes les augmentations provenant des promotions seraient à la charge de l'Etat ; c'est cette seconde méthode que nous préférons car elle a l'avantage de placer tous les gens de service sur le même pied.

Cette revendication était la dernière de celles que contenait le cahier que le comité avait présenté au ministre; mais après sa remise, deux nouvelles réformes parurent nécessaires; la première a trait à la présence d'un avocat auprès du domestique appelé devant le conseil de discipline; la seconde demande que les circulaires qui modifient leur situation soient portées à leur connaissance.

Cette dernière nous semble non seulement juste, mais aussi utile; il est bon que chacun connaisse l'étendue de ses droits. Souvent, l'obscurité dans laquelle est tenu le règlement, est une cause de malentendus; et elle ne pourrait que créer de la méfiance entre les administrations collégiales et le petit personnel. Au contraire, celui-ci ayant une parfaite connaissance de ses droits verra que l'on ne songe pas à abuser de lui, comme il peut être porté à le croire s'il ne connaît les textes qui le régissent et pourra apercevoir plus facilement tous les actes de bienveillance de ses supérieurs à son égard.

L'autre demande paraît moins nécessaire; le soin avec lequel est composé le conseil de discipline semble la rendre inutile. Malgré tout les raisons apportées par le président de l'association sont très fortes: « Les camarades, dit-il, n'ont pas toujours l'instruction nécessaire pour pouvoir présenter utilement les observations que comporte leur défense; en outre l'émotion les prive le plus souvent de la liberté d'esprit et du sang-froid

dont ils auraient besoin dans la circonstance. » On ne saurait nier qu'il y a là des raisons réelles pour admettre la présence d'un avocat ou d'un camarade moins intimidable à côté de l'accusé ; toutefois la parfaite impartialité de ce conseil qui résulte du choix de ses membres rend cette mesure inutile ; ils sauront au besoin montrer à l'inculpé que ce ne sont pas des ennemis qu'il a devant lui, et lui permettront par leur bienveillance de reprendre son sang-froid.

Voici étudiées rapidement les revendications dont l'adoption semblait nécessaire au petit personnel des lycées pour rendre leur situation telle qu'elle devrait être. Nous avons essayé de montrer que l'on devait en écarter un certain nombre et que l'on pouvait en accepter d'autres soit comme elles sont proposées, soit en les modifiant. En résumé il nous a paru qu'aux améliorations apportées jusqu'à ce jour à la situation des gens de service des lycées il serait bon de faire les additions suivantes pour la rendre tout à fait convenable : il faudrait que le salaire initial des agents les moins rétribués ne soit jamais inférieur à 500 francs ou 400 dans certaines régions et qu'ils obtiennent des augmentations régulières après un nombre d'années de service dont le minimum et le maximum seraient fixés d'avance, ensuite que l'on porte leur journée de travail un jour sur deux à 12 heures et qu'enfin on leur donne au moins une chambre commune chauffée si on ne peut faire plus. Outre ces principales améliorations il y

en a d'autres qu'on pourrait aussi introduire avantageusement ; ce serait de leur accorder le repos complet du dimanche durant les grandes vacances, de porter à leur connaissance les circulaires qui les intéressent et enfin d'ajouter un article au décret de 1907 en faveur des gens de service victimes d'accident de travail.

Et alors, on peut être assuré que si de tels changements survenaient, le relèvement moral que les améliorations précédentes ont déjà commencé, ne ferait que se développer et, comme nous le disions au début de ce travail, les lycées posséderaient bientôt un petit personnel sérieux, travailleur, dévoué aux intérêts de la maison où il se trouve et qu'il ne chercherait pas à quitter, au grand avantage et des élèves et des lycées eux-mêmes.

CHAPITRE VI

A qui doit-on attribuer les améliorations ?

A qui le petit personnel des lycées doit-il attribuer ces améliorations qui d'une misérable situation en ont fait une enviable ? Il est évident que le grand mouvement humanitaire qui s'est développé dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, quand on commençait à penser que les humbles classes des travailleurs avaient droit au bien-être comme les autres classes de la société, a joué un rôle important ; l'origine de toutes les mesures de protection peut lui être imputé ; mais ce qu'il importe de savoir c'est à qui sont dus directement les changements qui ont été apportés à leur sort ; cette sentimentalité ne saurait, en effet, donner de résultats par elle-même. Nous pourrions voir ainsi que pour le petit personnel des lycées, la protection se produisit d'une façon analogue à celle de la classe ouvrière en général, c'est-à-dire qu'on ne rencontre que peu ou pas de réformes tant que les ouvriers ne sont pas groupés, et qu'ensuite elles se précipitent impor-

tantes et nombreuses. Jusqu'en 1884 la situation des ouvriers était des plus lamentables, isolés, sans défense devant la puissance patronale ils étaient obligés de subir toutes les conditions que leurs employeurs voulaient leur imposer. Mais après qu'on leur eut accordé le droit de se grouper pour défendre leurs intérêts professionnels ils se réunirent en syndicats, obtinrent d'abord des concessions de leurs patrons jusqu'au jour où enfin parfaitement organisés ils réussiraient à faire connaître leurs besoins et leurs désirs. Alors des décrets, des lois sont venus protéger ceux dont naguère on ne s'occupait que pour les pressurer et pour en tirer le plus de travail possible. Il en est de même pour les gens de service des lycées ; isolés, devant une administration supérieure qui leur paraissait tout au moins indifférente à leur égard, ils ont trop longtemps mené une vie malheureuse sans oser élever la voix. Ce n'est d'ailleurs qu'après avoir vu leur situation s'améliorer du fait de cette administration dont ils se défiaient qu'ils pensèrent à se grouper pour réclamer des droits. C'est, en effet, une vérité connue que les hommes ne peuvent songer à se réunir pour la défense de leurs intérêts communs que lorsqu'un certain bien-être règne déjà parmi eux ; les malheureux accablés sous la misère, n'ont pas le temps ni l'argent nécessaires pour la lutte à entreprendre. Ainsi le petit personnel des lycées se réunit-il en association pour l'amélioration de son propre sort dès que se fut fait sentir le relèvement ma-

tériel dont nous venons de parler ainsi que le relèvement moral qui en est la conséquence. Mais quelle a été son influence ? C'est ce que nous allons essayer de montrer.

De prime abord nous pouvons nous apercevoir que leur influence a été réelle ; en effet en étudiant l'évolution de cette classe de travailleurs, nous avons pu voir que les premiers actes qui améliorèrent leur situation étaient des mesures de pure administration, quelquefois pourtant des mesures de protection, mais qui alors ne s'adressaient qu'à un nombre très restreint de gens de service qu'elles faisaient, en quelque sorte, sortir du petit personnel des lycées. Pendant très longtemps elles continuent à être spéciales et ce n'est que dans les dernières années que l'on voit apparaître des mesures générales qui améliorent d'une façon importante leur situation et qui évidemment sont nées sous leur influence tout comme celles qui dans le domaine général tirent leur origine de l'initiative de la classe ouvrière.

Examinons donc à qui elles sont dues ; d'après ce que nous venons de dire il ne faut pas s'attendre à voir apparaître les gens de service eux-mêmes comme promoteurs d'une réforme avant longtemps. Ce n'est donc tout d'abord qu'à l'administration supérieure ou aux administrations collégiales qu'en sera due l'initiative et encore ces dernières se borneront-elles souvent à améliorer la situation de leur petit personnel sans pousser à la création d'une mesure de protection générale.

Cependant l'arrêté de 1863 qui fait passer le choix des domestiques du proviseur à l'économe, peut avoir eu lieu pour généraliser une mesure prise par certaines administrations collégiales, ou encore à la suite de plaintes émanant des économes ; mais si rien ne vient en contradiction avec ces théories, par contre rien non plus ne vient les appuyer et il pourrait être téméraire de les soutenir. Il n'y a au contraire aucun doute sur l'origine des mesures que nous trouvons ensuite, ce sont les circulaires qui réglementent la nomination des maitresses-lingères et des concierges. Il est de toute évidence que l'initiative n'en est pas venue des administrations collégiales, ni des gens de service. Ce n'était pas l'intérêt des proviseurs ni des économes de demander des serviteurs sur lesquels leur autorité eut été moindre, pas plus que celui des domestiques de se voir fermer l'accès de postes agréables, qui semblaient devoir leur revenir de droit. D'ailleurs les motifs qui ont poussé à prendre ces mesures ne laissent aucun doute à cet égard, c'est, d'une part, de soulager des infortunes particulièrement intéressantes, de secourir des personnes qui ne faisaient pas partie du petit personnel, c'est, d'autre part, la nécessité de trouver de nouveaux débouchés pour le nombre croissant de sous-officiers.

Quant à la circulaire de 1866 qui interdit de distraire du service général de la maison des domestiques payés par le lycée pour les employer dans les appartements particuliers des proviseurs et économes, le motif qui

l'inspire est d'ordre budgétaire ; on ne veut pas que ces fonctionnaires fassent payer par le budget du lycée leurs serviteurs. Elle émane évidemment des observations des inspecteurs généraux de l'économat, et par suite de l'administration supérieure ; il en est de même de toutes les mesures subséquentes qui s'occupent de cette question, excepté peut-être celle de 1906 dont l'origine serait paraît-il, une plainte des gens de service.

Nous sommes maintenant en présence de la mesure qui eut pour but d'exiger la présentation d'un extrait du casier judiciaire de toute personne qui viendrait postuler un emploi dans un lycée. C'est pour empêcher ou du moins pour diminuer les plus graves erreurs qui, malgré les précautions des économes se produisaient dans le choix des domestiques, que l'administration supérieure estima nécessaire de prendre une telle mesure qui éliminait d'elle-même les candidats les plus sujets à caution.

Jusqu'ici tous les changements dans le sort du petit personnel sont dus à l'administration supérieure mais l'amélioration qui en est résultée est très faible ou très spéciale ; ce sont des mesures de simple administration et non de protection. La première qui implique parfaitement l'idée de protéger tous les gens de service est la circulaire de 1883 qui relève les gages de début des domestiques et crée des augmentations régulières ; elle apporte une véritable amélioration à leur situation, mais malheureusement elle est encore spéciale en ce sens

qu'elle restreint son application aux seuls lycées des départements de Seine et de Seine-et-Oise. Son origine semble devoir être cherchée dans les plaintes des administrations collégiales devant les trop fréquents départs de leurs domestiques qui, vu la modicité des salaires reçus, ne restaient là que le temps de trouver un emploi mieux rétribué, chose assez facile à Paris.

La mesure, que nous trouvons ensuite, bien qu'elle soit due uniquement à l'initiative de l'administration supérieure, a été prise dans un but de protection indéniabie. C'est la circulaire de 1890 qui déclare que les gens de service convoqués pour des périodes d'exercices de 28 jours continueront à recevoir leurs salaires pendant ce temps et retrouveront leur place à leur retour. Ce qui donne plus de valeur à cette mesure prise au lendemain de la promulgation de la loi de 1889, c'est qu'aujourd'hui encore on ne trouve rien de semblable dans l'industrie ; la plupart des ouvriers ne sont pas payés durant leurs 28 jours et perdent leur place.

En somme dans cette période qui s'étend de 1860 à 1890, presque toute initiative venait de l'administration supérieure, mais comme elle ne connaissait pas les besoins des gens de service, son action ne pouvait avoir pour résultats que de produire des actes d'administration et non de protection ; ce n'est guère que lorsque les mesures sont prises à la suite de plaintes des administrations collégiales mieux renseignées sur leurs besoins, que l'on voit s'améliorer leur situation, comme à la

suite des circulaires de 1883. Nulle part ne se fait sentir l'action des domestiques ; faibles et isolés ils ne pouvaient rien. Mais grâce à l'augmentation de leurs salaires, ils allaient sortir de cette condition où ils ne peuvent songer à défendre leurs intérêts à cause de l'accablement produit par un travail excessif et un salaire trop faible, d'autant plus que leurs journées de travail diminuaient également grâce à la bienveillance des administrations collégiales qui leur accordaient de plus en plus souvent le repos de 5 heures à 7 heures du soir. L'aspect des vingt dernières années allait donc être différent de celui de cette première période ; alors que nous n'avons rencontré que de rares mesures protectrices, nous allons au contraire les voir se multiplier sous l'influence de l'action du petit personnel qui a enfin pris conscience de lui-même.

Toutefois la première mesure que nous rencontrons émane évidemment de l'administration supérieure ; c'est l'arrêté de 1894 qui crée les aides-de-physique ; il fut probablement pris à la suite de la demande des professeurs, mais n'est certainement pas dû à l'initiative des administrations collégiales ni des gens de service.

Cette même année 1894 avait déjà vu apporter une amélioration à leur sort. Monsieur Jules Coutant, député de la Seine avait obtenu d'un vote de la Chambre qu'une somme de 50.000 francs, destinée à l'augmentation des salaires des gens de service des lycées fut inscrite au budget. On peut reconnaître deux origines à cette mesure ;

d'abord les démarches des gens de service des lycées auprès d'un de leurs députés, en second lieu le désir de l'administration supérieure ainsi que le prouve l'article de Monsieur Jules Gautier dans la Revue de l'Enseignement secondaire en Juin 1893.

Cependant les domestiques des lycées ne pensaient pas encore à se grouper en association ou syndicat pour défendre leurs intérêts ; ils songeaient simplement à se réunir temporairement pour porter leurs plaintes devant leurs députés ou déposer des pétitions auprès de l'administration supérieure. Il en était ainsi du moins pour ceux formant le petit personnel des lycées des départements de Seine et Seine-et-Oise. On peut attribuer à leurs efforts la circulaire de 1895 qui leur accorde d'une façon assurée un certain nombre de grammes de viande par repas. Cette mesure semble être la première de cette longue série qui est due à l'initiative des gens de service.

Dès cette époque, l'idée de groupement se fait jour parmi le petit personnel des lycées de Paris. Deux centres d'actions se forment, l'un au lycée Michelet, l'autre au lycée Carnot, mais les premiers résultats sont peu encourageants ; la plus grande partie du petit personnel est timorée, elle craint que le fait de se grouper pour défendre leurs intérêts ne soit considéré comme une menace de guerre par les administrations collégiales et redoutent les suites d'une semblable entreprise. Enfin, grâce surtout aux efforts de Monsieur

Lemauviot en 1897, un embryon d'association se formé, sans statuts bien constitués d'ailleurs, avec à peu près comme but unique d'essayer d'obtenir de meilleures conditions d'existence par l'intermédiaire de députés dévoués à la cause des humbles. Ce groupement ne réunit encore qu'une faible majorité des domestiques des lycées de Paris et ceux-ci ne songent pas à le rendre général en demandant à leurs collègues des autres lycées d'y adhérer. Son existence est d'ailleurs très précaire ; car un certain désaccord semble régner entre les deux lycées dirigeants, l'un voulant que le groupement prenne le nom d'association, l'autre de syndicat. Cependant l'entente se produisit et l'on adopta le nom d'association pour bien indiquer que l'on ne songeait nullement à procéder par la violence.

Suivant leurs intentions, une fois groupés, ils s'adressent aux députés des circonscriptions où ils se trouvent pour les prier de prendre leurs intérêts en main. Aussi en 1898 avons-nous vu Monsieur Gervais proposer à la chambre des députés un projet de loi en leur faveur. De plus, en 1899, il patronisait auprès de Monsieur le Ministre de l'Instruction publique une délégation de gens de service ; l'année suivante il en présentait une autre à Monsieur Rabier directeur de l'enseignement secondaire, et enfin le 20 janvier et le 26 décembre de la même année, il intervenait à deux reprises à la Chambre des Députés dans leur intérêt. Mais, d'autres préoccupations l'obligèrent à se désin-

téresser de leur sort pendant quelque temps et ceux-ci malgré leurs démarches n'avaient encore obtenu que de bonnes paroles, rien de certain en 1902. Aussi dans leur impatience, irrités de voir que Monsieur Gervais n'avait pas pris la parole à leur propos à la Chambre des Députés lors de la discussion du budget, à une assez forte majorité, ils résolurent de rompre avec lui et en assemblée générale ils votèrent un blâme et lui retirèrent leur confiance. Ils perdaient ainsi un de leurs plus fidèles défenseurs et ce qui est plus grave, à la suite de ce vote, les dissensions intestines recommencèrent. Alors le bureau de l'association résolut de convoquer une nouvelle assemblée générale afin, disait l'ordre du jour, de discuter sur la décision à prendre en vue de l'avenir de leur corporation et sur la transformation de leur association en syndicat ou sur son maintien dans sa forme actuelle. Cette assemblée générale devait avoir lieu le 31 mars 1902; on pouvait craindre qu'elle ne fut le point de départ d'une scission et par suite de la fin de leur groupement. Par bonheur, un homme désintéressé dans la question, Monsieur Bigouret, professeur-adjoint au lycée Carnot s'aperçut du danger qu'ils couraient et résolut de le prévenir; il employa son temps et sa peine à les réorganiser. Pour parer au plus pressé, il rétablit les bonnes relations entre M. Gervais et les gens de service que leur précipitation avait rompues. Puis il s'occupa à les grouper fortement. Personnellement, il aurait préféré les voir se

syndiquer, trouvant plus de ressources dans cette forme de groupement, mais devant l'opposition de la majorité du petit personnel, effrayé à l'idée d'une lutte ouverte contre l'autorité patronale qu'évoque encore le seul nom de syndicat, il renonça résolument à sa première idée et se mit au travail pour fonder une association. Un comité provisoire fut nommé pour établir les statuts et examiner tout ce qui pouvait les intéresser ; et le 11 avril 1902 il envoyait une lettre aux gens de service des lycées des départements pour leur annoncer la création de leur groupement et son objet dans le désir de les voir y adhérer. C'est la première fois qu'il indique leur but ; qui est de « créer une caisse de secours et d'étudier les questions intéressant le travail et l'avenir de leur corporation. » C'est assez vague ; on ne nous dit pas en quoi consistera l'étude de ces questions. La lettre ne s'explique pas là-dessus ; elle se borne à déclarer, pour les engager à se joindre à leur groupement, que leurs affaires sont en bonne voie, et que de nombreux candidats à la députation sont acquis à leur cause.

On était en effet alors à la veille des élections législatives ; Monsieur Bigouret, au nom des gens de service des lycées, avait écrit à tous les députés ou candidats à un siège législatif dans la circonscription desquels se trouvait un lycée, que la profession de foi désignait comme devant s'intéresser à leur cause et qui avaient semblé avoir quelque chance d'être élus. Leurs réponses

avaient été favorables à ses désirs ; ils reconnaissaient la nécessité d'améliorer le sort de cette classe de travailleurs, et, comme le déclarait la lettre adressée aux gens de service des lycées des départements, ils avaient fait des promesses et pris des engagements « sur lesquels on pouvait compter. »

En retour le comité invitait le petit personnel à adresser des remerciements et l'expression de sa reconnaissance à tel ou tel candidat, suivant une formule qu'il envoyait et que les gens de service n'avaient qu'à remplir (1). A Paris, le comité fit plus : il imprima et fit coller à ses frais une affiche portant le nom de certains candidats qu'il recommandait particulièrement au vote des domestiques des lycées.

Pendant ce temps, les statuts et le titre avaient été discutés, les adhésions arrivaient des départements et le 4 mai 1902 l'association fut officiellement fondée. Elle se plaçait sous le patronage de 92 membres du Parlement qui lui avaient promis leur appui et d'un certain nombre d'autres personnalités. Elle prenait le nom de : Association des Employés et Ouvriers des Lycées de France et des Colonies (2). L'article second

1. Voici la formule : Les soussignés, employés et ouvriers du Lycée de..... remercient Monsieur..... de l'intérêt qu'il leur témoigne et le prie de vouloir bien agréer l'expression de leur reconnaissance et de leur fidélité (suivent les noms des gens de service et leurs signatures).

2. L'association comprend sous le nom d'employés les deux catégories parfaitement distinctes des employés et des agents,

des statuts nous indique son but et est libellé ainsi qu'il suit : « L'association a pour objet d'agir de tout son pouvoir pour l'amélioration morale et matérielle de la corporation ; elle a en outre pour but de venir en aide à ceux de ses membres qui se trouvent dans le besoin. » Cette rédaction diffère de celle que porte la lettre adressée en avril 1902 par le comité provisoire aux gens de service des départements. L'association ne se bornera pas à l'étude des questions qui les intéressent, elle déclare qu'elle agira de tout son pouvoir pour leur amélioration ; le but est déjà plus précis et l'étude du projet de statuts primitif nous indique clairement les moyens qu'elle compte employer pour arriver à cette fin ; ce sera notamment « par la poursuite auprès des pouvoirs publics du vote des lois intéressant la corporation. » Mais cette formule trop précise a été remplacée par l'article définitif qui n'est pas limitatif des moyens. Par ce même article 2, l'association déclare qu'elle viendra en aide à ses membres, mais il n'est pas question de fonder une caisse de secours, comme le disait la lettre citée plus haut. Les dispositions prises en conséquence de ce second objet de leur groupement sont d'abord les articles 23 et 24 des statuts, portant, l'un, qu'en cas de décès d'un sociétaire une somme de 40 francs sera remise à la veuve, l'autre que, si à sa mort sa

Elle commet la même confusion dans la formule citée dans la note précédente.

famille était sans ressources une somme de 25 ou 30 centimes pourrait être demandée à chaque sociétaire pour faire face aux premiers besoins ; mais l'idée d'une caisse de secours réapparaît nettement dans l'article 16 qui déclare qu'en cas d'urgence une somme à déterminer pourra être accordée à un sociétaire ou à sa famille. Enfin ainsi que nous le dit l'article 18, l'association fera son possible pour placer ceux de ses membres qui se trouveraient momentanément sans emploi. Tel était les fins visées par elle.

Une fois les statuts constitués et portés à la connaissance des gens de service le comité songea à avertir les administrations collégiales. Ne pas le faire eut pu être considéré comme un acte de défiance ou même d'hostilité. Il adressa donc en novembre 1902 une lettre au proviseur et à l'économe de tous les lycées pour leur annoncer la création de leur association et leur indiquer le but, mais il y restreignait leur action. En effet leur groupement n'aurait été que 1° pour lutter contre la maladie en fondant une caisse de secours, 2° lutter contre la vieillesse en créant une caisse de retraites. C'est évidemment là un moyen d'améliorer le sort du petit personnel, mais ce n'est pas le seul ; il y en a bien d'autres et en particulier celui qui consiste à s'adresser aux pouvoirs publics, comme il en avait l'intention. Mais désirant obtenir l'approbation de ses supérieurs, il a peut être redouté que le but exposé dans les statuts semblât gros de menaces, tandis qu'au contraire

personne ne saurait se désintéresser d'un groupement qui ne songe qu'à défendre ses membres contre la maladie et la vieillesse.

Pendant ce temps, le comité s'occupe activement du petit personnel ; nous voyons de nouveau à sa requête Monsieur Gervais faire des démarches auprès du ministre de l'instruction publique, en Juillet 1902, pour l'entretenir de la question du commissionnement et de la retraite. Quelques mois plus tard, en Janvier 1903, les gens de service précisent leurs demandes en un exposé de revendications qu'ils adressent encore à M. Gervais qui a pris leurs intérêts en mains ; ils insistent sur la nécessité du commissionnement et proposent de se constituer en Société de secours mutuels pour la vieillesse (1) avec l'aide du gouvernement. En outre, ils formulent d'autres désirs secondaires, la limitation de la journée de travail à 12 heures, une amélioration de leur nourriture et une indemnité de logement pour les gens de service mariés des lycées d'internes. C'est après avoir reçu cet exposé que Monsieur Gervais, assisté de Messieurs Guyesse, Lhôpital et Braud proposa à la Chambre des Députés et obtint un vote accordant la titularisation du petit personnel des lycées, à la séance du 5 février 1903. Le comité se mit aussitôt au travail pour rendre ce vote pratique et

1. Voir plus haut, page 113.

en Juin 1903 il envoyait un projet (1) au Ministre ; il demandait par la même occasion que les emplois soient réservés aux Français, et que les femmes de concierges soient titularisées en même temps que leurs maris. Il eut la satisfaction de voir accepter ses demandes, c'est d'abord l'arrêté de novembre 1903 qui organise la titularisation, puis deux circulaires de 1904 (2) ; l'une décidait que les gens de service étrangers ne pourraient pas être titularisés et qu'à l'avenir les places devaient être réservées aux Français ou naturalisés, l'autre que les femmes de concierges prendraient désormais de titre d'aides-concierge et compteraient parmi le petit personnel.

Dans cette lettre il reprenait les revendications qu'il avait adressées à Monsieur Gervais dans l'exposé qu'il lui avait soumis en Janvier 1903 ; c'est-à-dire une indemnité de logement pour les gens de service mariés des lycées d'internes qui ne pouvaient être logés dans l'établissement et la réduction de la journée de travail non plus à 12 heures mais à 11. Nous avons vu qu'une circulaire de 1905 recommandait aux administrations collégiales d'accorder cette indemnité ; quant à l'autre demande, elle ne fut suivie d'aucun résultat.

Enfin une dernière revendication était formulée par le comité qui l'émettait pour la première fois ; elle

1. Voir plus haut, page 101.

concernait le relèvement des salaires. Les gens de service y étaient divisés en trois classes correspondant chacune à une augmentation qu'ils ne pouvaient obtenir qu'après être restés 5 ans dans chaque classe. Leur salaire initial aurait été respectivement de 600, 800, et 1500 francs, auquel toutefois aurait pu s'ajouter une gratification annuelle de 100 francs ou 200 à Paris après 10 ans de première classe. C'était en somme l'application à tout le petit personnel de l'arrêté de 1894 sur les aides-de-physique. Cette demande comme celle concernant la réduction du travail n'entraîna aucune disposition nouvelle de la part de l'administration supérieure; il n'en est pas de même d'une autre plus humble qu'il y avait incorporée, la réunion des étrennes aux gages qu'une circulaire de 1906 établit.

Cependant de graves évènements s'étaient passés au sein de leur association. Une fois le travail d'organisation terminé, Monsieur Bigouret s'était retiré, et après son départ les tiraillements ne tardèrent pas à renaître. Les partisans d'un syndicat formulèrent de nouveau leurs désirs et bientôt une scission se produisit. Pendant quelque temps vécurent côte à côte deux groupements portant tous les deux le titre d'Association des Employés et Ouvriers des lycées de France et des Colonies, jusqu'au moment où le président de l'Association primitive eut exercé un recours en justice contre la faction dissidente pour usurpation de titre. L'affaire se termina en septembre 1903 par la création, à côté de l'Association,

d'un syndicat poursuivant le même but que celle-ci. On doit regretter l'arrivée d'un tel évènement qui ne peut que diminuer l'action et l'influence du petit personnel des lycées ; de plus, ces deux groupements jaloux l'un de l'autre ne peuvent que se nuire auprès des gens de service qui par suite s'abstiendront d'adhérer à l'un ou l'autre, au grand dommage de leur intérêt. Il serait donc à souhaiter que l'accord renaisse ou que du moins leur action fut concertée.

Toutefois, malgré ces discordes, ces deux groupements ne cessent de s'occuper de la situation du petit personnel. L'association veille à l'application de l'arrêté de 1903 sur la titularisation et demande, par l'intermédiaire de M. Gervais, au ministre de l'Instruction publique, qu'il soit régulièrement appliqué (1). Puis elle s'occupe de nouveau de la question de la retraite et, s'emparant des idées que Monsieur Ribot avait émises à la Chambre des Députés le 5 février 1903, elle établit un projet qu'elle soumet à la bienveillance du ministre au mois de mars 1904 (2). Le syndicat de son côté ne restait pas inactif, et demandait également la création d'une retraite. Le résultat de ces démarches ne tarda pas à se faire sentir, et le 16 novembre 1903 était nommée une commission chargée d'étudier la

1. Monsieur Rabier, directeur de l'Enseignement secondaire répond par lettre en date du 21 Janvier.

2. Voir plus haut, page 114.

question ; les travaux de cette commission, durant lesquels fut convoqué Monsieur Lemauviot, président de l'Association, aboutirent au décret du 11 mai 1907.

Mais avant l'apparition de ce décret, les gens de service avaient obtenu d'autres améliorations moins importantes dont on doit chercher l'origine dans les demandes de l'association ou du syndicat. Ce sont la circulaire du 1 août 1905 qui recommande de donner une indemnité aux agents chargés des travaux de peinture pendant les vacances, celles du 26 Juin 1906 qui engageait les administrations collégiales à accorder des chambres chauffées et convenablement meublées, à leur petit personnel, à leur fournir une nourriture semblable à celle des élèves et à leur assurer 15 jours de congé durant les vacances, et du 26 Juillet 1906 qui s'occupe des agents employés chez les fonctionnaires.

Mais il était difficile à l'association de faire connaître à ses adhérents les démarches faites par son comité, les réponses qu'on lui faisait, et les résultats obtenus qui pouvaient quelquefois être longs à se traduire par un règlement administratif. Aussi le comité décida-t-il de fonder un journal corporatif dans ce but et dans les colonnes duquel tout sociétaire pourrait faire paraître des articles les intéressant, et dans les derniers mois de 1906 paraissait cet organe sous le nom de « L'Employé de Lycée ». Le syndicat de son côté, dès sa création, faisait paraître des articles dans le « Travailleur de

l'Etat », organe de l'Union fédérative des travailleurs de l'Etat.

Cependant, la loi de 1906 sur le repos hebdomadaire avait été promulguée et étendait ses bienfaits sur la classe ouvrière ; le petit personnel des lycées aurait désiré qu'on lui appliquât ces prescriptions bien qu'il ne peut être compris dans les employés de commerce ni dans les ouvriers de l'industrie. C'est pourquoi au mois de mars 1907 l'association présentait au ministre de l'Instruction publique un projet sur le repos hebdomadaire (1), et après de nouvelles démarches, obtenait satisfaction par la circulaire du 22 Juillet 1907. Il faut remarquer que le syndicat, qui s'était occupé également de la question, s'attribue aussi le résultat obtenu.

Toutefois, malgré ces améliorations, une question très importante restait encore en suspens ; c'était celle qui concerne le relèvement des salaires. Nous venons de voir que l'Association avait déjà formulé une demande à ce sujet en 1903. D'un autre côté, Monsieur Dejeante, député de la Seine, prenant en main les intérêts des gens de service, à la demande du syndicat, déposait en 1906 (2), à la Chambre des Députés, une proposition tendant à l'amélioration du petit personnel de l'Enseignement et demandait entre autres choses l'application des décrets de 1889 en leur faveur ; enfin

1. Voir plus haut, page 135.

2. Séances du 12 février et du 4 décembre 1906.

il intervenait de nouveau en 1907 (1), au moment de la discussion du budget.

A l'heure actuelle, les demandes du syndicat sont les suivantes : le relèvement des salaires, la réduction de la journée de travail, le paiement d'une indemnité en cas de maladie, la nourriture accordée à tous les gens de service des lycées d'externes. Quant à l'Association, nous avons pu voir par l'examen du cahier de revendications qu'elle adressa au ministre en 1907, que ses desiderata sont à peu près semblables. Pour les étudier le ministre de l'Instruction publique a nommé en Janvier 1908 une commission qui entendit plusieurs fois Monsieur Lemauiot et dont les travaux doivent bientôt être terminés.

Depuis la remise de ce cahier, l'Association n'est pas restée inactive ; grâce à ses membres correspondants, elle est renseignée sur l'application des règlements dans les divers lycées, et peut réclamer auprès de l'autorité supérieure quand elle pense qu'un de leurs droits a été lésé dans la personne d'un sociétaire ; elle recherche également les améliorations nouvelles qu'on pourrait apporter, c'est ainsi qu'elle a émis une demande tendant à ce que les gens de service aient la connaissance des circulaires qui les intéressent et une autre pour obtenir la présence d'un avocat près des domes-

1. Séance du 6 novembre 1907.

tiques appelés à comparaître devant le Conseil de discipline. D'ailleurs elle s'occupe à donner des conseils au petit personnel et l'on a vu le comité recommander aux sociétaires les plus exaltés de conserver le respect qu'ils doivent à leurs supérieurs, ce qui n'exclut pas la fermeté dans leurs revendications.

Bref dans ces 15 dernières années de nombreuses circulaires ou autres actes administratifs sont venus améliorer la situation du petit personnel des lycées et ceci parce que, enfin, on a entendu sa voix. On est maintenant en présence de groupements forts, conscients d'eux-mêmes, dont l'influence bienfaisante n'a pas tardé à se faire sentir, d'autant plus qu'ils faisaient entendre leurs réclamations devant une administration supérieure bienveillante qui s'empressait d'accorder toutes réformes demandées qui étaient justifiées ; si quelquefois les réponses satisfaisantes ne furent pas immédiates, c'est qu'il n'est pas toujours facile de concilier les ressources des lycées et le bon fonctionnement du service avec l'application des mesures de protection. Dans cette période nous ne trouvons qu'une circulaire, celle qui crée les aides-de-laboratoire, qui ne soit pas due à l'initiative des gens de service ; les autres sont leur œuvre, mais il faut bien le dire, grâce à la bienveillance de l'administration supérieure, qui se manifeste dans la rédaction même des actes administratifs et est particulier dans la circulaire du 26 Juin 1906 (1).

1. Circulaire du 16 Juin 1906, § IV, dernier alinéa.

Mais nous n'avons pour ainsi dire pas rencontré l'influence des administrations collégiales. Quelle conclusion doit-on en tirer ? Seraient-elles hostiles à l'amélioration du sort de leur petit personnel ? Nous avons pu, malgré tout, nous rendre compte qu'une telle opinion serait erronée ; elles sont elles-mêmes animées de bienveillance à l'égard des gens de service, quoique nous puissions observer que l'opinion contraire soit très répandue parmi eux (1). Malheureusement on s'en aperçoit moins que pour l'administration supérieure, car les réformes qui peuvent résulter de leur action ne s'étendent ordinairement qu'à un seul lycée. Cependant toutes les améliorations générales que nous avons vu s'introduire par l'effet de la coutume, ne sont dues qu'à la bienveillante tolérance des administrations collégiales ; c'est ainsi que les gens de service ont depuis longtemps le repos de 5 heures à 7 heures du soir, c'est ainsi qu'ils avaient obtenu bien avant que des circulaires l'aient recommandé ou ordonné, une rétribution pour les travaux de peinture, des congés pendant les grandes vacances, et bien d'autres mesures protectrices. Mais à côté de toutes celles-ci qui étaient devenues générales, il en est bien d'autres qui sont restées spéciales à certains lycées et que l'on ignore pour la plupart ; dans ces dernières années on peut citer la création de cercles (2)

1. L'Employé de Lycée, numéros de novembre 1907, mai 1908.

2. On en cite 3 dont l'un au lycée de Nancy.

pour les gens de service afin de leur rendre la vie du lycée plus agréable, l'allocation à l'Association des Employés et Ouvriers des lycées de sommes destinées à alimenter leur caisse de secours (1) ; d'autres administrations collégiales ont contracté au nom de leurs domestiques les plus exposés des assurances contre les maladies et les accidents (2) ; enfin il est un fait avéré qu'elles se sont prononcées pour une augmentation de salaires du petit personnel. Il nous semble qu'il y a des preuves plus que suffisantes de leur bienveillance, surtout si l'on songe combien il est difficile de se renseigner à ce point de vue.

Cependant, malgré leur bienveillance et celle de l'administration supérieure il faut reconnaître que toutes les principales améliorations, apportées à leur situation, sont dues à l'initiative du petit personnel. On peut même prétendre que sans lui la situation n'aurait pas beaucoup changé, si l'on songe au peu de modifications apportées à son sort jusqu'au moment où les gens de service se sentirent assez forts pour émettre des réclamations. Ce qui existe actuellement dans d'autres établissements d'enseignement de l'Etat, dans les collèges, vient confirmer cette opinion ; en effet leurs domestiques qui sont restés isolés les uns des autres, n'y bénéficient d'aucun des avantages dont jouissent leurs

1. Lycée du Havre.

2. Aux lycées Condorcet et Michelet.

collègues des lycées. Remarquons-le donc une dernière fois en terminant ; leur situation a changé grâce aux efforts du petit personnel, mais d'un petit personnel uni et fortement organisé et non pas aux efforts individuels de tel ou tel domestique. Il est donc de leur intérêt de rester groupés, et il est à désirer pour eux que la scission qui s'est produite disparaisse et que de nouveau ils ne forment plus qu'un tout homogène dont la puissance serait d'autant plus grande qu'ils seraient plus fortement groupés.

CHAPITRE VII

Le petit personnel des lycées et les droits d'association et de syndicat

Nous avons vu que dans ces dernières années les gens de service des lycées, à l'exemple des autres catégories de travailleurs, s'étaient groupés pour la défense de leurs intérêts communs. Ils s'étaient d'abord réunis pour former une association qui fut, pendant quelque temps, leur seule organisation de combat, mais une scission se produisit bientôt et donna naissance à un syndicat. Grâce aux efforts de ces deux groupements, la situation jusqu'alors précaire du petit personnel, subit une sensible amélioration. Les résultats obtenus, depuis leur création, sont un témoignage de leur activité, de leur existence. Il est donc indéniable que ces groupements existent en fait, mais il serait intéressant de savoir s'ils peuvent exister en droit. Autrement dit les gens de service des lycées peuvent-ils se réunir légalement en association ou en syndicat pour la défense de leurs intérêts ?

Il est nécessaire d'examiner séparément ces deux questions. Commençons donc par étudier celle de l'association qui paraît devoir être résolue simplement et rapidement ; la réponse nous semble facile. Le petit personnel des lycées possède le droit de s'associer. C'est la conséquence logique de la loi du 1^{er} juillet 1901 ; son article 2 ne dit-il pas en effet : « Les associations de personnes pourront se former librement sans autorisation ni déclaration préalable ». Une formule semblable étend évidemment le droit à tout le monde ; ce qui prouve que telle est bien la pensée du législateur, c'est qu'il retire ce droit par un article spécial à une seule catégorie de personnes, celles qui composent les congrégations religieuses. Il en ressort donc bien que l'association des Employés et Ouvriers des lycées de France et des Colonies est parfaitement légale (1).

D'ailleurs la reconnaissance de ce groupement par les chefs du petit personnel, l'administration supérieure et les administrations collégiales semble n'avoir présenté aucune difficulté. Aussi avons-nous pu voir depuis sa fondation, M. Lemauviot, président de l'Association, adresser en cette qualité de nombreuses lettres au ministre de l'Instruction publique, et être convoqué également comme tel pour être entendu par les commissions interministérielles qui se sont occupées succes-

1. Revue de Paris, 1906. Les syndicats de fonctionnaires par M. Barthélemy.

sivement d'apporter des améliorations au sort des gens de service des lycées. Et voici deux exemples qui prouvent surabondamment nos dires : le 30 décembre 1904, deux ans à peine après la formation du groupement, M. Rabier, alors directeur de l'Enseignement secondaire, adressait à M. Lemauviot la lettre suivante : « Monsieur. Vous avez exprimé le désir au nom de l'Association que vous présidez, d'être entendu par la Commission interministérielle, chargée d'étudier les conditions dans lesquelles pourraient fonctionner le commissionnement et la retraite des gens de service des lycées. J'ai l'honneur de vous informer que je me propose de vous convoquer à la prochaine réunion de la Commission qui aura lieu sans doute dans la deuxième quinzaine de janvier. Recevez, etc... ». Trois ans plus tard, M. Jules Gautier, qui avait succédé à M. Rabier à la direction de l'Enseignement secondaire, écrivait le 7 février 1908 à M. Lemauviot : « J'ai l'honneur de vous informer que par arrêté du 27 janvier dernier, j'ai institué une Commission chargée d'examiner la situation des agents de service des lycées. Cette Commission, qui s'est réunie pour la première fois le 4 février courant, a décidé qu'elle entendrait dans sa prochaine séance le bureau de l'Association des Employés et des Ouvriers des lycées de France et des Colonies, assisté, si vous le jugez utile, de votre avocat-conseil. Je vous prie de vouloir bien vous présenter à la séance qui aura lieu, etc... ».

Quant à la reconnaissance par les administrations collégiales, elle n'est pas moins certaine. Nous pouvons citer ici comme preuve une lettre que M. le proviseur du lycée du Havre adressait au trésorier de l'Association (1) : « Monsieur le Trésorier, j'ai l'honneur de vous adresser, en un mandat postal, la somme de 40 francs destinée à votre fonds de secours. Je suis heureux d'apprendre que vous êtes en train d'étudier la création d'une caisse pour les veuves et les orphelins de nos agents. Je vous serais obligé etc... » C'est bien là admettre l'existence de l'Association.

Ainsi cette forme de groupement qui réunissait là grande majorité des gens de service des lycées, fut rapidement et aisément reconnue par tous ; en est-il de même pour la deuxième forme, c'est-à-dire pour le syndicat ? Nous sommes obligés de constater qu'il n'en est pas ainsi ; bien qu'il ait été déclaré selon les prescriptions de la loi, qu'il soit admis à la Bourse de travail et qu'il soit affilié à l'Union fédérative des travailleurs de l'Etat, ce qui prouve son existence en fait, les administrations collégiales et l'administration supérieure ignorent le syndicat des employés et ouvriers des lycées ou du moins agissent comme s'ils l'ignoraient. Il ne nous a pas été, en effet, possible de trouver comme pour l'association une convocation de son bureau afin

1. Lettre adressée le 3 février 1908.

d'être entendu par les commissions chargées d'étudier les questions intéressant la situation des gens de services des lycées, ni une pièce quelconque attestant la reconnaissance du syndicat. Mais reconnu ou non, il n'en existe pas moins en fait, peut-il exister en droit ? La question est plus complexe que pour l'association ; car, alors que depuis la loi de 1901 la liberté de s'associer est accordée à tous, celle de se syndiquer au contraire est contestée à certaines catégories de personnes. Il nous faut donc savoir si ceux qui nous intéressent sont compris dans l'une d'elles, c'est-à-dire si nous nous trouvons en face de fonctionnaires de l'Etat ; puis il nous faudra, si on leur donne cette qualité, rechercher si le droit syndical doit leur être accordé ou refusé.

Il est clair que si l'on pouvait prouver que le petit personnel des lycées n'est pas composé de fonctionnaires, la question se trouverait résolue par là-même. Nous ne serions plus en présence que de simples domestiques et il est, nous le croyons, parfaitement admis que ces derniers peuvent se syndiquer. Mais, à quel signe reconnaît-on que telle ou telle personne est ou n'est pas fonctionnaire ? Est-ce d'après le genre de travail auquel elle se livre ? Evidemment non ; on peut dire que tous les métiers, toutes les professions sont représentés parmi eux. Quel est donc le critérium qui permet de les reconnaître ? On peut constater tout d'abord que le mot « fonctionnaire » implique l'idée d'une hiérarchie, d'absence d'aléa, de garanties, de retraite, qu'on ne

rencontre pas ordinairement dans l'industrie privée. Ceci nous permettrait de déclarer que jusqu'en 1903 au moins, les gens de service des lycées ne pouvaient pas être compris parmi eux ; en effet ils n'avaient alors, nous l'avons vu, ni garanties de stabilité, ni retraite, ni règlement disciplinaire. Pourtant ce critérium ne peut nous satisfaire, car on en arriverait à exclure des personnes qui comme les préfets ont des positions très instables et dont cependant la qualité de fonctionnaires ne peut pas être mise en doute. Si nous acceptons la définition que donne M. Berthélemy (1) quand il dit : « J'appelle fonctionnaire quiconque est professionnellement au service d'une administration publique, le cantonnier comme le préfet etc... » la conclusion que nous en tirons au sujet des gens qui nous intéressent est la même : le petit personnel des lycées n'était pas composé de fonctionnaires avant 1903. La situation de ses membres nous permet de le certifier ; ils étaient au service d'un lycée évidemment, mais non pas d'une administration publique ; on peut même ajouter qu'ils n'étaient pas professionnellement au service d'un lycée. Ils n'avaient pas d'intérêts à rester à son service ; ils pouvaient le quitter sans inconvénients, et le faisaient souvent ; ils n'y étaient attachés qu'accidentellement, en effet. Tout autre est la situation après 1903 et l'on

1. Revue de Paris, 1906. Les Syndicats de fonctionnaires, M. Berthélemy.

peut dès lors se demander si vraiment l'on n'est pas en face de fonctionnaires. Grâce à l'arrêté de titularisation ils ont maintenant des garanties de stabilité, un règlement de discipline, et par le décret du 11 mai 1907 ils ont obtenu une retraite c'est-à-dire qu'ils possèdent la plupart des prérogatives attachées à la qualité de fonctionnaires. Ensuite ils rentrent parfaitement dans la définition de M. Berthélemy ; ils sont maintenant *professionnellement* au service d'une administration publique. Ils peuvent passer d'un lycée à un autre sans perdre leur ancienneté, leur droit à la retraite ; ils ne sont plus par hasard employés à un lycée ; ils sont perpétuellement employés de lycées. Ils présentent donc bien les qualités exigées, mais cependant certaines raisons semblent s'opposer à ce qu'on leur donne le titre de fonctionnaires.

Elles résultent de la discussion qui précéda à la Chambre le vote de titularisation des gens de service des lycées : on veut bien accorder des garanties de stabilité, mais on ne veut pas créer un nouveau corps de fonctionnaires. C'est ce que M. Ribot exprime en disant (1) : « S'il s'agit de faire des modestes serviteurs de nos lycées de nouveaux fonctionnaires d'Etat, je voterai contre la proposition ; mais si elle se borne comme j'ai cru le comprendre après les explications de

1. Séance du 5 février 1908, Journ. Off. du 6,

M. Gervais à leur donner un peu plus de garanties contre des révocations peut-être imméritées, ce serait différent etc... » Et M. Gervais l'auteur de la proposition, insiste sur ce fait qu'il n'y a rien à redouter de ce côté. « Il ne s'agit pas non plus de constituer un nouveau corps de fonctionnaires..... » Il revient sur la question peu après et déclare : « Il ne s'agit ni de création de fonctionnaires, ni de crédit à inscrire au budget... » Malgré ces explications, ce n'est qu'après avoir remplacé le mot « commissionnement » par celui de « titularisation » pour bien indiquer son désir de ne pas créer de nouveaux fonctionnaires et par suite de ne pas les soumettre à la loi de 1853 sur les retraites que la Chambre votât le projet de commissionnement des gens de service des lycées. Aussi les retraites que ces derniers obtinrent plus tard ne sont-elles pas établies d'après la loi de 1853, mais d'après celle de 1886 sur la caisse nationale de retraite pour la vieillesse. Ainsi malgré tous les avantages qui lui sont accordés, le petit personnel des lycées devrait être regardé comme n'étant composé que de simples domestiques qui posséderaient sans restriction le droit de grève et de syndicat et qui continueraient à être soumis au droit commun des ouvriers et des employés vis-à-vis de leurs patrons pour tout ce qui intéresserait leur travail. La question est donc tranchée ; mais on peut se demander si, après avoir donné à une catégorie de personnes toutes les prérogatives des fonctionnaires, la Chambre, par ses

explications, a vraiment réussi à ne pas en créer de nouveaux parce qu'elles ne leur en a pas donné le titre ?

D'ailleurs est-ce bien là, au fond, ce qu'elle désirait ; il semble bien que ce ne soit pas tant la dénomination ou même la création de nouveaux fonctionnaires que la Chambre redoutait, que la répercussion budgétaire qui aurait résulté de l'application de la loi de 1853 sur la retraite des fonctionnaires. Cela semble être l'unique raison qui ait fait refuser ce titre à ces modestes serviteurs. C'est la principale objection que rencontre M. Gervais, contre le commissionnement, en effet, nous voyons M. le Ministre de l'Instruction publique déclarer : (1) « Commissionner les gens de service, c'est constituer un corps particulier, vous ne demandez pas de crédit aujourd'hui, mais une fois le commissionnement adopté et les traitements fixés, on nous demandera une pension de retraite ; il y aura donc une répercussion budgétaire..... » C'est ce que nie M. Gervais à diverses reprises : « La répercussion budgétaire n'existe pas.... elle n'existe pas et n'existera pas..... Il n'y a, je le répète, aucune répercussion budgétaire ». M. Braud qui s'était adjoint à M. Gervais pour déposer la proposition de loi déclare lui aussi : « Il ne s'agit pas de voter un crédit nouveau, mais d'assurer une situation stable à ces modestes et dévoués serviteurs..... » Enfin

1. Séance du 5 février 1903. Jour. Off. du 6.

M. Gervais et M. Charles Laurent, commissaires du gouvernement, terminent la discussion en établissant d'une façon ferme que la répercussion budgétaire n'aura pas lieu, car la titularisation n'entraînera pas le droit à la retraite : « Je ne crois donc pas, déclare M. Gervais, que la Chambre puisse refuser d'adopter notre proposition qui n'entraîne aucune création d'emploi ni aucune charge budgétaire ».

M. Ch. Laurent : « Il y aura création d'emploi et par conséquent, répercussion sur le budget ».

M. Gervais : « Il ne faut pas toujours nous objecter le budget quand il n'est pas en cause, etc... »

M. Ch. Laurent : « Nous serons d'accord avec vous, M. Gervais, si vous consentez à ne pas employer le mot commissionnement, qui paraîtrait dans le sens administratif de ce mot entraîner le droit à la retraite ».

M. Gervais : « Du moment que le vote de la Chambre a été précédé de ces explications, il est bien entendu que le commissionnement n'implique ni retraite ni création d'emploi ».

Ainsi, c'est bien l'idée d'une répercussion budgétaire qui empêchait d'accorder aux gens de service des lycées les garanties des fonctionnaires ; et aussitôt que cet épouvantail est écarté, on les leur donne ainsi qu'une retraite, basée, il est vrai, sur la loi de 1866 et non sur celle de 1853. Ils ont des garanties de stabilité, une retraite ; bref, les plus importantes des prérogatives des fonctionnaires. Comment appellerons-nous ces per-

sonnes au service d'une administration publique, qui possèdent ces avantages, qui sont en tout point semblables aux fonctionnaires et qui pourtant n'en ont pas le titre. Il n'y a évidemment là qu'une question de dénomination ; car en réalité, nous sommes en présence de véritables fonctionnaires. Dans ces conditions, il nous paraît logique et nécessaire de leur faire suivre les règles auxquelles sont soumis ces derniers pour le syndicat et le droit de grève.

Quels sont leurs droits à ce sujet ? La question est très controversée, car nous nous trouvons, sans doute possible, en face de fonctionnaires de gestion ; les actes des gens de service des lycées étant tels qu'on ne peut assurément pas les comprendre parmi les actes d'autorité.

En droit strict, il semble que les fonctionnaires de gestion ont le droit de se syndiquer et de se mettre en grève. Entre leurs fonctions et les professions privées qui leur ressemblent, il n'y a pas de différence juridique ; le contrat qui les lie à l'Etat est un véritable contrat de service ; leurs rapports avec lui doivent être ceux d'ouvriers à patrons. Telle est du moins la conclusion d'un grand nombre d'auteurs, entre autres M. Berthélemy. De cette thèse, il tire les conséquences rationnelles : « Je n'hésite pas à dire que tous les fonctionnaires de gestion, qu'ils aient ou non la faculté de se syndiquer ont légalement le droit de se mettre en grève,.... L'Administration peut renvoyer les agents

qui abandonnent leur travail simultanément, mais il n'y a pas de sanction pénale ». Quant à la liberté syndicale proprement dite, il l'accorde aux professions semblable, à celles qui bénéficient de la loi de 1884 dans l'industrie privée. « Il faut se reporter, dit-il, à la loi de 1884 pour savoir si tel syndicat est ou n'est pas conforme au droit actuel. Reconnaissons la légalité des syndicats des ouvriers des arsenaux et des manufactures, agents de chemins de fer, haras, postes et télégraphes, sont au contraire certainement illégaux les syndicats d'instituteurs.... » (1). Donc d'après cette thèse, les syndicats des gens de service des lycées seraient légaux, car la loi de 1884 s'applique aux domestiques.

Sur la question de droit strict, M. Bourguin est du même avis ; il déclare : (2) « Il n'y a aucune raison pour que l'Etat à l'égard de ses agents de gestion soit soustrait aux lois qu'il a faites et aux obligations qu'il a imposées à l'industrie privée », et il ajoute : « Les agents de gestion, professeurs, répétiteurs, etc..., sont liés par un louage de service ; leurs rapports sont les mêmes que ceux d'un ouvrier avec son patron. Il n'y a aucune raison pour leur refuser le droit de se syndi-

1. Revue de Paris, 1906. Les syndicats de fonctionnaires, par M. Berthélemy.

2. De l'application des lois ouvrières aux ouvriers et employés de l'Etat, par M. Bourguin.

quer ». Il admet également pour eux le droit de grève mais avec une restriction qui résulte de la permanence de leur emploi, restriction qui diminue singulièrement ce droit de grève. « Quand il s'agit des ouvriers commissionnés, dit-il, il y a pour eux un mode de relations contractuelles qui me paraît être une source de responsabilité civile en cas de grève. Cette responsabilité découle de la permanence de l'emploi qui lui est confié par le commissionnement. Il résulte de ce commissionnement un engagement réciproque entre l'Etat et ses employés : engagement de la part de l'Etat de ne pas renvoyer les ouvriers et les sous-agents sans motifs appréciés dans les formes prescrites ; engagement pour les employés de ne pas abandonner leur service d'une façon brusque et intempestive, et sans une démission régulière ».

Enfin M. Nézard (1) déclare en parlant du droit de grève : « Ce droit des agents de gestion ne saurait être refusé que quand sa raison d'être cesse d'exister, c'est-à-dire quand la grève porte atteinte à un service lié à l'existence même de l'Etat, par exemple à un service de la défense nationale. » Il ajoute plus loin : « Le droit de se coaliser d'une façon temporaire doit donc être accordé sans restriction. » Il leur accorde également la

1. Revue générale d'administration, 1904. La situation juridique des employés de l'Etat, des départements et des communes. Nysard.

liberté syndicale : « Les agents des gestion ont le bénéfice des droits de coalition et d'association syndicale parce que ce ne sont que de simples particuliers mettant leurs connaissances techniques au service d'un autre particulier qui s'appelle l'Etat, personne morale. »

Ainsi il semble donc bien admis en droit que les fonctionnaires de gestion, parmi lesquels nous rangeons les gens de service des lycées, sont liés à l'Etat par un louage de service ordinaire et que par conséquent ils ont le bénéfice de la liberté syndicale et du droit de grève .

Cependant, si nous examinons les faits, nous pouvons voir que ces droits ne leur sont pas reconnus. Le droit de syndicat paraissait avoir été accepté au début par le gouvernement pour les fonctionnaires de gestion, mais depuis quelques années une volte-face sensible s'est produite contre cette concession. En 1896 nous constatons le retrait de la proposition Barthe, ayant pour objet la dissolution des syndicats des employés des services publics. En 1899, M. Millerand favorisait la création du syndicat des ouvriers des postes, télégraphes et téléphones, qui quelques semaines après sa fondation comptait déjà 2000 membres. En 1902 les ministres de la guerre et de la marine avaient invité officiellement les autorités militaires et maritimes à entrer en rapport avec les syndicats formés par leurs subordonnés des arsenaux et des ports. Cependant un mouvement de réaction se faisait sentir et en 1903 le ministre des

travaux publics interdisait aux cantonniers l'exercice du droit syndical ; la même année un arrêt de la Cour de Paris déclarait illégal le Syndicat des égouttiers de la ville. Enfin en 1903 le ministère Rouvier poursuivait en correctionnelle un syndicat d'instituteurs et s'opposait énergiquement au syndicat des sous-agents des postes. Le 7 novembre 1903, M. Rouvier déclarait à la Chambre que non seulement il lui paraissait impossible de reconnaître le droit syndical aux agents de l'Etat, puissance publique, mais même qu'il ne pouvait suivre la commission de la chambre et son rapporteur M. Barthou dans leur proposition de l'étendre à tous les agents de l'Etat qui n'étaient pas détenteurs de la puissance publique (1). Aussi pouvons-nous dire avec M. Bourguin qu'on n'admet pas à l'heure actuelle les syndicats de fonctionnaires. (2)

Il en est de même pour le droit de grève ; il n'est pas admis en fait. Le 17 novembre 1903 M. Pelletan déclarait à la Chambre des députés à propos des grèves des arsenaux : « La grève ne doit pas être employée comme un moyen de pression sur les pouvoirs publics. » L'année suivante dans la séance de la chambre du 10 Juillet 1906, M. Barthou ministre des travaux publics et des postes et M. Sarrien, président du conseil, se sont prononcés très nettement contre le droit de grève des

1. Les syndicats de fonctionnaires. Paul Boncour.

2. Bourguin. Opus. cité.

fonctionnaires quels qu'ils soient et ont demandé et obtenu le rejet de la proposition Paul Constans tendant à la réintégration des facteurs renvoyés pour fait de grève (1). Enfin tout dernièrement lors de la grève des employés des postes, télégraphes et téléphones la chambre votait en mars 1909, à une forte majorité, un ordre du jour excluant le droit de grève pour les fonctionnaires.

Aussi bien qu'en droit, les fonctionnaires semblent pouvoir prétendre à la liberté syndicale et à la grève, en fait on ne l'admet pas. Quelles sont les raisons que l'on donne pour motiver ce refus ? Nous pourrions dire avec M. Fernand Faure que ces droits sont incompatibles avec les obligations des fonctionnaires vis-à-vis de l'Etat, avec les devoirs particuliers que leur impose la discipline dans une grande administration, sans toutefois le suivre quand il ajoute qu'ils sont également incompatibles avec la nature même des rapports qui existent entre l'Etat et eux (2), car nous croyons avec M. Berthélemy que ces rapports résultent d'un simple louage de services. Mais surtout les raisons que donne M. Rouvier à la Chambre, et celles de M. Berthélemy nous paraissent décisives. « Je suis ici pour déclarer, dit M. Rouvier, parce que c'est le fond de ma conviction,

1. Duguit. Manuel de droit public.

2. Revue politique et parlementaire. Les syndicats de fonctionnaires, Fernand Faure, 1906.

qu'aucun gouvernement, aucun gouvernement, vous m'entendez bien, fut-il formé de ceux qui nous assaillent et nous sollicitent aujourd'hui de permettre la liberté de syndicat aux instituteurs, aux agents assermentés des postes, à nombre d'autres catégories des services publics, aucun gouvernement ne pourrait y consentir sans se suicider, sans mettre en péril l'existence même non seulement de la République, mais de tout régime régulier et normal (1) ». M. Berthélemy de son côté déclare (2) : « Les syndicats de fonctionnaires sont redoutables parce qu'ils sont un ferment d'indiscipline et une source de division. . . . Autoriser les fonctionnaires à se syndiquer, c'est les autoriser sur toutes les questions où leurs intérêts professionnels seront en cause, c'est-à-dire en matière de recrutement, avancement, discipline, traitement à opposer leurs prétentions à celle du gouvernement. . . . Le syndicat de fonctionnaires est un moyen d'exploiter l'Etat ce qui ne saurait être toléré. . . » Que pourrions nous dire de plus ? Bornons-nous à constater que les avantages évidents dont jouissent les fonctionnaires, avantages qu'ils ont su obtenir petit à petit, retraite, avancement régulier, absence d'aléa, etc... semblent montrer qu'ils n'ont pas besoin de recourir au syndicat et à la grève pour obtenir la réalisation de leur desiderata. Donc, non seulement les

1. Journal Officiel, 8 nov. 1905. Paul Boncour, op. cit.

2. Berthélemy, article cité.

fonctionnaires de gestion et parmi eux les gens de service des lycées ne peuvent se syndiquer, mais encore il nous paraît inutile et dangereux de leur concéder ce droit.

Cette qualité de fonctionnaires que nous avons reconnu au petit personnel des lycées depuis 1903 ne leur enlève pas d'ailleurs que les deux droits de syndicat et de grève ; elle les soustrait également au droit commun pour tout ce qui peut intéresser leur travail et leurs salaires. C'est ainsi que l'article 1780 pour indemnité en cas de réalisation du contrat ne doit pas être admis depuis que l'arrêté de 1903 portant titularisation des gens de service des lycées leur a donné des garanties contre tout renvoi immérité ; de même il n'y a pas lieu de leur appliquer la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage. Ce sont des fonctionnaires, par conséquent ils subissent tous les inconvénients comme ils jouissent de tous les avantages qui sont attachés à cette qualité.

Vu : *Le Président,*
RAOUL JAY.

Vu : *Le Doyen,*
M. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,
LIARD.

NOTES EXPLICATIVES

Note, page 39.

Cette loi de 1814, même si elle avait été en vigueur, n'aurait probablement pas été applicable aux gens de service des lycées; il ressort, en effet, de la lecture de son texte qu'elle ne s'adressait qu'aux personnes travaillant extérieurement. Dans ces conditions, le petit personnel des lycées qui n'est employé qu'à l'intérieur des établissements, aurait échappé à ces prescriptions.

Note, page 38.

La loi de 1864 n'est pas au sens propre du mot une loi de protection; elle ne s'occupe que de la liberté de coalition. Cependant, faite en faveur de la classe ouvrière, elle la protège efficacement quoique indirectement; c'est pourquoi, nous avons cru pouvoir en parler comme d'une loi de protection, bien qu'en réalité une telle assertion constituât une inexactitude.

Il en est de même de la loi de 1884 dont nous parlons plus loin.

Note, page 95.

On pouvait se demander si vraiment la loi du 13 Juillet 1906 ne devait pas s'appliquer de plein droit aux lycées. Ils apparaissent, en effet, comme des établissements commerciaux; et dans la liste de ceux qui sont admis à donner le repos par rou-

lement à leurs employés, on peut en citer dont le caractère se rapproche beaucoup du leur, ainsi les hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés (art. 3, n° 4) ; cependant nous n'avons pas cru qu'ils fussent soumis à cette loi, d'abord à cause de leur absence même de la nomenclature de l'article 3 et surtout à cause de la déclaration très nette de M. Briand à ce sujet dans la circulaire du 22 Juillet 1907 qui accorde le repos hebdomadaire aux gens de service des lycées ; il y dit en effet : « Bien que les lycées ne soient ni des établissements industriels, ni des établissements commerciaux et que par suite ils ne puissent être visés par l'art. 1 de la loi du 13 Juillet 1906, j'ai pensé... etc.... »

BIBLIOGRAPHIE

- Gaillard : Comptabilité des lycées impériaux et collèges communaux, 1863.
Cantemerle : Comptabilité des lycées nationaux, 1887.
Cantermelle : Suppléments (1887-1906).
Guillemin : Comptabilité des lycées de garçons, 1903.
Levasseur : Histoire des classes ouvrières en France de 1789 à 1870.
Audiganne : Les ouvriers d'à-présent, 1865.
Journal Officiel : décembre 1898 ; 13 février 1906 ; 7 novembre 1907 ; 6 décembre 1906.
Bulletin de l'Instruction publique.
Journal : L'Employé de lycée.
Journal : Le travailleur de l'Etat.
Cours de doctorat de législation et économie industrielle, année 1907-1908.
Jay : Protection légale des travailleurs, 1904.
-

- Bulletin de l'Economet des lycées nationaux.
BERTHÉLEMY : Traité de Droit Administratif, 1906.
DUGUIT : Manuel de droit public français, 1907.
PIC PAUL : Traité de législation industrielle, 1905.

